CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE
LEGISLATION - WETGEVING
L - 1 -
24-04-1985
Transmis à M.
Overgemaakt aan de H. Coordination

BV. L. 17.115/2/9.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième et neuvième chambres, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice, le 5 février 1986, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant diverses mesures visant à renforcer la sécurité du citoyen", a donné le 11 mars 1986 (deuxième chambre) et le 5 mars 1986 (neuvième chambre) l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede en negende kamers, de 5e februari 1986 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende verscheidene maatregelen ter verhoging van de veiligheid van de burger", heeft de 11e maart 1986 (tweede kamer) en de 5e maart 1986 (negende kamer) het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS PREALABLES.

Le projet groupe en une seule loi des dispositions qui règlent des objets très différents n'ayant entre eux de commun que de concerner directement ou indirectement la sécurité des citoyens. Une partie de ces dispositions tendent plutôt à la protection de la vie privée. (Titre II : articles 33 à 37, 39 à 47; Titre III : article 48).

Les dispositions du projet ont été réparties entre sept titres selon celle des matières qu'elles règlent. Mais comme ces matières sont très diverses, pour éviter d'aboutir à une loi n'ayant pas un contenu suffisamment homogène, il serait préférable de faire des lois séparées. Cette dernière méthode aurait, notamment, l'avantage de permettre de donner à chacune des lois, un intitulé qui, tout en restant succinct, pourrait être assez précis et assez explicite. La solution la meilleure consisterait donc à scinder le présent projet en plusieurs projets distincts.

.../...

Toutefois si le Gouvernement estime, pour des raisons impérieuses, devoir soumettre ensemble toutes les dispositions du présent projet à la discussion et au vote des Chambres législatives, il conviendrait, ainsi qu'il sera précisé ci-dessous, de concevoir le présent projet comme un projet tendant à établir plusieurs lois distinctes, indépendantes l'une de l'autre. Dès lors, à titre subsidiaire, pour le cas ou le Gouvernement n'estimerait pas pouvoir scinder le projet, le Conseil d'Etat propose, pour celui-ci, une présentation nouvelle ayant pour effet qu'il établisse des lois distinctes.

Un titre préliminaire indiquerait les diverses lois indépendantes que les titres du projet auraient chacun pour objet d'introduire dans notre ordonnancement juridique. La numérotation des articles devrait évidemment être faite séparément pour chaque loi.

Le titre Ier, intitulé "Armes et munitions" (articles 1er à 32) règle la fabrication, le commerce et la détention des armes. Il est destiné à remplacer la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions; l'article 31 inséré dans le titre Ier porte, d'ailleurs, abrogation de cette loi. Le titre Ier formerait la "loi sur les armes et munitions".

Le titre II, intitulé "Protection de la vie privée à l'égard des écoutes et des prises de vues" (articles 33 à 47), contient,dans la plupart de ses articles, des dispositions qui ont pour objet d'empêcher et de réprimer l'écoute et l'enregistrement de conversations et de communications privées ainsi que l'observation de personnes se trouvant dans un lieu non accessible au public. L'article 38 du

.../...

du projet, qui insère un article 88bis dans le Code d'instruction criminelle, apporte une dérogation importante à ces règles en habilitant le juge d'instruction, dans les cas et moyennant les garanties qu'il détermine, à recourir à de telles mesures d'écoute, d'enregistrement ou d'observation.

Le titre III, intitulé "Répression des appels téléphoniques malveillants", ne comprend qu'un seul article, l'article 48, dont l'objet est suffisamment défini par l'intitulé du titre III.

Etant donné que l'article 48, constituant le titre III, est, comme les articles du titre II, principalement inspiré par le souci d'assurer la protection de la vie privée, il y aurait lieu d'intégrer cet article 48 dans le titre II. Ce titre II formerait la "loi sur la protection de la vie privée, à l'égard des écoutes et des prises de vues illicites ainsi que des appels téléphoniques malveillants".

Le titre IV, intitulé "L'usage de la force et des armes par les agents de la force publique et certains membres des forces armées" (articles 49 à 53) (devenant le titre III du texte proposé) tend à établir des règles communes en matière d'usage de la force et des armes, pour tous les agents relevant de l'autorité publique qui peuvent être appelés à y recourir, quel que soit le corps dont ils font partie : police communale, police judiciaire, membres de la gendarmerie et membres des forces armées autres que la gendarmerie, lorsque ces derniers sont chargés d'une mission de protection (article 49) ou de rétablissement de l'ordre (article 50). Pour les raisons indiquées lors de l'examen de ce titre, le titre III du texte proposé pourrait être intitulé de manière plus simple "loi sur l'usage de la force et des armes par les agents de la force publique".

.../...

Le titre V intitulé "Maintien de l'ordre à l'intérieur des bâtiments affectés à l'administration de la justice" (articles 54 à 56) deviendrait le titre IV du projet. Il a pour objet de désigner les autorités chargées du maintien de l'ordre dans les bâtiments affectés à l'administration de la justice et, même plus largement, dans tous les lieux ou les juges et les membres du ministère public exercent leurs fonctions (article 56 remplaçant par un texte nouveau, l'article 763 du Code judiciaire).

Le titre IV du texte proposé formerait la "loi sur le maintien de l'ordre dans les bâtiments affectés à l'administration de la justice".

Le titre VI intitulé "Entreprises de gardiennage et de sécurité" (articles 57 à 74), (devenant le titre V du texte proposé), établit un ensemble de règles pour des entreprises qui se sont développées en raison de l'accroisement de certaines formes de criminalité et de l'augmentation du sentiment d'insécurité dans le public, à savoir les entreprises qui exercent une ou plusieurs des activités énumérées à l'article 58. Il s'agit notamment de services de : "a) surveillance et protection de biens mobiliers ou immobiliers; b) protection des personnes; c) transport et convoyage de fonds, de valeurs... d) conception ou installation de systèmes d'alarme". Le projet tend à déterminer des règles propres pour les entreprises indiquées et à les soumettre à un régime d'autorisation. Le titre V du texte proposé formerait la "loi sur les entreprises de gardiennage et de sécurité".

Le titre VII intitulé "Inspection de la police communale" (devenant le titre VI), ne comprend qu'un seul article, l'article 75 qui habilite le Roi à organiser un service d'inspection de la police communale. Un article ayant cet objet trouve logiquement sa place dans la loi communale. Le titre VI du texte proposé devrait dès lors avoir pour intitulé "Loi portant modification de la loi communale".

Compte tenu de la proposition subsidiaire faite ci-dessus par le Conseil d'Etat pour la présentation des textes, il y aurait lieu de placer en tête du projet, un titre préliminaire rédigé comme suit :

"Titre préliminaire.

Article unique.

Le titre Ier de la présente loi forme la loi sur les armes et munitions;

le titre II forme la loi sur la protection de la vie privée à l'égard des écoutes et des prises de vues illicites ainsi que des appels téléphoniques malveillants;

le titre III forme la loi sur l'usage de la force et des armes par les agents de la force publique;

le titre IV forme la loi sur le maintien de l'ordre à l'intérieur des bâtiments affectés à l'administration de la justice;

le titre V forme la loi sur les entreprises de gardiennage et de sécurité;

le titre VI forme une loi portant modification de la loi communale".

+

+ +

.../...

DISPOSITIF.

Titre Ier (devenant, selon le texte proposé, la loi sur les armes et munitions).

OBSERVATIONS GENERALES RELATIVES A CE TITRE.

1. L'objet de ce titre a donné lieu à la conclusion de la Convention BENELUX en matière d'armes et de munitions, signée à Bruxelles le 9 décembre 1970.

Dans l'avis n° L. 11.594/2 qu'il a donné le 3 mai 1972 sur le projet de loi portant approbation de cette Convention, le Conseil d'Etat, section de législation, a fait l'observation suivante :

> "L'assentiment qui sera donné à la Convention et l'entrée en vigueur de celle-ci après qu'elle aura été ratifiée par les Etats contractants imposeront donc au législateur l'obligation de modifier la loi du 3 janvier 1933, qui régit actuellement la matière, ou de la remplacer, dans la mesure où ses dispositions ne sont pas en harmonie avec celles de la Convention et de son annexe.
>
> Cela pourra être réalisé d'autant plus facilement que les Chambres législatives sont actuellement saisies d'un projet de loi remplaçant la loi du 3 janvier 1933 (Doc. Chambre 1969-1970, 635, n° 1, relevé de la caducité par la loi du 3 mars 1972)" (1).

.../...

---

(1) Chambre, session 1971-1972, doc. 378, n° 1, p. 9.

A ce jour, cette Convention n'a pas encore reçu l'assentiment des Chambre législatives. Le Conseil d'Etat attire l'attention sur le fait que si cette Convention devait entrer en vigueur, le présent titre ne répondrait pas aux exigences de celle-ci.

2. Le plan du titre Ier est calqué sur celui de la loi du 3 janvier 1933 : le chapitre II correspond au chapitre Ier de la loi de 1933; les sections 1 à 5 du chapitre III aux sections 1 à 6 du chapitre II de la loi de 1933; la section 6 du chapitre III, au chapitre III de la loi de 1933; le chapitre IV au même chapitre de la loi de 1933 et ainsi de suite. On a groupé dans un chapitre Ier, sous l'intitulé "Dispositions générales", deux articles (articles Ier et 2) qui n'ont pas leur correspondant dans la loi actuelle et un article (l'article 3) qui est la reproduction de l'article 12 de la loi du 3 janvier 1933, modifié par l'article 5 de la loi du 29 juillet 1934. Mais il y a aussi des dispositions générales dans le chapitre VI, intitulé "Dispositions diverses". C'est ainsi qu'il y a, dans le chapitre Ier, un article 2 relatif au registre central des armes et, au chapitre VI, un article 25, § 1er, relatif aussi à ce registre.

On a d'autre part multiplié exagérément les subdivisions : c'est ainsi que les chapitres Ier et II comportent chacun trois sections qui ne comptent qu'un seul article (1) et que les chapitres VIII et IX ne comptent qu'un seul article.

.../...

---

(1) La section IV du chapitre II ne compte aussi qu'un article, l'article 7, qui est fort long puisqu'il comporte huit paragraphes.

Compte tenu des observations ci-dessus, le Conseil d'Etat suggère - pour une meilleure compréhension du texte et pour l'établir dans un ordre plus logique, une modification profonde de la présentation des dispositions en projet.

Certes, il aurait été souhaitable, pour adapter la loi en projet aux dispositions de la Convention BENELUX du 9 décembre 1970 et de son Annexe, de répartir les armes et les munitions selon la classification de l'Annexe à ladite Convention.

Toutefois, depuis la loi du 3 janvier 1933, les armes et munitions sont classées en trois catégories, savoir : les armes prohibées, les armes soumises à autorisation et les autres armes.

Le Gouvernement ne paraît pas avoir l'intention de renoncer actuellement à cette classification bien connue et il ne semble dès lors pas opportun de la modifier.

Le schéma suivant est dès lors proposé pour le titre Ier :

Chapitre Ier. De la classification des armes et munitions.

Section Ière. Des catégories d'armes et de munitions (article 8 du projet).

Section II. Dispositions applicables aux armes et munitions de la catégorie I (article 9 du projet).

.../...

Section III. Dispositions applicables aux armes et munitions de la catégorie II
(articles 10 à 14 du projet).

Section IV. Dispositions applicables aux armes de la catégorie III
(articles 15 et 16 du projet).

Section V. Dispositions communes aux armes et munitions des catégories II et III
(articles 17 à 20 du projet).

Chapitre II. De la commission des armes
(article Ier du projet).

Chapitre III. Du registre central des armes
(articles 2 et 25, § Ier, du projet).

Chapitre IV. Des exercices collectifs
(article 3 du projet).

Chapitre V. De l'agrément.

Section Ière. Des conditions et de la procédure
(article 7 du projet).

Section II. Des activités économiques relatives aux armes et munitions
(article 4 du projet).

.../...

Section III. Des armes et munitions de collection (articles 5 et 22, alinéa Ier, du projet).

Section IV. Des associations et installations de tir sportif à l'arme à feu (article 6 du projet).

Chapitre VI. Des sanctions (article 21 du projet).

Chapitre VII. Dispositions diverses (articles 22, alinéas 2 et 3; 23; 24; 25, § 2; 26 et 27 du projet).

Chapitre VIII. Dispositions transitoires et finales (articles 28 à 32 du projet).

+

EXAMEN DES ARTICLES.

Article 1er.

Cet article institue une commission des armes qui sera chargée de donner au Roi ou au Ministre de la Justice des avis préalables soit à des décisions individuelles (voir article 7) soit à des arrêtés réglementaires.

Le texte français de l'alinéa 1er porte "près du Ministre de la Justice ..." alors que le texte néerlandais porte "bij het Ministerie van Justitie ...".

Selon le délégué du Ministre, il faut écrire "bij de Minister ..." dans le texte néerlandais.

La mission de la commission des armes faisant l'objet de l'alinéa 3, il est proposé de rédiger l'alinéa 1er de la manière suivante :

"Il est institué auprès du Ministre de la Justice une commission des armes".

L'alinéa 2 prévoit que la commission des armes est composée pour une moitié de représentants de différents ministres et du banc d'épreuve des armes à feu et pour l'autre moitié de délégués "des organisations représentatives de l'armurerie, de la chasse, du tir et de la collection". Si l'on peut admettre que le mot "armurerie" désigne l'ensemble des fabricants d'armes, artisans armuriers et négociants en armes, les mots "chasse", "tir" et "collection" ne peuvent manifestement pas désigner l'ensemble des chasseurs, des tireurs et des collectionneurs d'armes.

La seconde partie de cet alinéa 2 serait mieux rédigée comme suit :

"... ainsi que du banc d'épreuve des armes à feu, d'une part, et des organisations représentatives de l'armurerie ainsi que des milieux des chasseurs, des tireurs sportifs et des collectionneurs d'armes, d'autre part".

L'alinéa 3 porte que :

"Outre les cas prévus par la présente loi, la Commission rend des avis, soit d'initiative, soit sur demande du Ministre de la Justice sur toute question d'ordre technique relative aux armes et aux munitions".

Telle qu'elle est ainsi définie, la mission de la commission paraît extrêmement étroite, tout au moins s'il faut prendre les mots "question d'ordre technique" dans un sens strict.

Compte tenu de l'intention exprimée dans l'exposé des motifs, la rédaction suivante est proposée :

"La commission donne des avis dans les cas prévus par la présente loi (le présent titre) ainsi que, à la demande du Ministre de la Justice ou d'initiative, sur toute question relative à l'application de cette loi (de ce titre)".

La rédaction suivante est proposée pour l'alinéa 4 :

"Le Roi règle la composition et le fonctionnement de la commission par arrêté délibéré en Conseil des Ministres".

.../...

Article 2.

Cet article crée un registre central des armes.

Compte tenu des intentions du Gouvernement, il semble que ce registre doive permettre de savoir à tout moment qui détient légalement une arme et laquelle.

Le projet ne détermine pas de manière précise quelles seront les données, spécialement celles qui concernent la personne, qui seront consignées dans le registre.

Le projet reste également en défaut de déterminer les personnes et les autorités qui seront en droit d'avoir accès aux informations consignées dans ce registre et de les utiliser.

Selon l'exposé des motifs, "ce registre sera accessible aux autorités judiciaires et aux forces de l'ordre".

Le projet devrait reprendre cette disposition en précisant quels sont les représentants des forces de l'ordre qui pourront exercer cette prérogative.

L'alinéa 2 impose aux "autorités compétentes pour délivrer les autorisations visées à l'article 12" de transmettre copie de celles-ci au registre central des armes. Ces autorisations sont celles de détenir une arme appartenant à la catégorie II; elles sont délivrées normalement par le chef de corps de la police communale ou par le commandant de la brigade de gendarmerie et exceptionnellement par le Procureur du Roi près le Tribunal de première instance de Bruxelles. Ce même alinéa impose au procureur du Roi de transmettre copie des autorisations dans le cas visé à l'article 15. Or l'article 15 concerne les armes classées en catégorie III et ne soumet pas la détention de celles-ci à une autorisation. Il prescrit l'établissement de deux documents :

1° un certificat à délivrer par le chef de corps de la police communale ou le commandant de brigade de la gendarmerie et actant la déclaration de celui qui désire acquérir une arme de catégorie III;

2° une déclaration à adresser par celui qui a cédé l'arme au procureur du Roi et donnant l'identité de l'acquéreur et la description de l'arme.

On peut se demander quel est celui de ces deux documents, dont aucun ne constitue une autorisation, qui doit être communiqué au registre central des armes.

L'article 2 devrait aussi envisager les cas prévus à l'article 30, § 1er et § 2, et préciser quelle communication doit être faite dans chacun de ces cas au registre central des armes.

L'alinéa 3 permet au Roi de déterminer quelles "autres données" peuvent figurer dans le registre central.

Le Gouvernement devrait préciser la nature des données relatives aux armes et aux munitions que le Roi pourra ainsi prescrire de faire figurer au registre. Selon la nature de l'ensemble des données qui pourront ainsi être recueillies et l'usage qui pourra en être fait, la question pourra se poser de savoir si des dispositions ne doivent pas être prises pour protéger certains aspects de la vie privée des citoyens auxquels ces informations se rapportent.

Le projet devrait également, pour que le registre réponde efficacement à sa finalité, prescrire les mesures à prendre lorsqu'une autorisation est retirée ou modifiée, ou devient sans objet.

Article 3.

Cet article est la reproduction de l'article 12 de la loi du 3 janvier 1933, tel qu'il a été modifié par la loi du 27 juillet 1934, et auquel ont été ajoutés les mots "Sans préjudice de l'application de l'article 6".

Pris à la lettre, cet article interdirait tout exercice collectif, même s'il est effectué sans armes et destiné seulement à enseigner l'emploi de la force.

Ce texte, qui remonte à 1934 et qui était inséré dans une section intitulée "Des armes de guerre", visait sans doute l'emploi de la force dans le but de l'élimination physique de l'adversaire.

Tel qu'il se présente dans le projet, il pourrait être interprété comme s'appliquant à certaines disciplines sportives et à certains exercices de défense dont la pratique s'est developpée depuis 1934.

Article 4.

Dans l'alinéa 1er, il y a une discordance entre le le texte français, qui parle de "toutes armes", et le texte néerlandais, qui emploie les mots "enig vuurwapen".

Dans cet alinéa 1er, il y a lieu de remplacer dans le texte français, les mots "toutes armes" par les mots "des armes" ou, si telle est l'intention du Gouvernement, par les mots "des armes à feu".

A la fin de l'alinéa 2, les mots "de toutes armes ou munitions" devraient être remplacés par les mots "d'armes ou de munitions" ou par les mots "d'armes à feu ou de munitions".

.../...

Dans le texte néerlandais, il convient d'écrire, si telle est l'intention du Gouvernement, "vuurwapens of munitie" au lieu de "wapens of munitie".

Article 5.

Cet article subordonne à l'agrément du Ministre de la Justice le droit de détenir une collection d'armes de la catégorie II. Il ne prévoit pas d'agrément pour la détention d'une collection d'armes ou de munitions de la catégorie I pour la bonne raison que la détention de toute arme ou munition classée dans cette catégorie est radicalement interdite (voir article 9 du projet). Il ne prévoit pas non plus d'agrément pour la détention d'une collection d'armes de la catégorie III, mais pour une autre raison, à savoir que la détention d'une arme classée dans cette catégorie n'est subordonnée à aucune autorisation, mais seulement à une déclaration préalable (voir article 15 et article 30, § 2, du projet) : il suffirait donc à celui qui désire constituer une collection d'armes de cette catégorie de faire une nouvelle déclaration chaque fois qu'il veut acquérir une nouvelle arme.

Les armes et munitions de panoplie, visées par l'article 22, alinéa 1er, du projet, sont une catégorie particulière d'armes de collection. Le régime qui leur est applicable trouverait mieux sa place dans la section relative aux collections.

.../...

Le texte de l'article 5 du projet ne précise pas quels sont les effets de l'agrément. Il ne permet pas de savoir si l'agrément vaut autorisation de détention d'armes déterminées ou s'il autorise la détention de toutes armes de la catégorie II.

Dans la première hypothèse, il semble que le collectionneur agréé doive demander un nouvel agrément lors de tout changement du contenu de sa collection.

Article 6.

L'alinéa 1er impose aux associations de tir sportif et aux exploitants de tir sportif d'être agréés par le Ministre de la Justice, mais ne précise pas quels sont les effets de cet agrément.

Selon le délégué du Ministre, l'agrément permettra aux associations et aux exploitants de tirs :

1° d'organiser des exercices de tir;

2° d'acquérir des armes à feu classées en catégorie II et des munitions destinées à ces armes;

3° de tenir un dépôt d'armes à feu et de munitions classées en catégorie II ou en catégorie III et leur appartenant ou appartenant à leurs membres ou à leurs clients.

Ces effets de l'agrément devraient être indiqués dans le projet.

.../...

L'article 6 du projet ne fait mention que du tir à l'arme à feu. Aucun agrément ne sera donc exigé des associations de tir à l'arc ni des exploitants des tirs forains si ceux-ci ne disposent que de fusils à air comprimé, ce qui est le cas le plus fréquent. En revanche, si l'on s'en réfère au texte, confirmé sur ce point par le délégué du Ministre, un agrément serait nécessaire même pour les associations pratiquant habituellement le tir avec des armes classées en catégorie III, si ce sont des armes à feu.

D'autre part, la loi en projet ne vise pas les organisateurs occasionnels de tir sportif, tel le tir aux clays.

Il paraît excessif d'imposer un agrément par le Ministre de la Justice à l'organisateur d'un tir sportif occasionnel. Il appartiendra toutefois au Gouvernement et aux Chambres législatives d'apprécier si ces tirs ne doivent pas être soumis à un régime d'autorisation. Dans ce cas, il y aurait lieu de déterminer l'autorité qui délivre l'autorisation.

Par ailleurs, il convient de rédiger l'alinéa 1er au présent de l'indicatif.

L'alinéa 2 du même article porte que :

> "Les personnes ayant fait l'objet d'une condamnation visée à l'article 7, § 3, ne peuvent être membres de ces associations".

Selon le délégué du Ministre, la sanction de cette prohibition serait le refus de l'agrément ou son retrait si le membre condamné entre dans l'association après l'agrément de celle-ci. Cette sanction devrait être précisée dans la loi. Une disposition en ce sens devrait être insérée dans l'article 7 du projet.

Dans le même alinéa 2, les mots "ayant fait l'objet d'une condamnation visée" devraient être remplacés par les mots "ayant fait l'objet d'une condamnation ou d'une des mesures visées ...".

.../...

Article 7.

Dans le texte français de cet article et dans les articles suivants où vient à figurer le mot "agréation", celui-ci doit être remplacé par le mot "agrément".

L'article 7 est d'une telle longueur qu'il serait préférable de le scinder en plusieurs articles correspondant à chacun de ses paragraphes.

+

Paragraphe 1er.

A l'alinéa 1er, il convient d'écrire "le procureur du Roi de l'arrondissement" et non "le procureur du Roi du lieu".

Au même alinéa 1er, les mots "le cas échéant" semblent viser le cas où le requérant n'est pas domicilié ou ne réside pas au lieu de l'exercice de ses activités. Ces mots ne laissent pas apparaître s'ils imposent au Ministre de la Justice l'obligation ou lui donnent simplement la faculté de recueillir des avis supplémentaires.

L'alinéa 1er prescrit de soumettre à l'avis de la commission des armes, du gouverneur de la province et du procureur du Roi, toute demande d'agrément introduite auprès du Ministre de la Justice. Ces avis sont certainement obligatoires et une décision qui serait prise sans que ces avis aient été demandés pourrait être annulée pour omission d'une forme substantielle.

.../...

Mais ces avis lient-ils le Ministre ? Le texte de l'alinéa 3 du paragraphe 1er pourrait faire croire que le Ministre doit refuser l'agrément quand deux au moins des avis sont défavorables, puisqu'il porte que :

> "Si l'un de ces avis est défavorable, la décision d'agréation doit en faire mention et indiquer les raisons de s'en écarter".

Mais on peut lire ce qui suit dans le texte français du commentaire consacré à l'article 7 par l'exposé des motifs :

> "Afin de ne point lier le Ministre à ces avis, sans pour autant lui permettre d'y passer outre sans d'impérieuses raisons, il est imposé au Ministre de reproduire dans l'acte d'agréation le ou les avis défavorables éventuels et de faire mention des raisons de s'en écarter".

Etant destinés à éclairer le Ministre, les avis devraient, logiquement, être motivés, ce que le projet ne prévoit pas.

Dans l'alinéa 3, le texte du projet fait état de la "mention" des avis défavorables tandis que selon le texte français de l'exposé des motifs, il est imposé au Ministre de "reproduire" les avis défavorables.

L'intention du Gouvernement qui, si l'on tient compte du texte français de l'exposé des motifs, n'est pas claire, doit être précisée.

Compte tenu des remarques qui précèdent, les alinéas 2 et 3 du paragraphe 1er devraient être rédigés comme suit :

"Ces avis sont motivés. Ils sont réputés favorables s'ils ne sont pas donnés dans les trois mois de l'envoi de la demande d'avis par le Ministre.

Si l'un ou plusieurs de ces avis sont défavorables, la décision d'agrément doit en faire mention (en reproduire le texte) et indiquer les raisons de s'en écarter".

Paragraphe 2.

Dans la première phrase de l'alinéa 1er, les mots "à temps" doivent être remplacés par les mots "pour une durée déterminée".

Dans la seconde phrase de l'alinéa 1er, les mots "bourgmestre du lieu" doivent être remplacés par les mots "bourgmestre de la commune".

L'alinéa 2 soulève plusieurs questions. Il énonce deux règles :

1° que "L'agréation ne peut être refusée que pour des raisons tenant à la sécurité et à l'ordre public";

2° que "La décision de refus doit être motivée de façon précise et circonstanciée".

Doit-on considérer comme une raison de refus "tenant à la sécurité et à l'ordre public" le fait que celui qui demande son agrément a été condamné à une des peines visées au paragraphe 3 du même article, qui commence par les mots : "Ne peuvent être agréés ..." ?

.../...

Ces derniers mots pourraient signifier que l'agrément doit être refusé par le Ministre aux personnes visées par le paragraphe 3. Mais tel n'est pas la pensée des auteurs du projet. Selon l'exposé des motifs, "Sont écartés d'office les individus dont il est établi qu'ils ont commis des infractions graves contre les personnes ou les biens ... (article 7, § 3)".

Il se déduit du rapprochement du paragraphe 2, alinéa 2, du paragraphe 3 et du commentaire de l'exposé des motifs que la première de ces dispositions vise une hypothèse différente de celle que vise la seconde. La même distinction apparaît dans les dispositions des paragraphes 4, 5 et 7 qui sont relatifs au retrait de l'agrément : les paragraphes 4 et 5 prévoient que l'agrément sera retiré de plein droit aux personnes morales dont un administrateur, un commissaire ou un gérant a été condamné à une des peines prévues par le paragraphe 3 après l'octroi de l'agrément (paragraphe 4) ou à la personne physique condamnée à une de ces peines après l'octroi de l'agrément (paragraphe 5) et le paragraphe 7 porte que :

> "Sans préjudice des retraits de plein droit visés aux §§ 4 et 5, l'agréation peut être retirée par décision motivée du Ministre de la Justice après avis du procureur du Roi :
>
> ...
>
> b) s'il apparaît que la détention d'armes ou de munitions par la personne agréée peut porter atteinte à la sécurité et à l'ordre public;
>
> ...".

Le paragraphe 2, alinéa 2, vise donc une hypothèse différente de celle que vise le paragraphe 3.

Le Gouvernement semble considérer que celui qui a été condamné à une des peines prévues n'introduira pas de demande d'agrément. Il n'est cependant pas impossible que le Ministre soit saisi d'une demande d'agrément introduite par une telle personne, sur laquelle il devra nécessairement statuer. Le texte devrait préciser que le Ministre, lorsqu'il a, par la consultation du casier judiciaire, connaissance d'une condamnation excluant l'agrément, est dispensé des consultations prescrites et qu'il doit, dans ce cas, prendre une décision de refus et la notifier à l'intéressé.

Paragraphe 3.

A la fin du 1°, il conviendrait d'écrire "... ou de celle du 1er juillet 1964" au lieu de "... remplacée par la loi du 1er juillet 1964".

Au 2°, les mots "même avec sursis" sont superflus et doivent être omis. La même remarque vaut pour les mots "même prononcée avec sursis" qui figurent au paragraphe 6.

On peut se demander si les mots "par la présente loi", employés au 2°, b, visent l'ensemble du projet actuellement soumis au Conseil d'Etat ou uniquement le Titre Ier de celui-ci.

Le 3° prévoit que ne peuvent être agréées

"les personnes qui ont été condamnées à une peine privative de liberté ou ont été soumises à une mesure de sûreté prévue par les dispositions des lois pénales belges et prononcée par une juridiction étrangère".

.../...

Ce 3° attache donc des effets de droit aux décisions prononcées par une juridiction étrangère et le paragraphe 6 organise d'ailleurs une procédure particulière devant la chambre du conseil du tribunal correctionnel assimilant, quant à certains de leurs effets, ces décisions à des décisions prononcées par une juridiction belge.

Le rôle de la chambre du conseil se limite, cependant, à vérifier si le fait commis a été puni d'une peine qui correspond à une peine criminelle, ou si la mesure de sûreté prononcée correspond à l'internement prévu par la loi belge de défense sociale ou si le fait commis est une des infractions énumérées au paragraphe 3, 2°, et si la peine prononcée correspond à une peine privative de liberté de trois mois au moins. Autrement dit, la chambre du conseil se borne à vérifier si, pour le même fait, une juridiction belge aurait prononcé une mesure d'internement ou une peine entraînant interdiction d'obtenir l'agrément prévu par la législation belge sur les armes. Elle ne vérifie donc pas si le jugement prononcé à l'étranger l'a été à l'issue d'une procédure garantissant les droits de la défense, conformément à l'article 6 de la Convention européenne du 4 novembre 1950 de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Selon le délégué du Ministre, le paragraphe 6 est inspiré d'une disposition similaire inscrite dans l'arrêté royal n° 22 du 24 octobre 1934 portant interdiction à certains condamnés et aux faillis d'exercer certaines fonctions, professions ou activités et conférant aux tribunaux de commerce la faculté de prononcer de telles interdictions. L'article 2 de cet arrêté attache les mêmes effets aux jugements des tribunaux étrangers qu'à ceux des tribunaux belges moyennant une

procédure particulière devant la Chambre des mises en accusation.

Ce précédent n'est pas une justification suffisante de la disposition en cause vu qu'il est antérieur à la Convention européenne des droits de l'homme. L'arrêté royal n° 22 (et notamment son article 2) a été, il est vrai, modifié par la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, mais la modification apportée par l'article 85 de la loi à l'article 2 de l'arrêté se limite au remplacement d'une référence à d'autres dispositions du même arrêté. On n'oserait donc affirmer que le législateur a, par la loi du 4 août 1978, consacré la procédure particulière de l'article 2 de l'arrêté de 1934.

Il convient de rappeler, à ce propos, que, dans une matière comparable, l'article 570 du Code judiciaire, qui donne compétence au tribunal de première instance pour accorder l'exequatur aux jugements en matière civile rendus à l'étranger, lui impose notamment de vérifier "si les droits de la défense ont été respectés" (1).

On peut donc se demander si le 3° du paragraphe 3 et le paragraphe 6 ne devraient pas être omis du projet. Si ces dispositions devaient être maintenues, le paragraphe 6 devrait être complété pour être rendu conforme à la Convention européenne du 4 novembre 1950.

Il conviendrait aussi de modifier le 3° pour le mettre en concordance avec le paragraphe 6, eu égard à la durée de la peine privative de liberté.

.../...

---

(1) L'article 570 du Code judiciaire ne fait d'ailleurs que reprendre sur ce point une prescription de l'article 10 de la loi du 25 mars 1876 contenant le titre préliminaire du Code de procédure civile.

Au surplus, le projet fait état de peines ou de mesures prévues par la loi pénale belge et qui seraient prononcées par des juridictions étrangères. Le projet entend sans doute viser des condamnations prononcées par des juridictions étrangères pour des faits qui constituent des infractions punies par la loi belge ainsi que des condamnations à des peines et d'autres mesures analogues à celles que prévoit la loi belge.

Compte tenu des observations faites à propos de l'article 6 et de l'article 7, § 2, le paragraphe 3 de l'article 7 est à compléter par un 5° et un alinéa 2, rédigés comme suit :

"5° les associations de tir sportif dont un membre a été condamné ou a fait l'objet d'une mesure de sûreté, dans les conditions prévues aux 1°, 2° et 3° ci-dessus.

Les demandes d'agrément introduites par les personnes visées à l'alinéa ler sont rejetées par le Ministre sans consultation de la commission des armes, ni du gouverneur de la province, ni du procureur du Roi".

Paragraphe 4.

Ce paragraphe porte que :

"L'agréation est retirée de plein droit aux personnes morales du jour où celui qui a fait l'objet d'une des décisions judiciaires visées au paragraphe précédent, y exerce les fonctions d'administrateur, de commissaire ou de préposé à sa gestion ou à son administration".

.../...

Il est logique qu'une personne morale qui a été régulièrement agréée, perde le bénéfice de cet agrément à partir du moment où elle ne remplit plus une des conditions requises pour l'obtenir. Mais le texte du paragraphe 4 n'impose pas au Ministre de retirer l'agrément, il le retire lui-même "de plein droit". Et le paragraphe 8, qui détermine les mesures à prendre à la suite du retrait de l'agrément, fixe comme point de départ du délai dans lequel ces mesures doivent être prises, soit le jour de la notification du retrait (si celui-ci a été décidé par le Ministre conformément au paragraphe 7) "soit le jour où le retrait de plein droit produit ses effets".

Il est peu probable que l'assemblée générale d'une société fabriquant ou vendant des armes nomme, en connaissance de cause, un administrateur, préposé ou commissaire condamné ou interné dans les conditions prévues par le paragraphe 3. Et, si elle ignore que la personne nommée se trouvait dans cette situation, on ne peut lui faire grief de l'avoir nommée.

La sécurité juridique exige manifestement que l'existence de la cause de retrait soit constatée par une autorité publique et notifiée à la personne morale en cause. Celle-ci aurait alors la possibilité soit de se mettre en règle en invitant l'administrateur en cause à offrir sa démission ou en convoquant une assemblée générale pour le démettre, soit d'exercer un recours (1), soit enfin de prendre les mesures prescrites par le paragraphe 8.

.../...

---

(1) A défaut de recours spécifique que le projet ne prévoit pas, cette société pourrait, en tout cas, déposer une requête au Conseil d'Etat.

L'autorité la mieux indiquée pour constater et notifier l'existence d'une cause de retrait serait, évidemment, le Ministre de la Justice.

En outre, le projet ne prévoit pas le cas de l'association de tir sportif qui accepterait comme membre une personne qui a fait l'objet d'une des condamnations ou mesures prévues au paragraphe 3.

Paragraphe 5.

Ce paragraphe prévoit le retrait "de plein droit" de l'agrément quand est rendu un jugement portant condamnation à une des peines prévues par le paragraphe 3 ou à l'internement de la personne physique titulaire de l'agrément ou d'un administrateur, commissaire ou préposé de la personne morale titulaire de l'agrément.

En ce cas, le retrait n'intervient cependant pas immédiatement mais après un mois si la personne condamnée est personnellement titulaire de l'agrément ou, après deux mois, si elle est administrateur, commissaire ou préposé d'une personne morale. Quel est le point de départ de ce délai ? Dans la première hypothèse, le texte ne le précise pas. Selon le délégué du Ministre, le délai d'un mois commencerait à courir à partir du prononcé du jugement ou de l'arrêt s'il est contradictoire et à partir de la signification si le jugement ou l'arrêt a été rendu par défaut. Cette interprétation ne se concilie pas avec le début du paragraphe 5 qui porte que "Si les décisions judiciaires ...

.../...

acquièrent force de chose jugée après l'octroi de l'agréation ...". Or un jugement rendu par un tribunal correctionnel, même contradictoirement, n'a pas force de chose jugée puisqu'il peut être attaqué par la voie de l'appel et un arrêt rendu par défaut par une cour d'appel n'a pas non plus force de chose jugée puisqu'il peut faire l'objet d'une opposition. Le point de départ du délai d'un mois devrait donc être le jour où le jugement ou l'arrêt n'est plus susceptible de recours. Mais ceci risque de créer des difficultés quand la décision a été rendue par défaut car le point de départ du délai d'opposition n'est pas toujours le même. Il serait donc préférable que dans ce cas comme dans le cas prévu au paragraphe 4, le retrait de l'agrément fasse l'objet d'une notification faite par le Ministre de la Justice après que la décision a acquis force de chose jugée.

Dans la seconde hypothèse (condamnation à charge d'un administrateur, commissaire ou préposé d'une personne morale), le texte précise que le délai de deux mois prend cours à partir de la notification de la décision à la personne morale, mais ne dit pas par qui cette notification doit être faite. Selon le délégué du Ministre, ce serait par le procureur du Roi.

On peut se demander si le Ministre de la Justice, qui accorde l'agrément, ne doit pas être l'autorité qui procède à la notification, car le procureur du Roi ne sera pas toujours en mesure de connaître la société dont l'agrément risque d'être remis en question.

En outre, il y aurait lieu de prévoir que si, après l'expiration du délai de deux mois, la personne morale n'a pas mis fin aux fonctions de la personne condamnée, le retrait de l'agrément lui est notifié par le Ministre.

Paragraphe 6 :

Ce paragraphe, s'il est maintenu, devrait être remanié pour plusieurs raisons :

- d'abord pour être rendu conforme à la Convention européenne des droits de l'homme;

- ensuite parce qu'il formule en une seule phrase l'ensemble des règles qui gouvernent la procédure particulière qu'il organise avec pour résultat que cette phrase est d'une telle longueur qu'elle en est difficile à comprendre;

- enfin parce qu'il n'est pas toujours suffisamment clair.

On y trouve trois fois le mot "l'intéressé". Qui désigne-t-il ? Ce ne peut évidemment être que la personne physique qui a été jugée à l'étranger, mais il serait préférable de le dire expressément. Quel est le tribunal correctionnel qui est, territorialement, compétent pour statuer ? Selon le texte, ce serait celui "du lieu où l'intéressé exerce ou se propose d'exercer ses activités et, le cas échéant, du lieu où l'intéressé a son domicile ou sa résidence ...". Il va de soi que c'est ou bien le tribunal de l'arrondissement où l'intéressé exerce ou se propose d'exercer ses activités ou bien celui de l'arrondissement du domicile ou de la résidence de l'intéressé; il n'est, en effet, pas concevable que le même problème soit tranché par deux tribunaux différents; la conjonction "et" devrait donc être remplacée par la conjonction "ou".

.../...

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas quelle est la portée des mots "le cas échéant". Il propose donc de les supprimer et de laisser au procureur du Roi le soin de décider, selon les circonstances, si c'est le tribunal de l'arrondissement où se situe l'exercice des activités ou celui de l'arrondissement où se trouve le domicile ou la résidence qui sera saisi (1).

Le projet prévoit que l'intéressé est convoqué à la requête du procureur du Roi, par pli judiciaire. Comme la procédure est plus proche d'une procédure en matière répressive que d'une procédure en matière civile, il y a lieu de prévoir que le procureur du Roi agit par voie de citation.

Selon le projet, l'intéressé doit être convoqué vingt jours au moins avant celui de la comparution. En matière pénale, le délai de citation est de dix jours (Code d'instruction criminelle, articles 146 et 184). Le Conseil d'Etat propose donc de reprendre ce délai de dix jours afin de ne pas introduire dans la procédure pénale un délai inhabituel.

.../...

---

(1) L'article 23 du Code d'instruction criminelle laisse le choix entre le tribunal du lieu où l'infraction a été commise, celui de la résidence de l'inculpé et celui du lieu où l'inculpé pourra être trouvé. L'article 2 de l'arrêté royal n° 22 du 24 octobre 1934, qui a servi de modèle au paragraphe 6, attribue compétence à la chambre des mises en accusation du domicile de l'intéressé ou, si celui-ci n'est pas domicilié en Belgique, à la chambre des mises en accusation de la Cour d'appel de Bruxelles. Si l'on devait suivre ce précédent, il faudrait attribuer compétence au tribunal correctionnel du domicile ou de la résidence de l'intéressé ou, si celui-ci n'a ni domicile ni résidence en Belgique, au tribunal de l'arrondissement où se situe l'exercice des activités.

Compte tenu des observations qui précèdent, il est proposé de rédiger comme suit le paragraphe 6, si toutefois il était maintenu :

"L'interdiction qui résulte d'une décision prononcée par une juridiction étrangère ne produit ses effets que si la chambre du conseil du tribunal correctionnel de l'arrondissement où la personne jugée exerce ou se propose d'exercer ses activités ou de l'arrondissement où cette personne a son domicile ou sa résidence, a constaté soit que le fait commis a été puni d'une peine qui correspond à une peine criminelle, soit que la mesure prononcée correspond à l'internement, soit que le fait commis est une des infractions visées au paragraphe 3, 2°, et que la peine correspond à une peine privative de liberté de trois mois au moins.

La chambre du conseil vérifie en outre :

1° si les droits de la défense ont été respectés;

2° si, d'après la loi du pays où la décision a été rendue, elle est passée en force de chose jugée ;

3° si, d'après la même loi, le document qui est produit pour établir l'existence de la décision étrangère réunit les conditions nécessaires à son authenticité (1).

Elle est saisie, sur citation, par le procureur du Roi. L'intéressé est cité dix jours au moins avant celui fixé pour la comparution".

.../...

---

(1) Pour la rédaction des 1°, 2° et 3°, le Conseil d'Etat s'est inspiré de l'article 570 du Code judiciaire.

Il appartiendra au Gouvernement et aux Chambres législatives d'apprécier s'il y a lieu ou non d'organiser une procédure d'appel contre la décision de la chambre du conseil.

Paragraphe 7 :

S'il est tenu compte des observations qui précèdent, les mots "de plein droit" devraient être omis dans la phrase introductive.

Compte tenu des conséquences que peut avoir pour certaines entreprises le retrait de l'agrément, il semble qu'une telle mesure ne devrait être décidée qu'à la suite d'une procédure contradictoire permettant à l'intéressé de prendre connaissance des griefs articulés contre lui et d'y répondre.

Le paragraphe 7 devrait être complété à cet égard.

Paragraphe 8 :

Dans l'alinéa 1er, les mots "soit le jour de la notification du retrait, soit le jour où le retrait de plein droit produit ses effets" doivent être remplacés par les mots "le jour de la notification du retrait" si l'on admet, comme proposé ci-dessus, que le retrait dit "de plein droit" doit aussi faire l'objet d'une notification.

Le paragraphe est consacré aux personnes physiques ou morales auxquelles l'agrément est retiré et qui ont l'obligation de mettre les armes et munitions à la disposition du procureur du Roi, qui pourra en ordonner la garde par une administration publique ou par une personne agréée.

.../...

Il n'est pas précisé comment sera organisée la garde ni dans quelles conditions le propriétaire des armes et des munitions, privé de cette garde, pourra effectivement les vendre ou les céder à une personne agréée ou autorisée.

L'alinéa 3 ne permet pas de savoir si, à l'expiration du délai de dix mois, le propriétaire pourra encore vendre des armes et des munitions, et jusqu'à quel moment il pourra le faire.

Il ne détermine pas non plus la procédure que l'administration des domaines devra suivre pour vendre les armes et les munitions, et notamment si elle devra procéder à une vente publique.

Le texte prévoit une citation faite par le procureur du Roi. Il y aurait lieu de préciser que cette citation sera dirigée contre le propriétaire des armes et des munitions.

Le projet, qui prévoit l'intervention de l'administration des domaines, devrait être proposé et contresigné par le Ministre des Finances.

Article 8.

Ainsi qu'il a été dit dans l'observation générale n° 2 relative au titre Ier, la compréhension de la loi serait facilitée si la classification des armes et des munitions faisait l'objet de l'article ler.

Cet article pourrait être présenté de la manière suivante :

.../...

"Article ... .-

§ ler. Les armes et munitions sont classées en trois catégories :

Catégorie I : les armes et munitions prohibées.
Catégorie II : les armes et munitions soumises à autorisation.
Catégorie III : les autres armes et munitions.

§ 2. Appartiennent à la catégorie I et sont réputées armes et munitions prohibées :

...(1).

§ 3. Appartiennent à la catégorie II et sont réputées armes et munitions soumises à autorisation :

... .

§ 4. Appartiennent à la catégorie III toutes les armes et les munitions qui ne sont classées ni dans la catégorie I ni dans la catégorie II.

§ 5. (§ 2 du projet)...".

Article 9.

Dans le texte néerlandais du paragraphe ler, alinéa ler, il y a lieu de remplacer les mots "af te staan" par les mots "over te dragen".

Dans le texte français du paragraphe 1er, alinéa 2, il y a lieu de remplacer le mot "gouvernant" par le mot "régissant".

Dans le texte néerlandais du paragraphe 1er, alinéa 3, il convient d'écrire : "Deze ontheffing kan worden beperkt tot ... en aan voorwaarden worden onderworpen".

...

(1) Le n° 21, qui vise la commission des armes, devrait être complété par les mots "visée à l'article ...".

Article 10.

Dans le texte néerlandais, il y a lieu de remplacer le mot "afstanddoener" par le mot "overdrager" et le mot "afgestaan" par le mot "overgedragen".

La même observation vaut pour les autres articles du projet où ces mots figurent.

Article 12.

La rédaction suivante est proposée pour le paragraphe 2, 2° :

"2° aux personnes munies d'une autorisation pour les armes visées par celle-ci".

Au paragraphe 3, c, il y a lieu d'intercaler le mot "ni" entre les mots "curatelle" et "à celles qui sont ...".

Par ailleurs, au même paragraphe 3, c, le mot "régulièrement" est inutile et il doit être omis.

Aux termes du paragraphe 4, l'autorisation de détenir des armes appartenant à la catégorie II est révocable.

Il appartiendra au Gouvernement et aux Chambres législatives d'apprécier si la loi ne devrait pas prévoir les cas dans lesquels l'autorisation peut être révoquée et si elle ne devrait pas instituer une procédure préalable à la révocation.

L'autorisation ne pouvant être délivrée qu'après approbation du procureur du Roi, la question se pose en tout cas de savoir si la révocation de l'autorisation est aussi soumise à une telle approbation.

Le paragraphe 6 attribue au chef de corps de la police communale ou au commandant de la brigade de gendarmerie du domicile du requérant, le pouvoir de délivrer l'autorisation de détenir une arme classée en catégorie II mais seulement après approbation du procureur du Roi. Ce système aura l'avantage de permettre au procureur du Roi de connaître le nom de tous les détenteurs d'une autorisation, alors que dans le système de la loi actuelle, il ne connaît que le nom des personnes à qui il a lui-même accordé l'autorisation. La loi actuelle, en effet, attribue le pouvoir de délivrer l'autorisation au commissaire de police ou au commandant de gendarmerie avec possibilité de recours auprès du procureur du Roi (article 5).

Le projet supprime toutefois le droit de recours auprès du procureur du Roi en cas de refus de l'autorisation par le chef de corps de la police communale ou le commandant de la brigade de gendarmerie.

Il appartiendra au Gouvernement et aux Chambres législatives d'apprécier s'il ne convient pas de maintenir ce recours.

Article 13.

Il est proposé de rédiger les alinéas 2 et 3 de la manière suivante :

"Ce permis mentionne les conditions auxquelles est subordonné le port d'arme. Il doit être porté en même temps que l'arme.

Ce permis est révocable".

.../...

Article 14.

A l'alinéa ler, première phrase, il convient de remplacer les mots "posséder un dépôt d'armes" par les mots "constituer un dépôt d'armes".

Au même alinéa ler, seconde phrase, les mots "bourgmestre du lieu" doit être remplacés par les mots "bourgmestre de la commune".

La rédaction suivante est proposée pour l'alinéa 2 :

"L'alinéa ler s'applique également aux dépôts de munitions destinées aux armes appartenant à la catégorie II"

Les alinéas ler et 2 interdisent, en principe, de constituer des dépôts d'armes et de munitions. L'alinéa 3 charge le Roi de définir ces dépôts.

Le dépôt d'armes et de munitions étant l'élément essentiel de l'infraction qui résulte de la violation de cette interdiction, il appartient au législateur de donner lui-même la définition de cette notion. L'alinéa 3 doit donc être revu.

+

La section IV porte l'intitulé "Dispositions applicables aux armes à feu appartenant à la catégorie III". Si le premier article de cette section, l'article 15, ne concerne effectivement que les armes à feu de cette catégorie, le second, l'article 16, s'applique, selon son texte, à toutes les armes.

.../...

Selon l'exposé des motifs,

"Les articles 15 et 16 fixent le régime applicable aux armes à feu appartenant à la catégorie III".

Il semble que l'article 16 doit pouvoir s'appliquer aussi aux armes de la catégorie III qui ne sont pas des armes à feu, et que l'intitulé de la section devrait donc être modifié. Le Conseil d'Etat a d'ailleurs proposé, dans l'observation générale n° 2 relative au titre ler, de modifier cet intitulé.

+

Article 15.

Il est proposé de rédiger les alinéas ler et 2 comme suit :

"Sauf le cas d'exportation directe par le cédant, une arme à feu appartenant à la catégorie III ne peut être cédée qu'à une personne agréée par le Ministre de la Justice ou à une personne munie d'un certificat délivré dans les conditions ci-après déterminées.

Celui qui, sans être agréé, désire acquérir une arme à feu appartenant à la catégorie III, est tenu d'en faire préalablement la déclaration au chef de corps de la police communale ou, à son défaut, au commandant de la brigade de gendarmerie de son domicile ou, s'il n'est pas domicilié en Belgique, au chef de corps de la police communale ou au commandant de la brigade de gendarmerie du domicile du cédant. Il lui est remis un certificat constatant qu'il a fait cette déclaration".

+

Cet article ne règle pas le cas de l'arme à feu de la catégorie III acquise à l'étranger par un particulier. Il conviendrait notamment de déterminer quelle autorité ou quelle personne doit, dans ce cas, faire la communication prescrite par l'alinéa 3.

Article 17.

Selon l'exposé des motifs, cet article "interdit certaines ventes par correspondance d'armes à feu".

D'après les renseignements fournis au Conseil d'Etat, le Gouvernement a évité d'employer, dans l'article 17, l'expression "vente par correspondance" pour ne pas interdire toutes les ventes conclues par un échange de lettres. En réalité, l'expression courante de "vente par correspondance" ne vise qu'un procédé commercial qui suppose la diffusion d'une publicité accompagnée d'un bon de commande à renvoyer.

Dès lors, le texte suivant est proposé :

"Article ... .-
Les armes à feu ne peuvent être vendues à des particuliers selon le procédé de la vente par correspondance".

Article 18.

Si, comme l'indique l'exposé des motifs, cet article ne vise que les armes à feu, les mots "ou la cession d'armes" devraient être remplacés par les mots "ou la cession d'armes à feu".

.../...

Selon cet article, la vente ou la cession d'armes à des particuliers de moins de dix-huit ans est interdite, "sauf en vue de la pratique de la chasse".

Selon l'article 5, 5°, de l'arrêté royal du 28 février 1977 relatif à la délivrance de permis de chasse et de licence de chasse, le permis de chasse ne peut être délivré à ceux qui n'ont pas atteint dix-huit ans accomplis au 1er juillet de l'année pour laquelle le permis est demandé.

En raison de la réglementation actuelle, l'exception prévue pour la pratique de la chasse ne se justifie pas. Les mots "de la chasse et" doivent dès lors être omis.

Article 19.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas le champ d'application exact de cette disposition. On peut notamment se demander si celle-ci vise toutes les armes volées ou perdues à l'étranger.

Pour plus de précision, il est proposé de remplacer les mots "la perte ou le vol d'une arme" par les mots "la perte ou le vol d'une arme mentionnée au registre central des armes".

Si cette suggestion était suivie, il n'y aurait plus lieu de prévoir une exception pour les armes blanches appartenant à la catégorie III qui ne sont pas mentionnées à ce registre.

.../...

Il est, par ailleurs, proposé de remplacer les mots "dans les délais les plus brefs" par les mots "sans délai".

+

En aucune de ses dispositions, la loi en projet n'envisage les conséquences juridiques du décès d'une personne agréée ou du titulaire d'une autorisation ou d'un certificat de détention.

La loi en projet devrait notamment prévoir quels sont les droits et obligations de ceux qui, par succession ou par legs, sont détenteurs d'armes.

Des problèmes du même ordre pourraient se poser dans le cas de dissolution d'une personne morale titulaire d'un agrément ou d'une autorisation.

Article 20.

L'article 20, 2°, dispose qu'il est interdit de vendre ou de céder à des particuliers des munitions destinées exclusivement aux armes appartenant à la catégorie III "si ce n'est sur présentation du certificat prévu à l'article 15 ou de celui prévu à l'article 30, § 2".

Ledit article 15 est relatif à la cession ou à l'acquisition d'une arme à feu après l'entrée en vigueur du titre Ier de la loi en projet.

.../...

L'article 30, § 2, charge le Roi de déterminer les "formes, conditions et délais dans lesquels le propriétaire ou détenteur d'une arme à feu appartenant à la catégorie III acquise régulièrement avant l'entrée en vigueur soit du titre I de la présente loi soit d'un de ses arrêtés d'exécution peut la conserver jusqu'à ce qu'il ait obtenu un certificat de détention délivré selon les mêmes modalités que celles prévues à l'article 15".

Les marchands de munitions se trouveront donc devant deux catégories d'acheteurs : ceux qui seront titulaires d'un certificat et ceux qui le recevront seulement lorsque le Roi aura pris les dispositions nécessaires. Ils seront ainsi, pendant la période transitoire, dans l'impossibilité de vendre des munitions avec un minimum de contrôle.

La disposition en projet doit donc être précisée.

Article 21.

Aux alinéas ler, 2, 4, 6 et 7, les mots "la présente loi" ne peuvent être maintenus que si le Gouvernement suit l'observation préalable relative à la présentation des textes.

L'alinéa 5 prévoit une fermeture "temporaire" de la fabrique, de l'atelier ou du magasin.

.../...

La loi devrait fixer la durée maximale de cette fermeture.

Article 22.

L'alinéa ler charge le Roi de définir les armes et munitions de panoplie.

La notion de "panoplie" étant essentielle pour l'application de cet article, devrait faire l'objet d'une définition établie par le législateur lui-même.

A l'alinéa 2, les mots "Les dispositions de la présente loi" ne peuvent être maintenus que dans l'hypothèse où la présentation du projet, suggérée par le Conseil d'Etat, était adoptée. Si le Gouvernement devait maintenir la présentation actuelle, ces mots devraient être remplacés par les mots "Le présent titre".

La rédaction suivante est proposée pour cet alinéa 2 :

"La présente loi (Le présent titre) ne s'applique pas aux armes et munitions fournies à l'Etat et aux administrations publiques".

Il conviendrait dès lors d'écrire, au début de l'alinéa 3 :

"Elle (Il) ne s'applique pas non plus ...".

.../...

Article 24.

L'alinéa ler de cet article est la reproduction de l'article 23 de la loi du 3 janvier 1933.

L'alinéa 2 est nouveau et a pour objet d'attribuer certains pouvoirs aux représentants de l'autorité chargés de rechercher et de constater les infractions aux dispositions de la nouvelle loi. Le 1° de l'alinéa autorise ceux-ci à pénétrer dans les locaux affectés à la fabrication ou au commerce des armes ou des munitions ce qu'on peut admettre car ces locaux sont accessibles si pas au public en général, à tout le moins à un grand nombre de personnes notamment les fournisseurs et les clients. Mais il les autorise aussi à pénétrer dans le local où se trouve une collection d'armes. Or une collection d'armes peut être détenue par un simple citoyen à son domicile. On ne peut donc assimiler le local où se trouve sa collection à un lieu accessible au public, même si ce local doit répondre à certaines conditions de sécurité par application d'arrêtés réglementaires pris en application de la loi. Il en serait évidemment autrement dans le cas d'un musée d'armes accessible au public.

Il convient, pour le cas de perquisitions et de visites domiciliaires, de modifier le texte afin de prescrire les formes à respecter, ainsi que le prévoit l'article 10 de la Constitution. Ces formes devraient comporter, pour assurer à l'inviolabilité du domicile ses garanties traditionnelles, l'intervention d'un magistrat de l'Ordre judiciaire (1).

.../...

---

(1) Voyez, à titre d'exemple, les articles 182 et suivants de la loi générale sur les douanes et accises.

L'alinéa 2, 2°, prévoit très largement le pouvoir de "se faire produire et saisir tous documents, pièces, registres, livres et objets". Il conviendrait de limiter l'exercice de ce pouvoir aux lieux dans lesquels les perquisitions et visites peuvent avoir lieu.

A l'alinéa ler, il y a lieu, dans le texte français, d'écrire "banc d'épreuve" et, si le Gouvernement suit l'observation préalable relative à la présentation des textes, d'écrire " ... les infractions à la présente loi et à ses arrêtés d'exécution".

Article 25.

Pour les armes de la catégorie II, un pouvoir réglementaire semblable à celui prévu au paragraphe 2 est déjà attribué au Roi par l'article 14, alinéa 3, du projet. Ces deux dispositions du projet devraient être fusionnées ou, à tout le moins, mises en concordance.

Article 27.

Le texte suivant est proposé :

"Article ... .-

Le Roi détermine la forme des agréments, autorisations et documents prévus par la présente loi (le présent titre).

.../...

Il détermine le montant des droits ou redevances perçus à l'occasion de leur délivrance".

Articles 28 et 30.

Le système transitoire prévu par le projet ne maintient pas en vigueur le régime de la loi du 3 janvier 1933 en faveur des personnes qui, avant l'entrée en vigueur de la loi en projet, exerçaient régulièrement une activité soumise à agrément en vertu de la loi en projet ou détenaient régulièrement des armes et munitions visées par celle-ci. Il charge le Roi de déterminer les formalités à accomplir par ces personnes pour conserver, après l'entrée en vigueur de la loi nouvelle, les droits dont elles pouvaient se prévaloir en vertu de la législation antérieure.

Ce système prête à critique.

Si le Roi prend ces mesures réglementaires avant l'entrée en vigueur de la loi nouvelle, il imposera aux particuliers des obligations dépourvues de fondement légal dans la mesure où ces arrêtés seraient pris en exécution d'une loi qui n'est pas encore entrée en vigueur.

Si le Roi n'intervient qu'après l'entrée en vigueur de la loi, il se présentera inévitablement une solution de continuité entre les deux régimes juridiques, ce qui aurait pour effet de mettre en état d'infraction certaines personnes, notamment celles qui exerçaient régulièrement une activité professionnelle sous le régime de la loi du 3 janvier 1933.

.../...

Pour résoudre cette difficulté, la loi en projet devrait fixer elle-même un délai pendant lequel la législation antérieure demeurerait en vigueur au bénéfice de certaines catégories de personnes.

Ces deux articles devraient être revus de façon fondamentale.

+

Subsidiairement, l'article 30 appelle les observations suivantes :

1. Aussi bien le paragraphe ler que le paragraphe 2 prend en considération, pour fixer le début du délai, "l'entrée en vigueur soit du titre I de la présente loi soit d'un de ses arrêtés d'exécution". Cette formule manque de précision et doit être évitée.

2. Il y a discordance entre l'alinéa ler et l'alinéa 2 de l'article 30, § ler, et entre l'article 7, § 8, et l'article 30, § ler, alinéa 2, du projet.

L'article 7, § 8, vise le propriétaire des armes; l'article 30, § ler, alinéa ler, le propriétaire ou détenteur; l'article 30, § ler, alinéa 2, le détenteur des armes. C'est normalement le propriétaire d'une arme qui doit demander l'autorisation de la détenir et c'est juridiquement lui seul qui peut la vendre si l'autorisation est refusée.

3. Le paragraphe 2 impose au propriétaire ou détenteur d'une arme à feu classée dans la catégorie III de demander le certificat prévu par l'article 15, dans un délai à fixer par le Roi, mais l'autorise à la conserver provisoirement jusqu'à ce que le certificat ait été délivré. Ce paragraphe ne prévoit pas de peine à charge de celui qui aurait laissé passer le délai sans avoir demandé le certificat. Pourrait-il être condamné à la peine prévue par l'article 21, qui est une disposition générale, pour infraction à l'article 15 ? Il ne se trouve pas exactement dans la situation prévue par ce dernier article; celui-ci impose à celui qui veut acquérir une arme à feu classée en catégorie III, de faire une déclaration avant d'acquérir cette arme; l'article 30, § 2, impose à celui qui a déjà une arme de faire une déclaration.

4. L'entrée en vigueur de l'article 20 du projet aura pour effet que certaines personnes autorisées sur base de l'article 30 du projet à conserver une arme, ne pourront pas se procurer des munitions.

Le régime transitoire devrait être complété à cet égard.

Article 31.

Le Conseil d'Etat propose d'abroger expressément certains textes législatifs qui ne sont en conformité ni avec la législation existante ni avec le projet.

.../...

La rédaction suivante est proposée :

"Article ... .-

Sont abrogés :

1° l'arrêté du gouvernement provisoire du 11 janvier 1831 concernant la prohibition de l'exportation des armes;

2° la loi du 17 décembre 1831 relative à l'exportation des armes de luxe et de guerre;

3° la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, modifiée par les lois du 29 juillet 1934 et du 4 mai 1936".

Article 32.

Si le Gouvernement entendait que le Roi ait le pouvoir de fixer des dates d'entrée en vigueur différentes selon les dispositions de la loi en projet, l'article devrait être rédigé de la manière suivante :

"Article ... .-

Le Roi fixe la date de l'entrée en vigueur des diverses dispositions de la présente loi (du présent titre)".

+

+ +

Titre II (devenant, selon le texte proposé, la loi sur la protection de la vie privée à l'égard des écoutes et des prises de vues illicites ainsi que des appels téléphoniques malveillants) (1).

Article 33.

Suivant le 1° in fine, est puni des peines prévues dans l'article, celui qui a commis le fait sans l'accord des personnes "que la communication concerne".

.../...

(1) La plupart des dispositions du titre II sont - sous réserve de modifications qui y ont été apportées et des autres modifications qui interviendraient ultérieurement - celles qui figuraient déjà dans le projet de loi relatif à la protection de la vie privée à l'égard des écoutes et des prises de vues (doc. Ch., sess. 1984-1985, n° 1227/1), déposé à la Chambre des Représentants le 30 mai 1985. Suivant l'article 1er de la loi du 14 février 1986 portant diverses dérogations à l'article 1er de la loi du 3 mars 1977 relative aux effets de la dissolution des Chambres législatives à l'égard des projets et propositions de loi antérieurement déposés, les Chambres législatives restent saisies de plusieurs projets de loi, notamment du projet de loi précité relatif à la protection de la vie privée à l'égard des écoutes et des prises de vues.

Pris à la lettre, ce texte est trop large. En effet, il érige en infraction toute écoute, enregistrement ou interception d'une communication où serait mentionnée une personne, sans l'accord de celle-ci.

Il résulte de l'exposé des motifs que par les mots "que la communication concerne", il faut entendre les personnes à qui la communication est destinée. Il convient, dès lors, d'écrire in fine du 1° : "ou auxquelles la communication est destinée".

Il y a une discordance entre le texte français et le texte néerlandais de l'article 33, 1°. Dans le premier, sont visées "la conversation privée ou la communication privée"; dans le second, il n'est question que de "particuliere mededeling".

Le texte néerlandais serait mieux rédigé comme suit :

"Hij die, opzettelijk een particulier gesprek of een particuliere mededeling ... (la suite comme au projet)".

.../...

Article 34.

Dans le 3°, il est prévu qu'est punissable "celui qui fait sciemment usage de renseignements recueillis à l'occasion d'une des infractions prévues à l'article 33, 1°, et 2°, sans l'accord des personnes visées par ces dispositions".

Suivant l'exposé des motifs, l'auteur peut être celui qui a commis l'une des infractions prévues à l'article 33 mais "il se peut également qu'il s'agisse d'une personne qui, n'ayant ni commis elle-même, ni fait commettre l'une des infractions à l'article 33, a acquis connaissance du contenu de la conversation ou de la communication écoutée, interceptée ou enregistrée, des observations faites ou des images recueillies et, ou bien l'a divulgué sciemment à un tiers, ou bien en a personnellement tiré profit".

Les dispositions sous 1° et 2° de l'article 34 sont rédigées en termes assez larges pour qu'elles puissent s'appliquer aussi bien à celui qui a commis l'une des infractions prévues dans l'article 33 qu'à celui qui, ne les ayant pas commises, divulgue à un tiers les renseignements venus à sa connaissance ou en tire profit. Dès lors la disposition sous 3°, n'ayant pas de portée distincte de celle des dispositions sous 1° et 2°, devrait être omise.

Article 35.

Suivant l'article 35, "les peines prévues aux articles 33 et 34 sont doublées si une nouvelle infraction à l'un de ces articles est commise dans les cinq ans à dater du prononcé d'un jugement ou arrêt ...".

Les mots "à dater" sont superflus et doivent être omis.

La même observation vaut pour l'article 40, alinéa 2.

Article 37.

Il y a des personnes ou des organismes qui recourent à un répondeur automatique pour enregistrer la communication qui leur est adressée. Dans ce cas, celui qui fait l'appel téléphonique donne implicitement son accord à l'enregistrement de la réponse qu'il donne à l'invitation qui lui est faite de laisser enregistrer le message. Il n'y a donc pas lieu d'autoriser lesdites personnes ou lesdits organismes à enregistrer les communications qui leur sont adressées. Hormis cette hypothèse de l'emploi d'un répondeur automatique, selon le texte du projet, même les services d'urgence ne peuvent pas enregistrer les appels téléphoniques. Toutefois, le texte permet une dérogation en faveur des services d'urgence relevant d'une autorité publique.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas de motif objectif d'exclure les services d'urgence privés.

Article 38.

(insérant un article 88bis dans le Code de procédure criminelle).

Les garanties de procédure en cas d'écoute ou d'enregistrement de conversations ou de communications même privées sont fort différentes de celles qui ont été prévues dans un projet de loi antérieur, relatif à la protection de certains aspects de la vie privée (1). Au lieu d'une procédure inspirée de celle s'appliquant en cas de détention

---

.../...

(1) Doc. Ch., session 1983- 1984, n° 778/1, article 7, pages 45-46.

préventive - à savoir que la mesure est décidée par le juge d'instruction, confirmée à bref délai par la chambre du conseil du tribunal correctionnel sous réserve d'un appel éventuel du ministère public devant la chambre des mises en accusation -, le projet prévoit que la mesure d'atteinte à la vie privée ne peut être décidée, sur réquisition du procureur du Roi, par le juge d'instruction, dans le respect des conditions énoncées au paragraphe ler, alinéa ler, qu'après autorisation préalable par la chambre du conseil et doit, en outre, être confirmée par la chambre des mises en accusation dans un délai de quinze jours à partir de l'exécution de la mesure.

L'autorisation par la chambre du conseil peut paraître insolite mais elle ne constitue pas une innovation. En effet, l'article 25 de la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive énonce que :

> "Hors le cas de flagrant délit, aucune exploration corporelle ne pourra être ordonnée si ce n'est par la chambre du conseil, par la chambre des mises en accusation ou par le tribunal ou par la cour saisis de la connaissance du crime ou du délit".

Si le juge d'instruction ne peut faire procéder à une exploration corporelle que si la chambre du conseil l'y a autorisé, on peut admettre qu'une des mesures portant atteinte à la vie privée prévues par l'article 88bis, § ler, alinéa ler, en projet, soit, elle aussi, soumise à une autorisation. Certes, l'intervention de la chambre du conseil préalablement à la décision de toute mesure d'atteinte à la vie privée présente l'inconvénient de retarder une mesure qui, pour être efficace, doit être prise rapidement. La disposition du paragraphe ler, suivant laquelle, "En cas d'urgence, la chambre du conseil peut siéger en tout lieu et à tout moment", est prévue pour remédier au moins partiellement à cet inconvénient.

.../...

La confirmation de la mesure par la chambre des mises en accusation, elle aussi, se justifie. En effet, en l'absence d'une personne qui puisse interjeter appel de la mesure dont elle fait l'objet, la confirmation permet de contrôler si en fait et en droit, la mesure est légalement justifiée. La question de savoir quelle est, de la décision du juge d'instruction ou de l'ordonnance de la chambre du conseil, celle qui fait l'objet de la confirmation sera examinée plus loin.

L'ordonnance d'autorisation doit spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la mesure à prendre (§ ler, alinéa 2). Il ne suffira pas de viser de manière générale des mesures graves et exceptionnelles, il faudra, comme il est dit dans le texte en projet, les spécifier, c'est-à-dire déterminer avec précision en quoi elles consistent. En outre, suivant les délégués du Ministre, la chambre du conseil devrait indiquer les personnes ou les lieux qui peuvent faire l'objet d'une mesure d'écoute ou d'une des autres mesures prévues par l'article 88bis, § ler, en projet. L'autorisation donnée par la chambre du conseil ne serait donc pas générale mais limitée aux seuls cas expressément prévus. Il s'ensuit que si au cours de l'instruction, il apparaît que de nouvelles mesures sont nécessaires, qui concerneraient des personnes ou des lieux autres que ceux visés dans l'ordonnance de la chambre du conseil, il faudra que le procureur du Roi requière à nouveau la chambre du conseil d'autoriser les mesures dont l'instruction aurait révélé la nécessité. Il appartiendra au Gouvernement et aux Chambres législatives d'apprécier si les garanties ainsi accordées par le projet à la protection de la vie privée ne risquent pas de réduire à l'excès l'efficacité des mesures envisagées pour favoriser la recherche et l'arrestation d'auteurs d'actes criminels.

.../...

Selon le paragraphe ler, alinéa 2, troisième phrase, l'ordonnance n'est pas susceptible d'appel. Les délégués du Ministre ont confirmé que même une ordonnance refusant l'autorisation ne peut faire l'objet d'un appel du procureur du Roi. Il appartiendra également au Gouvernement et aux Chambres législatives d'apprécier si cette dérogation aux règles ordinaires de la procédure pénale se justifie.

+

Le paragraphe 2 de l'article en projet est consacré à la confirmation de la mesure par la chambre des mises en accusation.

Suivant les délégués du Ministre, la "mesure" qui, selon le texte en projet, doit être confirmée par la chambre des mises en accusation est la décision du juge d'instruction de procéder à une ou plusieurs mesures d'écoute et d'observation de personnes ou de lieux déterminés et non pas l'ordonnance d'autorisation de la chambre du conseil.

En effet, il n'y a pas lieu de confirmer une ordonnance d'autorisation tant qu'elle n'a pas été suivie de mesures d'exécution. C'est la décision du juge d'instruction de procéder à des mesures d'écoute ou d'observation, qui est soumise à confirmation. Le texte dispose implicitement qu'il en est ainsi en précisant que le délai dans lequel doit intervenir la confirmation, court du jour où la mesure a été exécutée. Il serait préférable que l'intention du Gouvernement soit indiquée de manière expresse dans le texte.

.../...

Selon l'économie du texte, la chambre des mises en accusation devrait statuer sur la légalité des mesures et l'opportunité de celles-ci, compte tenu des éléments d'information dont le juge d'instruction disposait au moment de prendre la mesure. Toutefois, selon les déclarations des délégués du Ministre, la chambre des mises en accusation devrait également tenir compte des résultats obtenus. Si le Gouvernement entendait maintenir cette conception, son intention devrait être exprimée dans le texte ou, du moins, dans l'exposé des motifs.

La chambre des mises en accusation appelée à confirmer la mesure n'est pas saisie de plein droit. Le texte devrait préciser qu'elle est saisie sur réquisition du procureur général. Si cette précision était apportée au texte, l'alinéa 3 du paragraphe 2 pourrait être omis car en indiquant "que les pièces sont transmises par le procureur du Roi au procureur général", il ne fait qu'exprimer une conséquence de l'organisation hiérarchique du ministère public.

Suivant l'alinéa 4 du même paragraphe, la chambre des mises en accusation statue sur la confirmation, "le juge d'instruction entendu". De prime abord, on n'aperçoit pas la raison d'une telle audition. Le juge d'instruction ne fait pas partie de la chambre des mises en accusation. Par ailleurs, les réquisitions du procureur général ainsi que les pièces du dossier suffiront à éclairer cette juridiction sur les éléments de la cause utiles pour apprécier s'il y a lieu ou non de confirmer la décision du juge d'instruction. Surtout, la présence du juge d'instruction à une audience d'une juridiction dont il ne fait pas partie ne passerait pas inaperçue, ce qui pourrait nuire à la discrétion dont la mesure doit être entourée pour être efficace.

Les délégués du Ministre font valoir que grâce à la présence du juge d'instruction, la chambre des mises en accusation sera informée des résultats obtenus au moyen de la mesure, ces résultats pouvant être pris en considération pour décider soit de confirmer ou d'infirmer la mesure soit de la prolonger. Cette raison ne paraît pas déterminante pour imposer une audition dont les inconvénients relevés ci-dessus dépasseraient l'avantage que les auteurs du projet lui prêtent. En effet, comme dans la procédure de confirmation du mandat d'arrêt, le procureur général pourra communiquer le dernier état des résultats des mesures.

Il y aurait lieu d'omettre l'audition du juge d'instruction.

Lorsque la chambre des mises en accusation ne confirme pas la mesure soumise à son contrôle, celle-ci est immédiatement levée et dans ce cas, le juge d'instruction fait détruire les procès-verbaux, les documents et les bandes d'enregistrement relatifs à cette mesure; telle est la règle énoncée aux alinéas 5 et 6.

Dans son avis au sujet du projet de loi 778 (1), le Conseil d'Etat avait observé que "l'appréciation (de l'utilité de certains éléments de l'enquête) sera le fait unilatéral du juge d'instruction qui, sur le moment, la destruction devant être immédiate, n'aura peut-être pas à l'esprit les aspects favorables à la défense qui pourraient résulter ultérieurement de certaines parties de ces documents".

.../...

(1) Doc. Ch., session 1983-1984, n° 778/1, article 7, page 34.

Plutôt que de prévoir, en cas d'infirmation, une destruction obligatoire de tous les éléments révélés par les mesures prises en application de l'article en projet, il serait préférable de laisser à la chambre des mises en accusation, le pouvoir d'apprécier s'il y a lieu de détruire entièrement ou non les bandes d'enregistrement et autres éléments du dossier, en s'inspirant d'un double souci : la manifestation de la vérité et le respect des droits de la défense.

+

La mesure décidée par le juge d'instruction ne vaut que pour quinze jours mais elle peut être prolongée de mois en mois par la chambre des mises en accusation qui devra motiver sa décision par des circonstances graves et exceptionnelles. Si la mesure n'est ni confirmée ni prolongée, toute mesure nouvelle doit, suivant le paragraphe 5, être autorisée par la chambre des mises en accusation. Il y aurait lieu de préciser que celle-ci est saisie par le procureur général lorsqu'il y a des circonstances graves et exceptionnelles et que ces circonstances doivent être spécifiées dans l'arrêt d'autorisation. En effet, le deuxième alinéa du paragraphe 5 pourrait donner à penser que cette motivation spéciale n'est pas requise. Cet alinéa devrait être revu.

Les réquisitions du procureur du Roi et l'ordonnance de la chambre du conseil ainsi que les mesures décidées par le juge d'instruction donneront lieu à la constitution d'un dossier distinct du dossier de l'instruction, en raison de la discrétion nécessaire pour assurer l'efficacité des mesures envisagées. Il en sera de même de l'arrêt de confirmation, d'infirmation ou de prolongation de la chambre des mises en accusation.

.../...

Interrogés sur ce point, au sujet duquel le projet est muet, les délégués du Ministre ont marqué leur accord pour qu'il en soit ainsi. Ils ont précisé que le dossier relatif aux mesures d'écoute et d'observation devrait être joint au dossier de l'instruction dès que ces mesures ont pris fin. Toutefois on ne peut pas exclure qu'une mesure ayant pris fin, les besoins de l'instruction rendent une nouvelle mesure nécessaire. C'est pourquoi, il paraît préférable de joindre les deux dossiers au moment de la clôture de l'instruction, lorsque la juridiction d'instruction, statuant sur le règlement de la procédure, est saisie par le ministère public de réquisitions de renvoi devant la juridiction de jugement.

Le dossier relatif à la mesure doit être joint intégralement au dossier de l'instruction. En effet, pour que le procès soit équitable, il faut évidemment que la défense et l'accusation soient mises sur un pied d'égalité, conformément à l'article 6 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme.

Le paragraphe 4 dispose que :

> "La communication de la mesure à l'intéressé est ordonnée, s'il y a lieu, par la chambre des mises en accusation. L'arrêt détermine le délai dans lequel cette communication doit être faite. Il indique les motifs pour lesquels la mesure ne doit pas être communiquée".

.../...

Le pouvoir d'apprécier s'il y a lieu à communication de la mesure, que la disposition reproduite confère à la chambre des mises en accusation, peut être admis durant l'instruction. Mais une fois que le ministère public prend des réquisitions en vue du renvoi de l'inculpé devant une juridiction de jugement, le droit au respect de la vie privée impose, en principe, la communication de la mesure à la personne qui en a fait l'objet, même si celle-ci n'est pas inculpée; il en est de même si la partie civile demande dans des conclusions le renvoi devant une juridiction de jugement.

En d'autres termes, il y a lieu de veiller au respect de deux règles essentielles, à savoir, d'une part, le respect du droit de défense en joignant, comme il a été dit ci-dessus, au dossier d'instruction, le dossier des mesures prises en application de l'article en projet (article 6 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme) et, d'autre part, le respect de la vie privée, en communiquant au tiers la mesure à laquelle il a été soumis (article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme); d'ailleurs, même si la mesure n'était pas communiquée à ce tiers, celui-ci pourrait en être averti aussitôt que le dossier des mesures prises en application de l'article en projet serait joint au dossier d'instruction.

En cas de non-lieu et dans des cas exceptionnels où il y aurait une menace d'atteinte particulièrement grave à la sûreté publique, il y a lieu de laisser à la chambre des mises en accusation le pouvoir d'apprécier si la mesure doit être communiquée au tiers; elle le fera en tenant compte notamment des éléments favorables que la mesure aura permis de recueillir au sujet du tiers.

.../...

Article 45.

Suivant l'article, "la Commission pour la protection de la vie privée", dont l'article, en son alinéa 1er, prévoit la création, exerce une double mission, à savoir donner des avis sur toute question relative à l'application du titre II de la loi en projet mais aussi exercer un contrôle puisque suivant l'alinéa 4, elle peut charger un ou plusieurs de ses membres de procéder à des vérifications sur place.

On ne discerne pas exactement la portée de chacune de ces missions. L'avis, qui se conçoit en vue de l'application de l'article 39 du projet, ne pourrait pas être donné sur la violation des articles 33 et suivants du projet; il appartient exclusivement aux cours et tribunaux d'apprécier si ces dispositions sont ou non enfreintes. D'autre part, il est exclu que la commission sur la protection de la vie privée puisse exercer un contrôle sur les actes du pouvoir judiciaire.

Comme ces missions ne sont pas clairement distinguées, on n'aperçoit pas comment elles pourront être exécutées.

Le texte du projet doit être revu pour que soient précisées les missions de la commission et, qu'ainsi, on puisse les distinguer l'une de l'autre.

+

Les vérifications à faire sur place par les membres de la commission doivent, suivant l'alinéa 4, être autorisées préalablement par le juge d'instruction du lieu où elles sont faites.

Au sujet de cette autorisation, le Conseil d'Etat, dans son avis du 15 décembre 1982, a formulé l'observation suivante (1) :

.../...

---

(1) Avis du Conseil d'Etat sur un projet de loi "relatif à la protection de certains aspects de la vie privée" (Doc. Ch., session 1983-1984, n° 778/1, pp. 40 et 41).

"La compétence attribuée par le projet au magistrat instructeur serait tout à fait exceptionnelle puisque celui-ci est chargé d'instruire les crimes et les délits soit d'office conformément à l'article 59 du Code d'instruction criminelle, soit sur les réquisitions du procureur du Roi (articles 61 et 70 du même Code).

Or selon les termes de l'article 36, quatrième alinéa, en projet (article 45, quatrième alinéa de l'actuel projet), les vérifications auxquelles il doit être procédé ne paraissent pas nécessairement liées à la recherche d'infractions, et il n'est prévu aucune saisine du juge d'instruction, seulement compétent selon ce texte, pour délivrer l'autorisation préalable mais non pour instruire un crime ou un délit.

L'attribution au juge d'instruction d'une mission aussi limitée et aussi étrangère à ses fonctions traditionnelles introduirait dans notre ordre juridique une incohérence qu'il y a lieu d'éviter"

Suivant l'exposé des motifs, "Le Gouvernement n'a pas estimé devoir suivre ici l'avis du Conseil d'Etat. La dérogation se justifie en raison du caractère particulièrement délicat de la matière de la protection de la vie privée" (1).

L'explication ainsi fournie n'indique pas la raison pour laquelle c'est au juge d'instruction qu'il incombe d'autoriser les vérifications plutôt qu'à un autre magistrat. Si le Gouvernement estime que dans une circonstance relative à la vie privée des citoyens, l'intervention du pouvoir judiciaire peut seule constituer la garantie adéquate, il serait préférable de confier le pouvoir d'autorisation au président du tribunal de première instance ou au juge qu'il délègue à cette fin.

+

Conformément à l'usage, il y a lieu d'écrire, à l'alinéa 7, "alinéas 5 et 6" au lieu de "cinquième et sixième alinéa".

+

Le dernier alinéa de l'article 45 prévoit que :

.../...

---

(1) Doc. cité, page 26.

"La commission remplit les missions dévolues à la commission consultative instituée par l'article 6 de l'arrêté royal n° 141 du 30 décembre 1982 créant une banque de données relatives aux membres du personnel du secteur public et à la commission consultative instituée par l'article 12 de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques".

L'arrêté royal n° 141 du 30 décembre 1982 précité prévoit, en son article 6, la création d'"une commission consultative" ayant pour mission de "donner, soit d'initiative, soit sur demande du Ministre de la Justice, des avis sur toute question relative à la protection de la vie privée dans le cadre du présent arrêté, eu égard à l'évolution et à la mise en oeuvre des techniques de gestion automatisée de l'information". De même, la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques crée, en son article 12, "une commission consultative" dont la mission est également de "donner, soit d'initiative, soit sur demande du Ministre de la Justice, des avis sur toute question relative à la protection de la vie privée dans le cadre de la présente loi, eu égard à l'évolution et à la mise en oeuvre des techniques de gestion automatisée de l'information" (1).

Il est donc judicieux, comme le fait l'article en projet, de confier à une seule commission - celle dont le texte en projet prévoit la création - les missions relatives à la protection de la vie privée dont ont été chargées des commissions consultatives créées antérieurement par les textes précités.

Toutefois, comme ces commissions consultatives sont également chargées d'examiner les plaintes qui leur sont adressées relativement à l'application des textes portant leur création, il y aurait lieu de modifier l'article 6 de l'arrêté royal

.../...

---

(1) Un arrêté royal du 20 avril 1984 réglant la composition et le fonctionnement de la "commission consultative de la protection de la vie privée" a créé une commission unique pour exercer les compétences déterminées en matière de protection de la vie privée par l'arrêté royal n° 141 du 30 décembre 1982 et par la loi du 8 août 1983.

n° 141 du 30 décembre 1982 créant une banque de données relatives aux membres du personnel du secteur public ainsi que l'article 12 de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, de manière à faire apparaître que pour l'application de ces deux textes, la commission prévue dans l'article en projet sera compétente pour donner les avis sur toute question relative à la protection de la vie privée.

En outre, en attendant que la nouvelle commission soit apte à exercer ses fonctions, il faudrait prévoir dans une disposition transitoire, que la commission existante continuera de remplir la mission qui actuellement est la sienne relativement à la protection de la vie privée.

Titre III. Répression des appels téléphoniques malveillants (incorporé, selon le texte proposé, dans la loi sur la protection de la vie privée à l'égard des écoutes et des prises de vues illicites ainsi que des appels téléphoniques malveillants).

Le titre III ne comprend qu'un seul article, l'article 48, qui insère un nouvel article 20bis dans la loi du 13 octobre 1930 coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil. Cette nouvelle disposition punit d'une peine d'amende correctionnelle les appels téléphoniques répétés en vue d'importuner ou d'inquiéter une personne.

Un texte identique se trouve dans un projet de loi au sujet duquel le Conseil d'Etat a donné, le 29 mai 1985, un avis, auquel le texte en projet se conforme en grande partie (1).

.../...

---

(1) Avis L. 16.708/9 du 29 mai 1985 sur un projet de loi réprimant les appels téléphoniques malveillants, avis qui, signale l'exposé des motifs, sera reproduit en annexe à celui-ci.

Dans cet avis, le Conseil d'Etat avait estimé qu'"il serait plus logique d'insérer les dispositions du projet dans le projet de loi relatif à la protection de certains aspects de la vie privée actuellement soumis à la Chambre des Représentants ...".

Il appartiendra au Gouvernement et aux Chambres législatives d'apprécier si le texte en projet, plutôt que d'être inséré dans la loi du 13 octobre 1930 coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, ne trouverait pas mieux sa place dans le titre II du projet.

Il y a lieu de se demander, en outre, comment sera faite la preuve de l'infraction prévue dans l'article en projet.

Un projet de loi insérant un article 90bis dans le Code d'instruction criminelle, soumis à l'avis du Conseil d'Etat, prévoit que le juge d'instruction peut requérir la Régie des télégraphes et téléphones de procéder :

"1° au repérage des numéros de postes téléphoniques à partir desquels des communications sont adressées à un poste téléphonique déterminé;

2° au repérage des numéros de postes téléphoniques qui sont formés au départ d'un poste téléphonique déterminé".

.../...

Ce projet (1) voté par la Chambre des Représentants le 4 juillet 1985, a été transmis au Sénat le même jour (2). Lorsqu'il aura été adopté par le Sénat, promulgué et publié, il sera possible, en recourant aux mesures qu'il prévoit, de déterminer de quel poste téléphonique provient l'appel malveillant. Ce moyen de preuve pourra être complété, si c'est nécessaire, par des témoignages.

On pourrait aussi prévoir dans l'article 88bis que l'article 38 du projet insère dans le Code d'instruction criminelle, que le juge d'instruction pourra faire écouter, enregistrer ou intercepter un appel téléphonique malveillant, sur plainte de la personne à qui cet appel est adressé. L'intention malveillante de son auteur s'oppose à ce qu'il puisse bénéficier des dispositions légales assurant la protection de la vie privée. Il semble cependant que le pouvoir du juge d'instruction de faire repérer le numéro d'un poste téléphonique à partir duquel une communication est adressée à un autre poste téléphonique suffira à permettre de faire la preuve de l'infraction prévue dans l'article en projet.

.../...

---

(1) Doc. Ch., session 1984-1985, n° 1234/1.

(2) Doc. Sénat, session 1984-1985, n° 926/1.

Titre IV. Usage de la force et des armes par les agents de la force publique et certains membres des forces armées (devenant, selon le texte proposé, la loi sur l'usage de la force et des armes par les agents de la force publique).

OBSERVATIONS GENERALES.

A. Comme le souligne l'exposé des motifs, le titre IV du projet tend à établir des règles communes pour l' "usage de la force et des armes" quels que soient les agents relevant de l'autorité publique qui y recourent : membres de la gendarmerie, membres de la police judiciaire, membres de la police communale, membres des forces armées autres que la gendarmerie lorsque ceux-ci sont chargés d'une mission de protection (article 49) ou d'une mission de rétablissement de l'ordre (article 50).

Compte tenu de l'identité des situations dans lesquelles peuvent se trouver dans les cas visés par les dispositions en projet les agents faisant partie des divers corps indiqués, il est hautement souhaitable que des règles uniformes soient adoptées pour l'ensemble de ceux-ci. Une telle solution est d'autant plus opportune que fréquemment des agents faisant partie de corps différents sont appelés à concourir à une même mission de maintien ou de rétablissement de l'ordre ou à une même mission judiciaire. Pour établir et maintenir l'uniformité des règles applicables, il est plus sûr de les inscrire dans un seul et même texte plutôt que dans des textes distincts, même si ceux-ci étaient proposés et ensuite votés dans les mêmes termes. En

effet, ultérieurement le législateur pourrait être amené à modifier certains de ces textes, en s'abstenant d'en modifier d'autres, alors que cette différence d'attitude ne correspondrait peut-être pas à une volonté délibérée.

Le titre IV du projet tend à mettre fin à la dispersion des textes actuellement applicables. Sous réserve de certaines modifications qui leur ont été implicitement apportées, plusieurs textes datant de la Révolution française sont encore en vigueur : ce sont ces textes que l'article 53, 1° et 2°, du projet a pour objet d'abroger. Pour les membres de la gendarmerie, la matière dont il s'agit est réglée par l'article 19 de la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie. Pour les membres de la police communale, elle l'est par l'article 106 de la loi communale.

Il importe de relever, comme l'indique l'exposé des motifs, que le Gouvernement a déposé un projet de loi sur la police communale, lequel contient des dispositions relatives à l'usage de la force et des armes par les membres de cette police (1). A la suite des amendements adoptés par la Commission de la Chambre des Représentants, ces dispositions sont destinées à former les articles 170 et 171 de la loi communale (2). Le projet a été adopté par la Chambre des Représentants le 21 juin 1985 (3); depuis que le Conseil d'Etat a été

.../...

---

(1) Doc. Ch., sess. 1984-1985, n° 1009/1, articles 19 et 20, page 32.

(2) Rapport fait au nom de la Commission de la Chambre, doc. Ch., sess. 1984-1985, n° 1009/29, page 87 et pages 93-94.

(3) Doc. Sénat, sess. 1984-1985, n° 907/1.

saisi le 5 février 1986 du présent projet, ledit projet de loi sur la police communale a été adopté par le Sénat le 6 février 1986 (1). On peut supposer que ce dernier projet deviendra une loi avant le dépôt ou, en tout cas, le vote du présent projet de loi. Celui-ci devra dès lors être complété par des dispositions abrogeant les articles 170 et 171 de la loi communale si le Gouvernement veut atteindre l'objectif indiqué dans l'exposé des motifs de régler par un seul et même texte l'usage de la force et des armes, par les agents de la force publique, quel que soit le corps dont ils font partie.

B. Il serait nécessaire de déterminer avec plus de précision les agents relevant de l'autorité publique auxquels les articles 49 et 50 du projet sont applicables.

L'article 49 vise, en premier lieu, "les agents de la force publique" et, en second lieu, "lorsqu'ils sont chargés d'une mission de protection, les membres du personnel militaire des forces terrestres, aériennes, navales et du service médical" (2).

.../...

---

(1) Compte rendu analytique, page 158.

(2) Le début de l'article 49 est rédigé comme suit :

"Dans l'exercice de leurs fonctions, les agents de la force publique et, lorsqu'ils sont chargés d'une mission de protection, les membres du personnel militaire des forces terrestres, aériennes, navales et du service médical, peuvent, en cas d'absolue nécessité, faire usage des moyens de défense qui leur sont attribués, en ce compris des armes blanches ou des armes à feu : ...".

L'article 50 vise "les agents de la force publique" et les "membres des forces armées" lorsque les uns et les autres sont "légalement chargés de disperser des attroupements hostiles ou de réprimer des émeutes".

L'expression "force publique" figure dans l'intitulé du titre V de la Constitution; ce titre comprend les articles 118 et 119 relatifs à l'armée et l'article 120 relatif à la gendarmerie. La même expression se trouve à l'article 105 de la loi communale. Elle est employée notamment dans de nombreux articles du Code pénal. Mais la comparaison des textes fait apparaître qu'elle y est entendue dans des sens différents selon les dispositions : tantôt elle désigne le pouvoir de contrainte qui appartient à l'autorité publique et à certains de ses agents (par exemple, articles 276 et 280); tantôt elle désigne des catégories, plus ou moins étendues, d'agents qui disposent de ce pouvoir (par exemple, articles 128, 129, 269, 275 et 278).

Il n'est pas possible de déduire de l'ensemble des textes une définition précise de l'"agent de la force publique". Dès lors pour prévenir des difficultés au sujet de la portée des articles, il y a lieu d'introduire dans le projet un article désignant les corps dont les membres seront considérés comme agents de la force publique pour l'application des dispositions en projet. L'article proposé ci-dessous reproduit l'énumération des corps faite dans l'exposé des motifs. Cette énumération peut, le cas échéant, être complétée par le Gouvernement s'il le juge nécessaire. Par ailleurs, il paraît logique d'inclure parmi les agents de la force publique, les membres du personnel militaire chargés d'une mission de protection (article 49) ou d'une mission de rétablissement de l'ordre (article 50) : en effet, dans la pensée du Constituant, l'armée est éminemment une force publique. Par contre, il est superflu d'énumérer les diverses forces qui composent l'armée. Enfin, les fonctions qu'attribue aux officiers

.../...

et agents judiciaires près les parquets la loi du 7 juin 1919 qui les institue, n'incluent pas la mission de disperser des attroupements hostiles ou de réprimer des émeutes; si l'article 49 leur est applicable, l'article 50 ne l'est pas.

L'article nouveau dont le Conseil d'Etat propose l'insertion trouverait logiquement sa place en tête de la loi.

Cet article pourrait être rédigé en ces termes :

"Article nouveau. (Article ler du texte proposé).

Pour l'application des articles 2 et 3 sont considérés comme agents de la force publique, les membres de la police communale, les membres de la gendarmerie et, lorsqu'ils sont chargés d'une mission de protection ou de rétablissement de l'ordre, les membres du personnel militaire des forces armées autres que la gendarmerie.

Pour l'application de l'article 2, sont également considérés comme agents de la force publique les officiers et agents judiciaires près les parquets".

Le texte des articles 2 et 3 devrait être adapté en conséquence et faire mention, à l'article 2, des "agents de la force publique visés à l'article ler" et, à l'article 3, des "agents de la force publique visés à l'article ler, alinéa ler".

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Article 49 (Article 2 du texte proposé).

Paragraphe ler.

-Sous réserve des changements indiqués dans l'exposé des motifs, le paragraphe reproduit l'article 170 que le

projet de loi sur la police communale introduit dans la loi communale; il reproduit aussi sous réserve de légères modifications l'article 19, § ler, de la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie.

Si le Gouvernement se rallie à la proposition du Conseil d'Etat de compléter le projet par l'article indiqué ci-dessus, le texte introductif du paragraphe pourrait être rédigé plus simplement comme suit

"Article 49, § ler. (Article 2, § ler, du texte proposé).

Dans l'exercice de leurs fonctions ou l'accomplissement des missions qui leur sont confiées, les agents de la force publique visés à l'article ler peuvent, en cas d'absolue nécessité, faire usage des moyens de défense qui leur sont attribués, en ce compris, des armes blanches ou des armes à feu : ...".

-La disposition énoncée au 1° reproduit l'article 19, § ler, 1°, de la loi du 2 décembre 1957 et l'article 170, 1°, de la loi communale en projet, sous la réserve indiquée dans l'exposé des motifs qu'elle permet aux agents de la force publique, l'usage de tous les moyens de défense non seulement en cas d'actes de violence ou de voies de fait contre eux-mêmes mais aussi en cas d'actes de violence ou de voies de fait contre autrui.

-La disposition énoncée au 2° reproduit littéralement l'article 170, 2°, de la loi communale en projet et correspond à l'article 19, § ler, 2°, de la loi du 2 décembre 1957, dont les termes sont toutefois plus étroits.

.../...

-La disposition énoncée au 3° a un caractère nouveau. Elle est rédigée comme suit :

"3° lorsque des personnes qui, sans obéir à l'ordre de s'arrêter, fuient immédiatement après les avoir attaqués ou avoir attaqué des tiers avec une arme à feu".

On peut se demander si le texte correspond à la volonté du Gouvernement. En effet, il ne permet aux agents de la force publique de faire usage de tous leurs moyens de défense à l'égard de personnes qui refusent d'obéir à un ordre de s'arrêter que dans le cas où ils ont la preuve que ce sont ces personnes qui les ont attaqués ou ont attaqué un tiers avec une arme à feu. Or très souvent, après de telles attaques, les agents de la force publique ne disposeront pas d'une preuve de ce fait. Le texte semble viser le procédé fréquemment employé par les agents de la force publique de l'établissement de barrages. Pour que ce procédé soit efficace, il est nécessaire que ces agents puissent exercer un contrôle sur toutes les personnes qui se présentent et faire usage de tous leurs moyens de défense à l'égard de personnes qui refuseraient d'obéir à un ordre de s'arrêter.

Si l'intention véritable du Gouvernement est celle qui vient d'être indiquée, le 3° pourrait être rédigé comme suit :

"3° lorsque immédiatement après une attaque, avec une arme à feu, contre eux ou contre des tiers, ils donnent l'ordre de s'arrêter à une personne et que celle-ci fuit au mépris de cet ordre".

.../...

Paragraphe 2 :

Le paragraphe est rédigé comme suit :

"§ 2. Il ne peut être fait usage des armes qu'après examen des possibilités d'utiliser des moyens moins sévères et d'épargner la vie des personnes et, sauf urgence, après avertissement".

Le paragraphe a pour but de garantir que l'usage des armes soit considéré comme un moyen ultime et de souligner que même lorsqu'il est jugé nécessaire d'y recourir, il y a obligation de conserver la préoccupation d'épargner, dans toute la mesure du possible, la vie humaine. Pour mettre davantage la règle en relief, le paragraphe pourrait être rédigé comme suit :

"§ 2. Il ne peut être fait usage des armes qu'après examen des possibilités d'utiliser des moyens moins sévères et, sauf urgence, après avertissement. Dans tous les cas, il y a obligation de veiller à épargner la vie des personnes".

Paragraphe 3 :

Le paragraphe 3 est rédigé comme suit :

"§ 3. En aucun cas, les agents de la force publique et les membres du personnel militaire visés au § 1er ne peuvent poursuivre des fins punitives".

Le paragraphe n'est pas nécessaire car il résulte manifestement des dispositions déterminant les cas où ils peuvent user des moyens de défense que les agents de la force publique ne peuvent le faire à des fins punitives. Si le Gouvernement juge utile de maintenir la disposition examinée dans le but

.../...

de mettre les agents en garde contre un si grave abus, la préoccupation du Gouvernement pourrait être exprimée avec plus de force si le paragraphe était rédigé en ces termes :

"§ 3. L'usage par les agents de la force publique, de la force et des armes à des fins punitives est réprimé par les dispositions du Code pénal applicables selon le cas".

Article 50 (Article 3 du texte proposé).

I. Sous réserve des adaptations nécessaires, l'article 50, alinéa ler, reproduit, en substance, l'article 19, § 2, première partie, de la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie et littéralement l'article 171, alinéa ler, que le projet de loi sur la police communale tend à insérer dans la loi communale.

De même sous réserve des adaptations nécessaires, l'article 50, alinéa 2, reproduit en substance l'article 19, § 2, seconde partie, de la loi du 2 décembre 1957. Par ailleurs, l'article 50, alinéas 2 et 3, correspond à l'article 171, alinéa 2, que le projet de loi sur la police communale tend à insérer dans la loi communale.

II. L'article 50, alinéa 2, subordonne l'usage des armes à feu à une réquisition de l'autorité civile responsable du maintien de l'ordre et à un double avertissement préalable.

Il peut être déduit du principe de la primauté de l'autorité civile, des précédents législatifs et de l'économie des dispositions du projet que c'est seulement au cas où l'autorité civile responsable du maintien de l'ordre n'est pas présente sur les lieux, qu'il appartient au "plus haut gradé"

.../...

de la force publique de faire le double avertissement imposé. Cette précision devrait être inscrite dans le texte. Par ailleurs, la désignation du "plus haut gradé" n'est pas adéquate dans le cas où plusieurs corps distincts de la force publique concourent au rétablissement de l'ordre et où les membres de ces corps portent des grades distincts entre lesquels on ne peut discerner de hiérarchie. Il en est ainsi, les uns vis-à-vis des autres, des membres de la gendarmerie et des membres de la police communale.

III. L'article 50, alinéa 3, indique avec précision comment doivent être appliquées certaines des règles énoncées à l'alinéa 2 mais il ne le fait que pour le cas où c'est seule la police communale qui est chargée d'agir.

L'article devrait être complété par une disposition réglant le cas où le bourgmestre se voit obligé non seulement d'ordonner l'intervention de la police communale, mais, en outre, de requérir la gendarmerie.

L'article devrait également être complété par des dispositions réglant les cas où ce sont des autorités civiles autres que le bourgmestre qui requièrent la gendarmerie : le Ministre de l'Intérieur (loi du 2 décembre 1957, article 2, § 2), le gouverneur de la province (loi provinciale, articles 128 et 129), ou le commissaire d'arrondissement (même loi, article 139)

En conclusion, il y aurait lieu de revoir l'article compte tenu des observations qui précèdent.

.../...

Article 51.

L'article, qui rend les articles 49 et 50 applicables "à tout détachement des autres forces armées appelé à intervenir avec la gendarmerie pour donner force à la loi", est superflu. En effet, ces "autres forces armées" sont déjà visées par les articles 49 et 50 du projet ainsi que par les articles 2 et 3 du texte proposé par le Conseil d'Etat, combinés avec l'article 1er.

Article 52.

Il y aurait évidemment lieu d'adapter les numéros des articles auxquels il est fait référence, au mode de présentation adopté pour les dispositions du titre IV.

Article 53.

1°

Il résulte de l'analyse des textes que la disposition énoncée au 1° tend en réalité à abroger les articles 6 et 7 du titre Ier (et non les articles 16 et 17) du décret des 8 et 10 juillet 1791 concernant la conservation et le classement des places de guerre et postes militaires, la police des fortifications et autres objets y relatifs.

.../...

2°

La disposition énoncée au 2° abroge les articles 5, 25, 26 et 27 du décret des 26 (et 27) juillet - 3 août 1791 relatif à la réquisition et à l'action de la force publique contre les attroupements.

Pour éviter la persistance d'une certaine dispersion des textes et le maintien en vigueur partiel de dispositions modifiées dans une large mesure de manière implicite par les profonds changements apportés à l'organisation administrative, il serait préférable d'abroger également les articles 28 et 29 dudit décret.

Il appartiendra au Gouvernement et aux Chambres législatives d'apprécier s'il est utile ou non de compléter le présent projet par des dispositions reproduisant, sous réserve des adaptations nécessaires, certaines des règles énoncées aux articles 28 et 29 précités.

3°

La disposition énoncée au 3° porte abrogation de l'article 106 de la loi communale; l'abrogation de cet article est déjà prévue par l'article 7, 3°, du projet de loi sur la police communale.

.../...

Titre V. (devenant, selon le texte proposé, la loi sur le maintien de l'ordre à l'intérieur des bâtiments affectés à l'administration de la justice).

Comme l'indique l'exposé des motifs, le titre V du présent projet reprend, en substance, un projet de loi antérieur, au sujet duquel le Conseil d'Etat a donné un avis le 20 mars 1985 sous le numéro L. 16.445/2; l'exposé des motifs ajoute que cet avis est reproduit en annexe.

Dans l'élaboration du titre V du présent projet, le Gouvernement a très largement tenu compte des observations faites par le Conseil d'Etat.

Article 54.

L'article est rédigé comme suit :

"Article 54. Par maintien de l'ordre, on comprend la prévention des atteintes à l'exercice de la justice à l'intérieur des bâtiments affectés à l'administration de la justice".

L'insertion de l'article fait suite à l'observation émise par le Conseil d'Etat dans son avis relatif au projet antérieur, au sujet de l'étendue du pouvoir conféré aux autorités du

.../...

ministère public : le Conseil d'Etat posait notamment la question de savoir si ce pouvoir comprenait celui de prendre des mesures préventives (1). L'article 54 du projet donne une réponse affirmative. Mais il est rédigé en des termes trop étroits. En effet, au sens du titre V, le maintien à l'ordre comprend non seulement la prévention des atteintes de l'ordre à l'intérieur des bâtiments affectés à l'administration de la justice, mais aussi la répression de ces atteintes. Par ailleurs, on peut concevoir qu'il se produise, à l'intérieur des bâtiments dont il s'agit, notamment dans les salles des pas perdus ou les couloirs, des désordres qui ne porteraient pas atteinte à l'exercice même de la justice mais que les autorités visées devraient avoir le pouvoir de prévenir et de réprimer. La disposition devrait être revue.

Article 55.

Alinéa 1er.

Dans le texte introductif de l'alinéa 1er, il y a lieu d'écrire, conformément à l'usage, non "aux articles 181, 267, deuxième alinéa, ...", mais "aux articles 181, 267, alinéa 2".

.../...

---

(1) Voir dans l'avis du Conseil d'Etat "OBSERVATIONS RELATIVES A L'OBJET DU PROJET - I. Quant à l'étendue du pouvoir conféré".

Alinéa 3.

Cet alinéa est rédigé comme suit :

"En cas de menace d'atteintes graves à l'exercice de la justice, les autorités précitées peuvent requérir la force publique".

Les mots "en cas de menace d'atteintes graves à l'exercice de la justice" donnent à la disposition une portée trop restrictive, qui ne correspond sans doute pas aux intentions des auteurs du projet. Il paraît bien que les autorités visées peuvent requérir la force publique dans des cas où elles n'ont pas de raison de craindre des troubles mais où elles jugent l'intervention de la force publique nécessaire pour canaliser la foule et éviter des bousculades, notamment à l'occasion d'une audience à laquelle on doit prévoir l'assistance de très nombreuses personnes.

Alinéa 4.

L'alinéa 4 règle, conformément à une suggestion du Conseil d'Etat (1), le cas du magistrat qui se trouve en un lieu où l'ordre est menacé et qui est dans l'impossibilité d'alerter l'autorité judiciaire compétente : il l'autorise à prendre lui-même les mesures immédiates nécessaires. Cet alinéa serait mieux rédigé comme suit :

"Le magistrat qui se trouve à l'intérieur d'un bâtiment ou d'une partie de bâtiment affecté à l'administration de la justice où l'ordre public est gravement menacé, prend les mesures immédiates que commande la situation et requiert, le cas échéant, l'intervention de la force publique, s'il lui est matériellement impossible d'aviser les autorités judiciaires énumérées à l'alinéa 1er".

.../...

---

(1) Voir dans l'avis du Conseil d'Etat "OBSERVATIONS RELATIVES A L'OBJET DU PROJET- V. Quant à la praticabilité du système du projet"

Titre VI (devenant, selon le texte proposé, la loi sur les entreprises de gardiennage et de sécurité).

Article 57.

Cet article, qui ne fait que paraphraser l'intitulé du titre, est inutile.

Article 58.

La définition des entreprises de gardiennage et de sécurité donnée aux a, b et c de l'alinéa 1er manque de précision.

Pris à la lettre, ce texte s'appliquerait à de nombreuses entreprises que le Gouvernement n'a certainement pas l'intention de viser, notamment l'entreprise de garde-meuble, de déménagement, de serrurerie ou d'installation de coffre-fort.

Un élément caractéristique des entreprises que, selon l'exposé des motifs, le Gouvernement a l'intention de viser est le recours à une personne qui a pour mission exclusive d'assurer la sécurité des personnes et des biens par sa présence physique, son équipement et, éventuellement, ses armes. Cet élément devrait apparaître clairement dans la définition des entreprises soumises à la loi en projet.

Le projet soumet au même régime que les entreprises qui exercent des activités de gardiennage, celles dont l'activité consiste dans la conception ou l'installation de

.../...

systèmes d'alarme, alors qu'il existe entre ces deux types d'entreprises des différences importantes et que notamment le contrôle qui devra être exercé sur les unes et sur les autres sera de nature différente.

Il résulte de cette assimilation, et notamment de l'article 60 qui interdit aux entreprises d'exercer d'autres activités que celles pour lesquelles elles ont obtenu une autorisation que, par exemple, un installateur-électricien ne pourra plus placer un système d'alarme, si ce n'est en demandant une autorisation ce qui l'obligera à renoncer à ses autres activités.

Il appartiendra au Gouvernement et aux Chambres législatives d'apprécier s'il n'y a pas lieu d'exclure du champ d'application de la loi en projet des systèmes d'alarme qui pourraient être placés par certains commerçants ou artisans.

On peut aussi se demander s'il n'y a pas lieu de préciser que les systèmes d'alarme visés par le projet sont uniquement ceux qui sont destinés à alerter des dangers de vol ou d'agression et non pas ceux qui préviennent d'autres dangers, comme par exemple l'incendie ou la pollution.

Les dispositions du projet qui concernent les systèmes d'alarme devraient, en raison des observations qui précèdent, faire l'objet d'un chapitre distinct.

Article 59.

L'alinéa ler de cet article impose aux entreprises de gardiennage et de sécurité d'obtenir préalablement une

.../...

autorisation délivrée par le Ministre de l'Intérieur après avis du Ministre de la Justice. Le texte ne dit pas "avis conforme", ce qui implique que l'avis du Ministre de la Justice ne lie pas son collègue de l'Intérieur.

L'alinéa 2 porte que :

"Cette autorisation est octroyée pour une durée maximale de trois ans".

On peut se demander quelle est la raison de la durée très limitée de validité de l'autorisation et si elle n'aboutira pas à donner une sorte de privilège aux entreprises existantes. La loi en projet contient en effet un article 73 accordant un délai d'un an à celles-ci pour demander une autorisation conformément aux prescriptions nouvelles. Il est hors de doute qu'elles le feront toutes pour pouvoir continuer à tirer profit des investissements qu'elles ont faits et qui peuvent être très élevés, notamment pour l'achat de véhicules blindés. Mais un nouvel entrepreneur hésitera à engager le même capital sans avoir la certitude de pouvoir en tirer profit plus de trois ans.

La durée limitée des autorisations pourrait se justifier par le souci de permettre au Ministre de mettre fin à l'activité d'une entreprise qui ne respecte pas les conditions de l'autorisation.

On peut cependant se demander si une telle précaution se justifie dans le cadre de la loi en projet, puisque l'article 70 de celle-ci permet au Ministre de l'Intérieur, après avis du Ministre de la Justice, de suspendre

.../...

pour une durée d'un à six mois, et même de révoquer définitivement l'autorisation prévue à l'article 59, notamment en cas de non-respect des dispositions de la nouvelle loi et des arrêtés d'exécution de celle-ci, le tout, sans préjudice des sanctions pénales prononcées en application de l'article 71 du projet.

L'alinéa 3 porte que :

"Elle (l'autorisation) est révocable et peut être renouvelée pour une période similaire".

Cet alinéa pourrait donner à croire que l'autorisation est révocable de manière discrétionnaire et à tout moment, alors que, selon l'article 70, elle ne peut être révoquée que dans deux cas :

1° le cas déjà cité de non-respect des dispositions légales et réglementaires et,

2° le cas "où l'entreprise autorisée se livrerait à des activités incompatibles avec l'ordre public, ou la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat".

Selon l'exposé des motifs, l'autorisation ne peut être révoquée que dans les cas prévus par l'article 70. Dès lors, la mention de l'alinéa 3 relative à la révocation des autorisations doit être supprimée.

Aux termes de l'alinéa 5, "l'autorisation ne confère aucun caractère officiel".

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la portée juridique de pareille disposition. En rappelant que l'entreprise et les personnes qu'elle engage n'auront aucune compétence

de police administrative ou judiciaire, le texte écarte suffisamment tout risque de confusion.

Article 60.

Au sujet de l'alinéa ler, le Conseil d'Etat renvoie à l'observation qu'il a faite sous l'article 58.

L'alinéa 2 impose aux personnes morales exerçant les activités visées par ce titre VI d' "être constituées suivant les dispositions prévues par le droit belge", ce qui revient à interdire aux sociétés étrangères d'exercer ces activités en Belgique à moins qu'elles ne créent, à cet effet, une filiale de droit belge. En ce qu'elle concerne les sociétés constituées en conformité de la législation d'un Etat membre de la Communauté européenne et ayant leur siège statutaire, leur administration centrale ou leur principal établissement à l'intérieur de cette Communauté, cette prescription n'est pas compatible avec les articles 53, 58 et 62 du Traité instituant la Communauté économique européenne. Sans doute, l'article 55 du même Traité prévoit-il une exception aux articles 53 et 58 pour les activités participant même à titre occasionnel à l'exercice de l'autorité publique, mais cette exception ne peut être invoquée en l'espèce.

Article 61.

Cet article fixe quatre conditions à remplir par la personne qui dirige pour son compte ou pour compte d'autrui, une entreprise de gardiennage et de sécurité. Selon le délégué du Ministre, le mot "dirigeant", au début de cet article, ne vise pas les administrateurs d'une société

commerciale de gardiennage ou de sécurité mais uniquement la personne, membre ou non du conseil d'administration qui assure la gestion journalière de l'entreprise et qui peut donc être soit un administrateur délégué, soit un directeur appointé. Toujours selon le délégué du Ministre, le mot "gérant", dans la même phrase, est suivi des mots "de droit ou de fait" pour éviter la possibilité de recourir à un prête-nom : le directeur désigné comme tel remplirait les conditions prévues par l'article 61 mais la gestion effective serait confiée à un subalterne qui lui, ne remplit pas les conditions mais serait le vrai maître de l'entreprise.

On peut se demander si cet article ne vise qu'une seule personne par entreprise ou s'il peut, du moins dans certaines entreprises, viser simultanément plusieurs personnes qui y exercent des fonctions de direction.

Dans le premier cas, le Conseil d'Etat suggère de rédiger le début de l'article de la manière suivante :

"La personne qui assure la direction effective de l'entreprise doit satisfaire aux conditions suivantes :".

Dans le second cas, il suggère la rédaction suivante :

"Les personnes qui assurent..., doivent....".

Parmi les quatre conditions, celle du 2° (être de nationalité belge) pose, comme l'article 60, alinéa 2, un problème de compatibilité avec les stipulations du Traité de Rome du 25 mars 1957. En tant qu'elle vise une personne

.../...

physique qui exploite pour son propre compte une entreprise de gardiennage et de sécurité, cette condition est contraire à l'article 53 ou à l'article 62 de ce Traité; en tant qu'elle vise le gérant employé appointé de l'entreprise, elle est contraire à l'article 48 du même Traité.

Le 2° doit, dès lors, être rédigé comme suit :

"2° être ressortissant d'un Etat membre des Communautés européennes;".

Le 3° serait mieux rédigé comme suit :

"3° avoir son domicile ou, à défaut de domicile, sa résidence habituelle en Belgique;".

Le 4° impose aux personnes visées de "ne pas exercer des activités incompatibles avec l'objet de l'entreprise". Ni le texte, ni l'exposé des motifs ne précise ce qu'il faut entendre par "activités incompatibles avec l'objet de l'entreprise". Le projet doit être complété. Il est, en effet, indispensable que la personne qui assure la direction de l'entreprise sache quelles sont les activités qui lui sont interdites.

Article 62.

L'article 61 fixe les conditions à remplir par le dirigeant d'une entreprise. L'article 62 charge le Roi de fixer les conditions à remplir par les membres du personnel de cette entreprises, mais le texte français de cet article utilise pour les désigner l'expression : "les personnes engagées travaillant pour le compte d'entreprises autorisées ...", tandis que le texte néerlandais est rédigé dans les termes suivants :

"de aangeworven of de voor rekening van erkende ondernemingen werkende personen". L'exposé des motifs donne, aussi bien en français qu'en néerlandais, le commentaire suivant : "Les conditions auxquelles doivent répondre les personnes engagées ou travaillant pour le compte des entreprises concernées par la présente loi seront fixées par arrêté royal", ce qui correspond au texte néerlandais de l'article.

Selon le délégué du Ministre, c'est la version néerlandaise qui correspond à l'intention du Gouvernement, qui a voulu viser deux hypothèses différentes : le cas des membres du personnel engagés directement et rémunérés par l'entreprise et le cas des membres du personnel d'un sous-traitant qui travaillent donc pour le compte de l'entreprise mais sans avoir été engagés par celle-ci.

Celui qui exerce à titre individuel les activités mentionnées à l'article 58 travaille pour sa propre entreprise. Il est inutile de viser expressément ce cas à l'article 62.

Compte tenu des observations qui précèdent, le texte suivant est proposé :

"Article ... .-

Le Roi fixe les conditions auxquelles doivent répondre les personnes qui travaillent au service ou pour le compte d'une entreprise autorisée".

.../...

Article 63.

Au paragraphe 1er, les mots "Ces personnes" doivent être remplacés par les mots "Les personnes visées à l'article (62) ...".

Au même paragraphe 1er, il conviendrait de remplacer les mots "ne peut être sujet à confusion ..." par les mots "ne peut prêter à confusion ...".

La première phrase du paragraphe 2, alinéa 1er, qui affirme l'application du droit commun, est superflue.

La seconde phrase du même alinéa comporte en réalité une habilitation donnée au Roi de déterminer, par voie de règlement, quelles sont les armes que les personnes visées à l'article 62 pourront porter en service. Il va de soi que l'autorité qui délivrera le permis sur base de l'article 13 du projet devra tenir compte des prescriptions du règlement qui sera arrêté par le Roi.

La rédaction suivante est proposée pour le paragraphe 2, alinéa 1er :

"Le Roi détermine les armes pour lesquelles ces personnes peuvent demander un permis de port d'armes en vue de l'exercice de leurs activités pour le compte de l'entreprise".

Au paragraphe 3, alinéa 2, il y a discordance entre le texte français, qui parle de "service de police", et le texte néerlandais, qui parle de "openbare macht". L'intention du Gouvernement est sans doute de viser à la fois les services de police et ceux de la gendarmerie.

Il est proposé de rédiger le paragraphe 3, alinéas ler et 2, comme suit :

"L'entreprise délivre à ces personnes une carte de légitimation dont le modèle est déterminé par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique.

Cette carte doit être présentée à toute réquisition d'un membre d'un service de police ou de gendarmerie et, si son titulaire exerce son activité en tenue civile, à la demande de toute personne faisant l'objet de son intervention".

Les conventions collectives de travail peuvent être obligatoires pour une entreprise, même si elles ne sont pas obligatoires pour l'ensemble des entreprises. Le texte suivant est dès lors proposé pour le paragraphe 4 :

"§ 4. Sans préjudice des conventions collectives de travail, le Roi peut fixer des normes relatives à l'équipement des entreprises".

Au paragraphe 5, les mots "ne peuvent être sujets à confusion ..." sont à remplacer par les mots "ne peuvent prêter à confusion ...".

.../...

Article 64.

A l'alinéa 2, il y aurait lieu de préciser qu'il s'agit de "toute demande d'information relative à leurs activités".

Il est proposé de rédiger cet alinéa de la manière suivante :

"Les entreprises autorisées répondent à toute demande d'information relative à leurs activités émanant des autorités administratives et judiciaires".

Article 65.

Il y a lieu de rédiger le début de l'article comme suit :

"La personne qui assure la direction effective de l'entreprise autorisée communique à la police tous les éléments susceptibles de conduire à l'identification des auteurs d'infractions dont les membres du personnel de l'entreprise prennent connaissance ...".

Article 66.

Dans la première phrase, il y a une discordance entre le texte du projet et l'exposé des motifs, le texte interdisant aux entreprises "d'intervenir dans le déroulement d'un conflit politique ou du travail", alors que l'exposé des motifs admet certaines interventions "même lors d'un conflit".

Les intentions des auteurs du projet devraient être précisées dans le texte du projet.

.../...

La seconde phrase devrait faire l'objet d'un alinéa distinct. Il est par ailleurs proposé d'y insérer le mot "philosophiques" entre les mots "politiques" et "religieuses".

Article 67.

Le pouvoir d'exécuter la loi étant attribué au Roi et non au Ministre, il est proposé de rédiger cet article de la manière suivante :

"Article ... .-

Le Roi organise le contrôle par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique du respect, par les entreprises autorisées, des prescriptions de la présente loi (du présent titre) et de ses arrêtés d'exécution".

+

Dans l'intitulé néerlandais du chapitre 4, il convient d'écrire "opheffingsbepalingen" au lieu de "intrekkingsbepalingen".

Article 68.

La réglementation à établir par le Roi doit s'appliquer, d'une part, aux systèmes d'alarme fournis et installés par une entreprise autorisée de gardiennage et de sécurité et, d'autre part, aux systèmes d'alarme vendus ou loués à des particuliers par des commerçants et placés par les soins de l'acquéreur.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article ... .-

Le Roi fixe les normes techniques auxquelles doivent répondre les systèmes d'alarme installés par des entreprises autorisées et ceux qui sont vendus, loués, offerts en vente ou en location par d'autres entreprises, ainsi que les conditions d'installation et d'utilisation de ces systèmes".

.../...

Article 69.

Cet article pourrait être plus brièvement et aussi clairement rédigé comme suit :

"Article ... .-

Tout document émanant d'une entreprise autorisée doit mentionner l'autorisation accordée conformément à l'article ...".

Article 70.

Pour se conformer à la terminologie de l'article 59 du projet, il y a lieu de prévoir que l'autorisation peut être "révoquée" et non pas "retirée".

La rédaction suivante est proposée :

"Article ... .-

Sans préjudice de l'article ... de la présente loi, le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique peut, après avis du Ministre de la Justice, suspendre pour une période d'un à six mois l'autorisation prévue à l'article ..., ou la révoquer :

1° si l'entreprise autorisée ne respecte pas les dispositions de la présente loi (du présent titre) et de ses arrêtés d'exécution;

2° si l'entreprise autorisée se livre à des activités incompatibles avec l'ordre public ou la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat".

.../...

Article 71.

A l'alinéa 1er, les mots "de la présente loi" ne peuvent être maintenus que si le Gouvernement suit la suggestion du Conseil d'Etat concernant la présentation du projet.

Si l'intention du Gouvernement était de rendre le chapitre VII et l'article 85 du Livre Ier du Code pénal applicables, l'alinéa 2 devrait être rédigé de la manière suivante :

"Les dispositions du Livre Ier du Code pénal, y compris le chapitre VII et l'article 85, sont applicables aux infractions prévues par la présente loi (par le présent titre) et par ses arrêtés d'exécution".

Article 72.

La référence à l'article 10 de la loi du 19 décembre 1854 contenant le Code forestier est à supprimer. C'est l'article 177 de ce Code qui fixe le statut des gardes forestiers particuliers. L'article 10 fixe la condition d'âge requise pour les gardes de l'Administration des eaux et forêts, soit vingt-cinq ans avec possibilité de dérogation en faveur des candidats ayant au moins vingt et un ans; l'article 177 rend la dérogation prévue à l'article 10, alinéa 2, applicable aux gardes particuliers.

.../...

La rédaction suivante est proposée :

"Article ... .-

La présente loi (Le présent titre) n'est pas applicable aux gardes particuliers visés par l'article 177 de la loi du 19 décembre 1854 contenant le Code forestier, les articles 61, 62 et 63 de la loi du 7 octobre 1886 contenant le Code rural, et l'article 31 de la loi du 1er juillet 1954 sur la pêche fluviale".

Article 73.

La référence à l'article 59 du projet dans cet article implique, semble-t-il, que les entreprises de gardiennage et de sécurité fonctionnant sous le couvert d'une dérogation accordée conformément à l'article 1er, alinéa 2, de la loi du 29 juillet 1934 devront introduire une demande d'autorisation en vertu de l'article 59 précité dans un délai d'un an, même si la durée de la dérogation expire plus d'un an après la publication de la nouvelle loi et des arrêtés royaux d'exécution.

Le point de départ du délai d'un an prévu à l'article est la publication au Moniteur belge des arrêtés royaux pris en exécution des articles 59 et 62 du projet. Les mesures à prendre en vertu de ces articles de la loi en projet pourront faire l'objet de plusieurs arrêtés royaux qui seront publiés à des dates différentes. Le projet laisse ainsi incertaine la date d'expiration du régime transitoire.

.../...

La rédaction suivante est proposée :

"Article ... .-

Les entreprises qui, au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi (du présent titre) bénéficient d'une exception accordée sur base de l'article 1er, alinéa 2, de la loi du 29 juillet 1934 interdisant les milices privées et complétant la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes, et au commerce des munitions, disposent d'un délai d'un an à compter du jour de la publication au Moniteur belge de l'arrêté royal pris en exécution de l'article ... pour se conformer à la présente loi (au présent titre)".

Article 74.

La rédaction suivante est proposée :

"Article ... .-

L'article 1er, alinéa 2, de la loi du 29 juillet 1934 interdisant les milices privées et complétant la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes, et au commerce des munitions, est remplacé par la disposition suivante :

"Cette interdiction ne s'applique pas aux entreprises autorisées conformément à la loi du ... sur les entreprises de gardiennage et de sécurité (au titre VI de la loi du ... portant diverses mesures visant à renforcer la sécurité des citoyens)".

+

+ +

/

Titre VII (devenant, selon le texte proposé, une loi portant modification de la loi communale).

Article 75.

Cet article donne pouvoir au Roi d'organiser une inspection nationale et provinciale de la police communale mais ne précise pas quelle sera la mission de cette inspection.

Ce n'est que dans l'exposé des motifs que l'on trouve quelques indications concernant cette mission.

C'est dans la loi elle-même que la mission de cette inspection nationale et provinciale doit être déterminée.

Le texte de l'article 75 du projet doit donc être revu et complété.

Au surplus, la disposition créant cette inspection devrait être insérée dans la loi communale.

Compte tenu de la modification que le projet de loi sur la police communale (Sénat, session 1984-1985, doc. 907, n° 1) tend à apporter à la loi communale, la disposition nouvelle trouverait sa place dans le chapitre IV du titre III de cette loi, sous un article 202.

VOORAFGAANDE OPMERKINGEN.

Het ontwerp brengt in één enkele wet bepalingen bijeen die een regeling instellen voor zeer uiteenlopende aangelegenheden welke onderling enkel gemeen hebben dat ze rechtstreeks of onrechtstreeks betrekking hebben op de veiligheid van de burgers. Een aantal van die bepalingen zijn eerder gericht op de bescherming van de persoonlijke levenssfeer (Titel II : artikelen 33 tot 37, 39 tot 47; Titel III : artikel 48).

De bepalingen van het ontwerp zijn, naargelang van de materies die zij regelen, over zeven titels verdeeld. Wegens de grote verscheidenheid van die materies zou het echter verkieslijk zijn afzonderlijke wetten te maken, en zo te vermijden dat een wet met onvoldoende homogene inhoud tot stand zou komen. Aan deze werkwijze zou onder meer het voordeel vastzitten dat elk van de wetten een opschrift zou kunnen krijgen dat, hoewel bondig, toch nauwkeurig en expliciet genoeg zou zijn. De beste oplossing zou er dus in bestaan het onderhavige ontwerp in verschillende ontwerpen te splitsen.

Mocht de Regering het echter om dwingende redenen nodig achten alle bepalingen van dit ontwerp samen ter bespreking en ter goedkeuring aan de Wetgevende Kamers voor te leggen, dan zou men, zoals hieronder nader wordt toegelicht, het onderhavige ontwerp moeten opvatten als een ontwerp dat verschillende op zichzelf staande wetten bedoelt

.../...

vast te stellen. Voor het geval dat de Regering van mening zou zijn dat het ontwerp niet gesplitst kan worden, stelt de Raad van State dan ook subsidiair voor een nieuwe inkleding te geven aan het ontwerp, zodat er verschillende wetten door worden vastgesteld.

Een inleidende titel zou de verschillende op zichzelf staande wetten opnoemen die elk door een titel van het ontwerp in onze rechtsordening zouden worden ingevoerd. Voor iedere wet zouden de artikelen vanzelfsprekend afzonderlijk moeten worden genummerd.

Titel I "Wapens en munitie" (artikelen 1 tot 32) regelt het vervaardigen van, het handel drijven in en het voorhanden hebben van wapens. Hij zou in de plaats moeten komen van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie; het in titel I opgenomen artikel 31 voorziet trouwens in de opheffing van die wet. Titel I zou de "wet op de wapens en munitie" vormen.

Titel II "Bescherming van de persoonlijke levenssfeer tegen het afluisteren en bespieden" (artikelen 33 tot 47) bevat in de meeste daarin opgenomen artikelen bepalingen die erop gericht zijn het afluisteren en opnemen van private gesprekken en mededelingen, alsook het bespieden van personen die zich bevinden in een niet voor het publiek toegankelijke plaats, te verhinderen en strafbaar te stellen. Artikel 38 van het ontwerp, dat een artikel 88bis in het Wetboek van Strafvordering invoegt, voorziet in een belangrijke afwijking van die regels doordat het de onderzoeksrechter

.../...

machtigt om in bepaalde gevallen en mits de erin voorgeschreven waarborgen voorhanden zijn, zodanige afluister-, opname- en bespiedingstechnieken toe te passen.

Titel III "Beteugeling van kwaadwillige telefoonoproepen" bevat slechts één artikel, artikel 48, waarvan de inhoud voldoende wordt omschreven door het opschrift van die titel.

Vermits aan artikel 48, dat titel III vormt, zoals aan de artikelen van titel II voornamelijk de bedoeling ten grondslag ligt de bescherming van de persoonlijke levenssfeer te verzekeren, zou dit artikel 48 in titel II moeten worden opgenomen. Die titel II zou de "wet op de bescherming van de persoonlijke levenssfeer tegen het onwettig afluisteren en bespieden en tegen de kwaadwillige telefoonoproepen" vormen.

Titel IV "Het gebruik van geweld en van wapens door de agenten van de openbare macht en bepaalde leden van de krijgsmacht" (artikelen 49 tot 53) (in de voorgestelde tekst wordt dit titel III) bedoelt gemeenschappelijke regels te stellen inzake gebruik van geweld en van wapens, voor alle agenten in dienst van het openbaar gezag die er eventuteel gebruik van zouden moeten maken, ongeacht het korps waartoe zij behoren : gemeentepolitie, gerechtelijke politie, leden van de rijkswacht en, wanneer zij belast zijn met een beschermingsopdracht (artikel 49) of met het herstellen van de orde (artikel 50), leden van andere krijgsmachtdelen dan de rijkswacht. Om de bij het onderzoek van deze titel opgegeven redenen, zou het opschrift van titel III van de voorgestelde tekst eenvoudiger als volgt kunnen luiden : "wet op het gebruik van geweld en van wapens door de agenten van de openbare macht".

.../...

Titel V "Ordehandhaving binnen de gebouwen die gebruikt worden voor de rechtsbedeling" (artikelen 54 tot 56) zou titel IV van het ontwerp worden. Hij wijst de autoriteiten aan die belast zijn met de ordehandhaving in de gebouwen die gebruikt worden voor de rechtsbedeling, en ruimer nog, in alle plaatsen waar de rechters en de leden van het openbaar ministerie hun ambt uitoefenen (artikel 56 dat artikel 763 van het Gerechtelijk Wetboek door een nieuwe tekst vervangt).

Titel IV van de voorgestelde tekst zou de "wet op de ordehandhaving in de gebouwen die gebruikt worden voor de rechtsbedeling" worden.

Titel VI "Bewakings- en beveiligingsondernemingen" (artikelen 57 tot 74) (in de voorgestelde tekst wordt dit titel V) stelt een geheel van regels vast voor de ondernemingen die tot ontwikkeling zijn gekomen met de toename van bepaalde vormen van criminaliteit en het groeiende gevoel van onveiligheid bij het publiek, met name de ondernemingen die een of meer van de in artikel 58 opgenoemde activiteiten uitoefenen. Het betreft hier meer bepaald diensten van "a) toezicht en bescherming van roerende of onroerende goederen; b) bescherming van personen; c) vervoer en begeleiding van fondsen, waarden ...; d) conceptie of installatie van alarmsystemen". Het ontwerp beoogt voor de bedoelde ondernemingen specifieke regels te stellen en ze vergunningsplichtig te maken. Titel V van de voorgestelde tekst zou de "wet op de bewakings- en beveiligingsondernemingen" vormen.

Titel VII "Inspectie van de gemeentelijke politie" (welke titel VI wordt) bevat slechts één artikel, artikel 75, dat de Koning ertoe machtigt een dienst voor inspectie van de

.../...

gemeentepolitie te organiseren. Vanwege zijn strekking hoort een dergelijk artikel thuis in de gemeentewet. Het opschrift van titel VI van de voorgestelde tekst zou dan ook als volgt luiden : "Wet houdende wijziging van de gemeentewet".

+

Gelet op het subsidiair voorstel dat de Raad van State hierboven met betrekking tot de inkleding van de teksten heeft geformuleerd, zou vooraan in het ontwerp een inleidende titel moeten worden opgenomen, luidend als volgt :

"Inleidende titel.

Enig artikel.

Titel I van deze wet vormt de wet op de wapens en munitie;

titel II vormt de wet op de bescherming van de persoonlijke levenssfeer tegen het onwettig afluisteren en bespieden en tegen de kwaadwillige telefoonoproepen;

titel III vormt de wet op het gebruik van geweld en van wapens door de agenten van de openbare macht;

titel IV vormt de wet op de ordehandhaving in de gebouwen die gebruikt worden voor de rechtsbedeling;

titel V vormt de wet op de bewakings- en beveiligingsondernemingen;

titel VI vormt een wet houdende wijziging van de gemeentewet".

+

+ +

.../...

BEPALEND GEDEELTE.

Titel I (die, volgens de voorgestelde tekst, de wet op de wapens en munitie wordt).

ALGEMENE OPMERKINGEN BETREFFENDE DEZE TITEL.

1. Het onderwerp van deze titel heeft aanleiding gegeven tot het sluiten van de Benelux-Overeenkomst inzake wapens en munitie, ondertekend te Brussel op 9 december 1970.

In zijn advies nr. L. 11.594/2 van 3 mei 1972 over het wetsontwerp houdende goedkeuring van die Overeenkomst, heeft de Raad van State, afdeling wetgeving, de volgende opmerking gemaakt :

> "De instemming die aan de Overeenkomst zal worden verleend en haar inwerkingtreding nadat zij door de Overeenkomstsluitende Staten zal zijn bekrachtigd, zullen de wetgever derhalve verplichten tot het wijzigen van de wet van 3 januari 1933 die thans ter zake geldt, of tot het vervangen van die wet voor zover haar bepalingen niet in overeenstemming zijn met die van de Overeenkomst en haar bijlage.
>
> Dit zal des te gemakkelijker kunnen geschieden daar thans bij de Wetgevende Kamers een ontwerp van wet aanhangig is tot vervanging van de wet van 3 januari 1933 (Gedr. St., Kamer, 1969-1970, 635, nr. 1, van het verval ontheven door de wet van 3 maart 1972)" (1).

.../...

---

(1) Gedr. St. Kamer, zitting 1971-1972, nr. 378/1, blz. 9.

Tot dusver heeft die Overeenkomst nog altijd niet de instemming verkregen van de Wetgevende Kamers. De Raad van State vestigt er de aandacht op dat, indien de Overeenkomst in werking zou treden, de hier besproken titel niet aan de eisen van die Overeenkomst zou beantwoorden.

2. Het plan van titel I volgt dat van de wet van 3 januari 1933 : hoofdstuk II stemt overeen met hoofdstuk I van de wet van 1933; de afdelingen 1 tot 5 van hoofdstuk III met de afdelingen 1 tot 6 van hoofdstuk II van de wet van 1933; afdeling 6 van hoofdstuk III met hoofdstuk III van de wet van 1933; hoofdstuk IV met hetzelfde hoofdstuk van de wet van 1933 enzovoort. Onder het opschrift "Algemene bepalingen" heeft men in een hoofdstuk I twee artikelen (de artikelen 1 en 2) samengebracht waarmee geen bepaling van de huidige wet overeenstemt, alsmede een artikel (artikel 3) dat de weergave is van artikel 12 van de wet van 3 januari 1933, gewijzigd bij artikel 5 van de wet van 29 juli 1934. Maar er staan ook algemene bepalingen in hoofdstuk VI, dat als opschrift heeft "Verscheidene bepalingen". Daardoor komt het dat er in hoofdstuk I een artikel 2 voorkomt dat betrekking heeft op het centraal wapenregister, en in hoofdstuk VI een artikel 25, § 1, dat ook betrekking heeft op dat register.

Van de andere kant is er een buitensporige toename van de onderverdelingen : zo bevatten de hoofdstukken I en II elk drie afdelingen met slechts een enkel artikel (1) en tellen de hoofdstukken VIII en IX slechts een enkel artikel.

.../...

---

(1) Afdeling IV van hoofdstuk II bevat ook maar één artikel, het zeer lange artikel 7, dat acht paragrafen telt.

Gelet op de hierboven gemaakte opmerkingen, geeft de Raad van State, met het oog op een beter begrip en een logischere schikking van de tekst, een grondige wijziging van de inrichting van de ontworpen bepalingen in overweging.

Ten einde de ontworpen wet aan te passen aan de bepalingen van de Benelux-Overeenkomst van 9 december 1970 en de Bijlage, ware het natuurlijk wenselijk geweest de wapens en de munitie in te delen zoals in de Bijlage bij genoemde Overeenkomst.

Sinds de wet van 3 januari 1933 zijn de wapens en de munitie evenwel ingedeeld in drie categorieën, namelijk de verboden wapens, de wapens waarvoor een vergunning is vereist en de overige wapens.

De Regering heeft blijkbaar niet de bedoeling thans die bekende indeling op te geven en het lijkt dan ook niet wenselijk die te wijzigen.

Het volgende schema wordt dan ook voorgesteld voor titel I :

Hoofdstuk I. Indeling van wapens en munitie.

Afdeling I. Categorieën van wapens en munitie (artikel 8 van het ontwerp).

Afdeling II. Bepalingen van toepassing op wapens en munitie behorende tot categorie I (artikel 9 van het ontwerp).

.../...

Afdeling III. Bepalingen van toepassing op wapens en munitie behorende tot categorie II (artikelen 10 tot 14 van het ontwerp).

Afdeling IV. Bepalingen van toepassing op wapens behorende tot categorie III (artikelen 15 en 16 van het ontwerp).

Afdeling V. Bepalingen gemeen aan de wapens en munitie behorende tot de categorieën II en III (artikelen 17 tot 20 van het ontwerp).

Hoofdstuk II. Wapencommissie (artikel 1 van het ontwerp).

Hoofdstuk III. Centraal wapenregister (artikelen 2 en 25, § 1, van het ontwerp).

Hoofdstuk IV. Collectieve oefeningen (artikel 3 van het ontwerp).

Hoofdstuk V. Erkenning.

Afdeling I. Voorwaarden en procedure (artikel 7 van het ontwerp).

Afdeling II. Economische bedrijvigheden met betrekking tot wapens en munitie (artikel 4 van het ontwerp).

.../...

Afdeling III. Wapens en munitie uit verzamelingen (artikelen 5 en 22, eerste lid, van het ontwerp).

Afdeling IV. Verenigingen en installaties voor de schietsport met vuurwapens (artikel 6 van het ontwerp).

Hoofdstuk VI. Strafbepalingen (artikel 21 van het ontwerp).

Hoofdstuk VII. Diverse bepalingen (artikelen 22, tweede en derde lid; 23; 24; 25, § 2; 26 en 27 van het ontwerp).

Hoofdstuk VIII. Overgangsbepalingen en slotbepalingen (artikelen 28 tot 32 van het ontwerp).

+

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN.

Artikel 1.

Dit artikel stelt een wapencommissie in, die ermee belast is aan de Koning of aan de Minister van Justitie adviezen te verstrekken, voordat individuele beslissingen genomen (zie artikel 7) of reglementaire besluiten vastgesteld worden.

.../...

In de Franse tekst van het eerste lid staat "près du Ministre de la Justice ...", terwijl in de Nederlandse tekst staat "bij het Ministerie van Justitie...".

Volgens de gemachtigde van de Minister, moet men in de Nederlandse tekst schrijven : "bij de Minister ...".

Aangezien de opdracht van de wapencommissie bepaald wordt in het derde lid, wordt voorgesteld het eerste lid als volgt te redigeren :

"Bij de Minister van Justitie wordt een wapencommissie ingesteld".

Het tweede lid bepaalt dat de wapencommissie voor de ene helft is samengesteld uit vertegenwoordigers van verschillende ministers en van de proefbank voor vuurwapens, en voor de andere helft uit gemachtigden van "de organisaties die representatief zijn voor de wapenhandel, de jacht, de schietsport en de verzamelaars". Mag worden aangenomen dat het woord "wapenhandel" slaat op alle wapenfabrikanten, wapenmakers en wapenhandelaars, de woorden "jacht", "schietsport" en "verzamelaars" daarentegen, kunnen kennelijk niet slaan op alle jagers, sportschutters en wapenverzamelaars.

Het tweede gedeelte van dat tweede lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"... en de proefbank voor vuurwapens, enerzijds, en van de organisaties die representatief zijn voor de wapenhandel, alsmede van de kringen van de jagers, de sportschutters en de wapenverzamelaars, anderzijds".

.../...

Het derde lid luidt als volgt :

"Buiten de gevallen vermeld in deze wet, verstrekt de Commissie, hetzij uit eigen beweging, hetzij op verzoek van de Minister van Justitie, adviezen betreffende iedere aangelegenheid van technische aard, die betrekking heeft op wapens en munitie".

Aldus omschreven, lijkt de taak van de commissie uiterst beperkt, althans indien de woorden "aangelegenheid van technische aard" strikt opgevat dienen te worden.

Gelet op de in de memorie van toelichting te kennen gegeven bedoeling, wordt de volgende redactie voorgesteld :

"De commissie verstrekt adviezen in de gevallen, vermeld in deze wet (deze Titel), alsmede, op verzoek van de Minister van Justitie of uit eigen beweging, over iedere aangelegenheid die betrekking heeft op de toepassing van deze wet (van deze Titel)".

De volgende redactie wordt voorgesteld voor het vierde lid :

"De Koning regelt de samenstelling en de werkwijze van de commissie bij in Ministerraad overlegd besluit".

.../...

Artikel 2.

Dit artikel voorziet in de oprichting van een centraal wapenregister.

Blijkbaar bedoelt de Regering met dit register te beschikken over een middel om op elk ogenblik te weten wie wettelijk in het bezit is van een wapen en van welk wapen.

Het ontwerp bepaalt niet nauwkeurig de gegevens, voornamelijk die betreffende de persoon, welke in het register zullen worden opgenomen.

Het ontwerp laat ook na, de personen en overheden aan te wijzen die toegang zullen krijgen tot de in het register opgenomen gegevens en deze zullen mogen gebruiken.

Volgens de memorie van toelichting "(...) zal (dit register) toegankelijk worden voor de rechterlijke overheden en de openbare machten".

Het ontwerp zou deze bepaling moeten overnemen met vermelding van de vertegenwoordigers van de openbare macht die dit recht zullen mogen uitoefenen.

Het tweede lid verplicht de "overheden die bevoegd zijn voor het afleveren van de vergunningen waarvan sprake in artikel 12" een kopie hiervan over te zenden aan het centraal wapenregister. Dit zijn de vergunningen om een wapen behorende tot de categorie II voorhanden te hebben; zij worden gewoonlijk afgegeven door de korpschef van de gemeentepolitie of door de commandant van de rijkswachtbrigade en uitzonderlijk door de Procureur des Konings bij de Rechtbank van eerste aanleg te Brussel. Ditzelfde lid verplicht de procureur des Konings een kopie van de vergunningen over te

.../...

zenden, in het geval bedoeld in artikel 15. Artikel 15 heeft echter betrekking op de wapens behorende tot categorie III en eist geen vergunning voor het voorhanden hebben van die wapens. Het artikel voorziet in het opmaken van twee documenten :

1° een getuigschrift, af te geven door de korpschef van de gemeentepolitie of de commandant van de rijkswachtbrigade, ten bewijze van de aangifte door degene die een wapen van categorie III wenst te verkrijgen;

2° een aangifte, door de overdrager van het wapen aan de procureur des Konings te richten met opgave van de identiteit van de verkrijger en de beschrijving van het wapen.

Men kan zich afvragen welk van deze twee documenten, waarvan geen enkel een vergunning is, aan het centraal wapenregister moet worden overgelegd.

Artikel 2 zou ook rekening moeten houden met de gevallen vermeld in artikel 30, § 1 en § 2, en preciseren wat in elk van die gevallen aan het centraal wapenregister moet worden medegedeeld.

Het derde lid stelt de Koning in de mogelijkheid te bepalen welke "andere gegevens" in het centraal register kunnen worden opgenomen.

De Regering zou de aard van de gegevens betreffende de wapens en munitie, die de Koning aldus in het register kan laten opnemen, nader moeten bepalen. Naar gelang van de aard

.../...

van de gezamenlijke gegevens die aldus kunnen worden ingenomen en het gebruik dat er kan van gemaakt worden, zal men zich kunnen afvragen of er geen maatregelen moeten worden genomen ter bescherming van bepaalde aspecten van de persoonlijke levenssfeer van de burgers op wie die inlichtingen betrekking hebben.

Opdat het register werkelijk doeltreffend kan zijn, zou het ontwerp eveneens de maatregelen moeten bepalen die moeten worden genomen wanneer een vergunning wordt ingetrokken of gewijzigd, of wanneer ze doelloos wordt.

Artikel 3.

Dit artikel neemt de tekst over van artikel 12 van de wet van 3 januari 1933, zoals het door de wet van 27 juli 1934 werd gewijzigd; het voegt er de woorden "Onverminderd de toepassing van artikel 6" aan toe.

Letterlijk opgevat zou dit artikel elke collectieve oefening, zelfs zonder wapens gehouden en enkel bedoeld om het gebruik van geweld te onderrichten, verbieden.

Deze tekst, welke van 1934 dagtekent en ingevoegd was in een afdeling "Oorlogswapens", doelde waarschijnlijk op het gebruik van geweld met het oog op het lichamelijk uitschakelen van de tegenstander.

.../...

Zoals hij in het ontwerp voorkomt, zou de tekst zo kunnen worden uitgelegd dat hij toepasselijk is op bepaalde sporttakken en bepaalde verweeroefeningen die men sedert 1934 is gaan beoefenen.

Artikel 4.

Er is een discrepantie in het eerste lid tussen de Nederlandse tekst die de woorden "enig vuurwapen" gebruikt, en de Franse tekst waarin sprake is van "toutes armes".

In dit eerste lid vervange men de woorden "enig vuurwapen" door het woord "wapens", tenzij de Regering alleen "vuurwapens" bedoelt.

Aan het slot van het tweede lid van de Franse tekst zouden de woorden "de toutes armes ou munitions" vervangen moeten worden door de woorden "d'armes ou de munitions" of door de woorden "d'armes à feu ou de munitions".

In de Nederlandse tekst schrijve men, als de Regering het zo bedoelt, "vuurwapens of munitie" in plaats van "wapens of munitie".

Artikel 5.

Dit artikel maakt het recht om een verzameling van wapens behorende tot categorie II voorhanden te hebben, afhankelijk van erkenning door de Minister van Justitie. Het

.../...

eist geen erkenning voor het voorhanden hebben van een verzameling van wapens of munitie behorende tot categorie I, om de eenvoudige reden dat het voorhanden hebben van enig wapen of munitie van deze categorie volstrekt verboden is (zie artikel 9 van het ontwerp). Het eist evenmin een erkenning voor het voorhanden hebben van een verzameling van wapens behorende tot categorie III, maar dan om een andere reden, namelijk dat voor het voorhanden hebben van een tot deze categorie behorend wapen geen enkele vergunning maar alleen een voorafgaande aangifte vereist is (zie artikel 15 en artikel 30, § 2, van het ontwerp) : het zou dus, voor degene die een wapenverzameling wenst aan te leggen, volstaan een nieuwe aangifte te doen telkens als hij zich een nieuw wapen wil aanschaffen.

Wapens en munitie die bestemd zijn voor wapenrekken en die bedoeld zijn in artikel 22, eerste lid, van het ontwerp, vormen een bijzondere categorie van wapens voor verzamelingen. De daarop toepasselijke regeling zou beter opgenomen worden in de afdeling betreffende de verzamelingen.

De tekst van artikel 5 van het ontwerp preciseert niet welke de gevolgen van de erkenning zijn. Men kan er niet uit opmaken of de erkenning gelijkstaat met een vergunning voor het voorhanden hebben van bepaalde wapens, dan wel of zij machtiging inhoudt om alle wapens behorende tot categorie II voorhanden te hebben.

In de eerste veronderstelling moet de erkende verzamelaar blijkbaar een nieuwe erkenning aanvragen bij elke wijziging van de inhoud van zijn verzameling.

.../...

Artikel 6.

Het eerste lid bepaalt dat de verenigingen en de uitbaters van installaties voor de schietsport erkend moeten zijn door de Minister van Justitie, maar preciseert niet welke de gevolgen van die erkenning zijn.

Volgens de gemachtigde van de Minister zullen de verenigingen en de uitbaters van installaties voor de schietsport dank zij die erkenning :

1° schietoefeningen mogen inrichten;

2° in categorie II gerangschikte vuurwapens en voor deze wapens bestemde munitie mogen aankopen;

3° in categorie II of categorie III gerangschikte vuurwapens en munitie die hen toebehoren of die toebehoren aan hun leden of klanten mogen opslaan.

Deze gevolgen van de erkenning zouden in het ontwerp moeten worden vermeld.

Artikel 6 van het ontwerp vermeldt enkel het schieten met vuurwapens. Er zal dus geen erkenning vereist worden van de boogschuttersverenigingen noch van de exploitanten van kermisschiettenten indien deze slechts over luchtkarabijnen beschikken, wat meestal het geval is. Als men daarentegen op de tekst teruggaat, zoals die door de gemachtigde van de Minister op dit punt is bevestigd, zou zelfs voor de verenigingen die gewoonlijk de schietsport beoefenen met in categorie III gerangschikte wapens een erkenning vereist zijn indien het om vuurwapens gaat.

.../...

Bovendien doelt de ontworpen wet niet op de occasionele inrichters van schietsportoefeningen, zoals het kleiduifschieten.

Het lijkt overdreven van de inrichter van occasionele schietsportoefeningen een erkenning door de Minister van Justitie te eisen. Het is evenwel zaak van de Regering en van de Wetgevende Kamers uit te maken of deze schietoefeningen niet aan een vergunningsregeling moeten worden onderworpen. Zo ja, dan zou moeten worden bepaald door welke overheid de vergunning wordt afgegeven.

Anderzijds behoort de Franse tekst van het eerste lid in de onvoltooid tegenwoordige tijd te worden gesteld.

Het tweede lid van hetzelfde artikel bepaalt :

"Personen die één van de in artikel 7, § 3, bedoelde veroordelingen hebben opgelopen mogen niet als lid van deze verenigingen aangenomen worden".

Volgens de gemachtigde van de Minister zou de sanctie op dit verbod bestaan in het weigeren van de erkenning of in het intrekken ervan, indien het veroordeelde lid tot de vereniging toetreedt nadat deze erkend is. Deze sanctie zou in de wet nader moeten worden omschreven. Een bepaling in die zin zou in artikel 7 van het ontwerp moeten worden opgenomen.

In hetzelfde tweede lid zouden de woorden "die één van de in artikel 7, § 3, bedoelde veroordelingen hebben opgelopen" vervangen moeten worden door de woorden "die een veroordeling hebben opgelopen of ten aanzien van wie een van de maatregelen is genomen als bedoeld in ...".

.../...

Artikel 7.

In de Franse tekst van dit artikel en in de volgende artikelen waarin het woord "agréation" gebruikt is, moet dit worden vervangen door het woord "agrément".

Artikel 7 is zo lang dat het verkieslijk zou zijn van elke paragraaf een afzonderlijk artikel te maken.

+

Paragraaf 1.

In het eerste lid schrijve men "de procureur des Konings van het arrondissement" en niet "de procureur des Konings van de plaats".

In hetzelfde eerste lid lijken de woorden "in voorkomend geval" te doelen op het geval dat de verzoeker niet woont of verblijft in de plaats waar hij zijn bedrijvigheid uitoefent. Die woorden laten niet uitkomen of zij de Minister van Justitie de verplichting opleggen, dan wel hem gewoon de mogelijkheid geven om bijkomende adviezen in te winnen.

Het eerste lid bepaalt dat elke bij het Ministerie (lees : de Minister) van Justitie ingediende aanvraag om erkenning voor advies wordt voorgelegd aan de wapencommissie, de provinciegouverneur en de procureur des Konings. Die adviezen zijn ongetwijfeld verplicht en een beslissing die zou worden genomen zonder dat die adviezen gevraagd zijn, zou vernietigd kunnen worden wegens verzuim van een substantieel vormvereiste.

.../...

Maar zijn die adviezen voor de Minister ook bindend ? De tekst van het derde lid van paragraaf 1 kan de indruk wekken dat de Minister de erkenning moet weigeren wanneer ten minste twee van de adviezen ongunstig zijn, aangezien het als volgt luidt :

> "Indien één van deze adviezen ongunstig is, dan moet het besluit tot erkenning daarvan melding maken en de reden opgeven waarom ervan wordt afgeweken".

Maar in de commentaar die de memorie van toelichting aan artikel 7 wijdt, kan men het volgende lezen :

> "Om de Minister niet aan deze adviezen te binden, zonder hem daarom de mogelijkheid te verlenen dat advies zonder dwingende reden naast zich neer te leggen, wordt hij verplicht om in de erkenningsakte het of de eventuele ongunstige adviezen alsook de redenen waarom hij een afwijkende beslissing heeft genomen, te vermelden".

Aangezien de adviezen bestemd zijn om de Minister te informeren, zouden ze logischerwijs met redenen omkleed moeten worden; maar het ontwerp schrijft dat niet voor.

Volgens de tekst van het derde lid moet het besluit "melding maken" (in het Frans : "faire mention") van de ongunstige adviezen, terwijl volgens de Franse tekst van de memorie van toelichting de Minister verplicht wordt "de reproduire les avis défavorables" (in het Nederlands : "de ongunstige adviezen te vermelden").

De bedoeling van de Regering, die niet duidelijk is, als men rekening houdt met de Franse tekst van de memorie van toelichting, moet worden gepreciseerd.

.../...

Gelet op de bovenstaande opmerkingen, zouden het tweede en het derde lid van paragraaf 1 als volgt gerediGeerd moeten worden :

"Die adviezen worden met redenen omkleed. Zij worden geacht gunstig te zijn indien ze niet worden verstrekt binnen drie maanden na de verzending van het verzoek om advies door de Minister.

Zijn één of meer van die adviezen ongunstig, dan moet het besluit tot erkenning daar melding van maken (de tekst daarvan overnemen) en de redenen opgeven waarom ervan wordt afgeweken".

Paragraaf 2.

In de eerste volzin van het eerste lid moeten de woorden "van tijdelijke aard zijn en beperkt zijn tot" vervangen worden door de woorden "voor een bepaalde tijd verleend worden en beperkt worden tot".

In de tweede volzin van het eerste lid moeten de woorden "burgemeester van de plaats" vervangen worden door de woorden "burgemeester van de gemeente".

Bij het tweede lid rijzen een aantal verscheidene problemen. Het formuleert twee regels :

1° "De erkenning kan enkel om veiligheidsredenen en om redenen van openbare orde geweigerd worden".

2° "De weigering moet nauwkeurig en omstandig gemotiveerd worden".

.../...

Moet men als een weigering "om veiligheidsredenen en om redenen van openbare orde" beschouwen, het feit dat degene die om erkenning verzoekt, veroordeeld is tot één van de straffen bedoeld in paragraaf 3 van hetzelfde artikel, welke paragraaf begint met de woorden : "Kunnen niet worden erkend ..." ?

Die laatste woorden zouden kunnen betekenen dat de erkenning door de Minister geweigerd moet worden aan de in paragraaf 3 bedoelde personen. Maar zo bedoelen de stellers van het ontwerp het niet. Volgens de memorie van toelichting zijn "personen waarvan vaststaat dat zij erge misdrijven hebben gepleegd tegen personen of eigendommen, ... ambtshalve uitgesloten voor erkenning (artikel 7, § 3)".

Uit de samenlezing van paragraaf 2, tweede lid, paragraaf 3 en de commentaar in de memorie van toelichting, kan worden afgeleid dat de eerste van die bepalingen een ander geval op het oog heeft dan de tweede. Hetzelfde onderscheid komt tot uiting in de bepalingen van de paragrafen 4, 5 en 7 die betrekking hebben op de intrekking van de erkenning : de paragrafen 4 en 5 bepalen dat de erkenning van rechtswege wordt ingetrokken ten aanzien van de rechtspersonen waarvan een bestuurder, een commissaris of een zaakvoerder tot één van de in paragraaf 3 bedoelde straffen veroordeeld is nadat de erkenning is verleend (paragraaf 4), of ten aanzien van de natuurlijke persoon die tot één van die straffen veroordeeld is nadat de erkenning is verleend (paragraaf 5); en paragraaf 7 luidt als volgt :

.../...

"Onverminderd de intrekkingen van rechtswege, bedoeld in §§ 4 en 5, kan de erkenning ingetrokken worden door een met redenen omklede beslissing van de Minister van Justitie na advies van de procureur des Konings :

...

b) indien blijkt dat het wapen- of munitiebezit van de erkende persoon schade kan berokkenen aan de veiligheid en aan de openbare orde;

...".

Paragraaf 2, tweede lid, heeft dus betrekking op een andere hypothese dan die van paragraaf 3.

De Regering gaat er blijkbaar van uit dat degene die veroordeeld is tot een van de gestelde straffen, geen aanvraag om erkenning zal indienen. Het is nochtans niet onmogelijk dat iemand bij de Minister een aanvraag om erkenning indient, waarop dan ook moet worden beschikt. De tekst zou moeten preciseren dat de Minister, wanneer hij, door inzage van het strafregister, kennis heeft van een veroordeling die erkenning uitsluit, de voorgeschreven adviezen niet hoeft in te winnen en dat hij, in dat geval, de erkenning moet weigeren en van die weigering kennis moet geven aan de betrokkene.

Paragraaf 3.

Aan het slot van 1° schrijve men "... of krachtens de wet van 1 juli 1964" in plaats van "... vervangen door de wet van 1 juli 1964".

.../...

In 2° moeten de woorden "zij het met uitstel" als overbodig vervallen. Dezelfde opmerking geldt voor de woorden "zelfs met uitstel uitgesproken", die voorkomen in paragraaf 6.

Men kan zich afvragen of de in 2°, b, gebruikte woorden "deze wet", doelen op het geheel van het ontwerp dat thans aan de Raad van State is voorgelegd, of alleen op Titel I van dit ontwerp.

Volgens 3° kunnen niet worden erkend :

> "personen die veroordeeld zijn tot een vrijheidsstraf of onderworpen zijn aan een veiligheidsmaatregel omschreven in de bepalingen van de Belgische strafwetten en uitgesproken bij beslissing van een buitenlands gerecht".

Dat 3° verbindt dus rechtsgevolgen aan beslissingen van een buitenlands gerecht en paragraaf 6 organiseert trouwens een bijzondere procedure voor de raadkamer van de correctionele rechtbank, waarbij die beslissingen, wat betreft sommige van hun gevolgen, gelijkgesteld worden met beslissingen van een Belgisch gerecht.

De raadkamer heeft echter alleen na te gaan of het gepleegde feit bestraft is met een straf die overeenstemt met een criminele straf, of de opgelegde veiligheidsmaatregel overeenstemt met de internering bedoeld in de Belgische wet tot bescherming van de maatschappij, of het gepleegde feit een van de in paragraaf 3, 2°, genoemde misdrijven is, en de uitgesproken straf overeenstemt met een

.../...

vrijheidsstraf van ten minste drie maanden. Met andere woorden, de raadkamer bepaalt zich ertoe na te gaan of, voor hetzelfde feit, een Belgisch gerecht een interneringsmaatregel of een straf uitgesproken zou hebben, met als gevolg uitsluiting van de door de Belgische wapenwetgeving vereiste erkenning. Zij gaat dus niet na of het vonnis in het buitenland uitgesproken is na een procedure die de rechten van de verdediging waarborgt overeenkomstig artikel 6 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden.

Volgens de gemachtigde van de Minister is paragraaf 6 ontleend aan een soortgelijke bepaling uit het koninklijk besluit nr. 22 van 24 oktober 1934 waarbij aan bepaalde veroordeelden en aan de gefailleerden verbod wordt opgelegd bepaalde ambten, beroepen of werkzaamheden uit te oefenen en waarbij aan de rechtbanken van koophandel de bevoegdheid wordt toegekend dergelijk verbod uit te spreken. Artikel 2 van dat besluit verbindt dezelfde gevolgen aan de vonnissen van de buitenlandse rechtbanken als aan die van de Belgische, op voorwaarde dat een bijzondere procedure georganiseerd wordt voor de kamer van inbeschuldigingstelling.

Dat precedent is geen voldoende rechtvaardiging voor de bewuste bepaling aangezien het dagtekent van vóór het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens. Het koninklijk besluit nr. 22 (en inzonderheid artikel 2) is weliswaar gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, maar de wijziging die arti-

.../...

kel 85 van de wet in artikel 2 van het besluit aangebracht heeft, beperkt zich tot het vervangen van een verwijzing naar andere bepalingen van hetzelfde besluit. Het zou dus gewaagd zijn te beweren dat de wetgever, met de wet van 4 augustus 1978, de bijzondere procedure van artikel 2 van het besluit van 1934 bekrachtigd heeft.

In dat verband moge er worden op gewezen dat in een vergelijkbare aangelegenheid, artikel 570 van het Gerechtelijk Wetboek, dat de rechtbank van eerste aanleg bevoegd maakt om buitenlandse vonnissen in burgerlijke zaken uitvoerbaar te verklaren, de rechtbank onder meer oplegt te onderzoeken "of de rechten van de verdediging geëerbiedigd werden" (1).

Men kan zich bijgevolg afvragen of paragraaf 3, 3°, en paragraaf 6 niet zouden moeten vervallen. Worden die bepalingen gehandhaafd, dan zou paragraaf 6 aangevuld moeten worden om in overeenstemming te worden gebracht met het Europees Verdrag van 4 november 1950.

De bepaling onder 3° zou ook gewijzigd moeten worden om ze in overeenstemming te brengen met paragraaf 6, gelet op de duur van de vrijheidsstraf.

Bovendien maakt het ontwerp gewag van straffen of maatregelen, omschreven in de Belgische strafwet, en die uitgesproken zouden worden door buitenlandse gerechten. Het ont-

.../...

---

(1) Artikel 570 van het Gerechtelijk Wetboek neemt in dat opzicht trouwens alleen maar een voorschrift over van artikel 10 van de wet van 25 maart 1876 houdende titel I van het inleidend boek van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering.

werp bedoelt waarschijnlijk veroordelingen die door buitenlandse gerechten uitgesproken zijn wegens feiten die misdrijven zijn waarop de Belgische wet straf stelt, alsook veroordelingen tot straffen en andere maatregelen welke van dezelfde aard zijn als die waarin de Belgische wet voorziet.

Met inachtneming van de opmerkingen die gemaakt zijn bij artikel 6 en bij artikel 7, § 2, moet paragraaf 3 van artikel 7 aangevuld worden met een 5° en met een tweede lid, geredigeerd als volgt :

"5° verenigingen voor de schietsport waarvan een lid veroordeeld is of onderworpen is aan een veiligheidsmaatregel, in omstandigheden als bedoeld in 1°, 2°, 3°, hierboven.

De aanvragen om erkenning, ingediend door de in het eerste lid bedoelde personen, worden door de Minister afgewezen zonder raadpleging van de wapencommissie, van de provinciegouverneur of van de procureur des Konings".

Paragraaf 4.

Die paragraaf luidt als volgt :

"Ten aanzien van rechtspersonen is de erkenning van rechtswege ingetrokken vanaf de dag waarop hij, tegen wie een van de in de vorige paragraaf vermelde gerechtelijke beslissing (lees : beslissingen) is genomen, er de functie uitoefent van bestuurder, commissaris of aangestelde voor het beheer of het bestuur".

.../...

Het is logisch dat een rechtspersoon die regelmatig erkend is, het voordeel van die erkenning verliest zodra hij een van de voorwaarden om de erkenning te verkrijgen, niet meer vervult. Maar de tekst van paragraaf 4 verplicht de Minister niet de erkenning in te trekken, hij trekt die erkenning zelf "van rechtswege" in. Een paragraaf 8, die bepaalt welke maatregelen genomen moeten worden na de intrekking van de erkenning, stelt als uitgangspunt van de termijn waarbinnen die maatregelen genomen moeten worden, ofwel de dag van de kennisgeving van de intrekking (indien de Minister de beslissing daartoe heeft genomen overeenkomstig paragraaf 7), ofwel "die waarop die intrekking van rechtswege uitwerking heeft".

Het is weinig waarschijnlijk dat de algemene vergadering van een vennootschap die wapens vervaardigt of verkoopt, bewust een bestuurder, aangestelde of commissaris zal benoemen die veroordeeld of geïnterneerd is in omstandigheden als bedoeld in paragraaf 3. En als zij er niet van op de hoogte is dat de benoemde persoon zich in die toestand bevond, dan kan men haar de gedane benoeming niet ten kwade duiden.

Ter wille van de rechtszekerheid is het nodig dat het bestaan van de reden voor de intrekking wordt vastgesteld door een openbare overheid en dat ze aan de betrokken rechtspersoon wordt medegedeeld. Deze kan de zaken dan rechtzetten door de bewuste bestuurder te verzoeken ontslag te nemen, of door een algemene vergadering bijeen te roepen om hem te ontslaan, ofwel een beroep instellen (1), ofwel ten slotte de maatregelen nemen die voorgeschreven zijn in paragraaf 8.

.../...

---

(1) Aangezien het ontwerp niet voorziet in een specifiek beroep, zou die vennootschap alleszins een beroep kunnen instellen bij de Raad van State.

De overheid die het best geplaatst is om vast te stellen dat er reden tot intrekking is en om daarvan kennis te geven, is ongetwijfeld de Minister van Justitie.

Bovendien regelt het ontwerp niet het geval van de vereniging voor de schietsport die als lid een persoon zou aanvaarden tegen wie een veroordeling is uitgesproken of een maatregel is getroffen als bedoeld in paragraaf 3.

Paragraaf 5.

Deze paragraaf bepaalt dat de erkenning "van rechtswege" wordt ingetrokken wanneer een vonnis wordt uitgesproken houdende veroordeling tot een van de straffen bedoeld in paragraaf 3, of tot internering van de natuurlijke persoon aan wie de erkenning is verleend, of van een bestuurder, commissaris of aangestelde van de rechtspersoon aan wie de erkenning is verleend.

In dat geval wordt de erkenning evenwel niet onmiddellijk ingetrokken, maar na een maand indien de veroordeelde persoonlijk houder is van de erkenning, of na twee maanden indien hij bestuurder, commissaris of aangestelde van een rechtspersoon is. Wanneer gaat die termijn in ? In de eerste hypothese preciseert de tekst dat niet. Volgens de gemachtigde van de Minister zou de termijn van een maand ingaan vanaf de uitspraak van het vonnis of het arrest indien het op tegenspraak is gewezen, en vanaf de betekening indien het vonnis of het arrest bij verstek is gewezen. Die uitlegging is niet te verenigen met het begin van paragraaf 5, dat luidt als volgt : "Indien de gerechtelijke beslissingen ... in kracht van gewijsde gaan na verlening van de erkenning ...". Een vonnis dat door een correctionele rechtbank gewezen is, zelfs op

.../...

tegenspraak, heeft echter geen kracht van gewijsde aangezien het bestreden kan worden bij wege van hoger beroep, en een arrest dat bij verstek gewezen is door een hof van beroep heeft evenmin kracht van gewijsde aangezien er verzet tegen kan worden gedaan. De termijn van een maand zou dus moeten ingaan de dag waarop niet meer in beroep kan worden gekomen tegen het vonnis of het arrest. Maar dat dreigt moeilijkheden te doen ontstaan wanneer de beslissing bij verstek gewezen is, want het uitgangspunt van de termijn van verzet is niet altijd hetzelfde. Het zou dus verkieslijk zijn dat in dat geval, zoals in het in paragraaf 4 bedoelde geval, van de intrekking van de erkenning kennis zou worden gegeven door de Minister van Justitie, nadat de beslissing in kracht van gewijsde is gegaan.

In de tweede hypothese (veroordeling uitgesproken tegen een bestuurder, commissaris of aangestelde van een rechtspersoon) preciseert de tekst dat de termijn van twee maanden loopt vanaf de kennisgeving van de beslissing aan de rechtspersoon, maar hij zegt niet door wie die kennisgeving gedaan moet worden. Volgens de gemachtigde van de Minister, zou ze door de procureur des Konings moeten worden gedaan.

Men kan zich afvragen of het niet door de Minister van Justitie is - die de erkenning verleent - dat de kennisgeving moet worden gedaan, want de procureur des Konings zal niet altijd in staat zijn te weten van welke vennootschap de erkenning opnieuw in het geding dreigt te worden gebracht.

Bovendien zou moeten worden bepaald dat indien de rechtspersoon na het verstrijken van de termijn van twee maanden geen einde heeft gemaakt aan de functie van de veroordeelde, de Minister hem kennis geeft van de intrekking van de erkenning.

.../...

Paragraaf 6.

Wordt die paragraaf gehandhaafd, dan zou hij om verscheidene redenen herwerkt moeten worden :

- in de eerste plaats om in overeenstemming te worden gebracht met het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens;

- vervolgens omdat hij in één enkele volzin alle regels formuleert die betrekking hebben op de in de paragraaf georganiseerde bijzondere procedure, met als resultaat dat die volzin zo lang is dat hij moeilijk te begrijpen is;

- tenslotte, omdat de tekst niet altijd voldoende duidelijk is.

Het woord "betrokkene" komt er drie keer in voor. Wie wordt daarmee bedoeld ? Natuurlijk kan het alleen maar de natuurlijke persoon zijn die in het buitenland berecht is, maar het zou verkieslijk zijn het uitdrukkelijk te zeggen. Welke correctionele rechtbank is territoriaal bevoegd om uitspraak te doen ? Volgens de tekst zou het die zijn "van de plaats waar de betrokkene zijn activiteit uitoefent of wil gaan uitoefenen en, in voorkomend geval, van de woon- of verblijfplaats van de betrokkene ...". Vanzelfsprekend gaat het ofwel om de rechtbank van het arrondissement waar de betrokkene zijn activiteit uitoefent of wil gaan uitoefenen, ofwel om die van het arrondissement waar de betrokkene zijn woon- of verblijfplaats heeft; het is immers niet denkbaar dat hetzelfde probleem door twee verschillende rechtbanken wordt beslecht; het voegwoord "en" zou bijgevolg vervangen moeten worden door het voegwoord "of".

.../...

Het is de Raad van State niet duidelijk wat bedoeld wordt met de woorden "in voorkomend geval". Hij stelt dan ook voor ze te schrappen en de procureur des Konings, naar gelang van de omstandigheden, te laten beslissen of de zaak zal worden gebracht voor de rechtbank van het arrondissement waar de activiteit wordt uitgeoefend dan wel voor die van het arrondissement waar zich de woon- of verblijfplaats bevindt (1).

Het ontwerp bepaalt dat de betrokkene bij gerechtsbrief wordt opgeroepen op vordering van de procureur des Konings. Aangezien de procedure dichter aanleunt bij een procedure in strafzaken dan bij een procedure in burgerlijke zaken, moet worden bepaald dat de procureur des Konings optreedt door middel van een dagvaarding.

Volgens het ontwerp moet de betrokkene ten minste twintig dagen vóór de dag van de verschijning opgeroepen worden. In strafzaken is de dagvaardingstermijn tien dagen (Wetboek van Strafvordering, artikelen 146 en 184). De Raad van State stelt dan ook voor die termijn van tien dagen over te nemen, om in de strafrechtspleging geen ongewone termijn in te voeren.

.../...

---

(1) Artikel 23 van het Wetboek van Strafvordering laat de keuze tussen de rechtbank van de plaats van het misdrijf, die van de verblijfplaats van de verdachte en die van de plaats waar de verdachte kan worden gevonden. Artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 22 van 24 oktober 1934, dat model gestaan heeft voor paragraaf 6, geeft bevoegdheid aan de kamer van inbeschuldigingstelling van de woonplaats van de betrokkene of, indien deze geen woonplaats in België heeft, aan de kamer van inbeschuldigingstelling van het Hof van beroep te Brussel. Indien men dat precedent zou volgen, zou men bevoegdheid moeten geven aan de correctionele rechtbank van de woon- of verblijfplaats van de betrokkene of, indien deze geen woon- of verblijfplaats in België heeft, aan de rechtbank van het arrondissement waar de activiteit wordt uitgeoefend.

Gelet op de bovenstaande opmerkingen, wordt voorgesteld paragraaf 6 als volgt te redigeren, als hij tenminste gehandhaafd wordt:

"Het verbod dat voortvloeit uit een beslissing van een vreemd gerecht, heeft slechts uitwerking indien de raadkamer van de correctionele rechtbank van het arrondissement waar de persoon over wie recht is gedaan, zijn activiteit uitoefent of wil gaan uitoefenen of van het arrondissement waar die persoon zijn woon- of verblijfplaats heeft, vastgesteld heeft dat het gepleegde feit gestraft is met een straf die overeenstemt met een criminele straf, of dat de opgelegde maatregel overeenstemt met internering, of dat het gepleegde feit een van de in paragraaf 3, 2°, bedoelde misdrijven is en dat de straf overeenstemt met een vrijheidsstraf van ten minste drie maanden.

De raadkamer onderzoekt bovendien :

1° of de rechten van de verdediging geëerbiedigd werden;

2° of de beslissing in kracht van gewijsde is gegaan overeenkomstig de wet van het land waar zij gewezen is;

3° of het document dat wordt overgelegd om het bestaan van de vreemde beslissing aan te tonen, volgens dezelfde wet voldoet aan de voorwaarden gesteld voor zijn authenticiteit (1).

De zaak wordt bij de raadkamer, door dagvaarding, aanhangig gemaakt door de procureur des Konings. De betrokkene wordt gedagvaard ten minste tien dagen vóór de dag die gesteld is om te verschijnen".

.../...

---

(1) Voor de redactie van 1°, 2° en 3°, heeft de Raad van State zich laten leiden door artikel 570 van het Gerechtelijk Wetboek.

Het is zaak van de Regering en van de Wetgevende Kamers te oordelen of al dan niet een procedure moet worden georganiseerd voor het instellen van beroep tegen de beslissing van de raadkamer.

Paragraaf 7.

Indien rekening gehouden wordt met de bovenstaande opmerkingen, zouden de woorden "van rechtswege" moeten vervallen in de volzin die de paragraaf inleidt.

Gelet op de gevolgen welke de intrekking van de erkenning voor bepaalde ondernemingen, kan meebrengen, zou tot zo'n maatregel blijkbaar alleen besloten mogen worden na een rechtspleging op tegenspraak die de betrokkene in staat stelt kennis te nemen van de tegen hem uitgebrachte bezwaren en daarop te antwoorden.

Paragraaf 7 zou in dat opzicht aangevuld moeten worden.

Paragraaf 8.

In het eerste lid moeten de woorden "na die waarop de betekening van de intrekking is gedaan of na die waarop die intrekking van rechtswege uitwerking heeft" vervangen worden door de woorden "na die waarop van de intrekking kennis gegeven is", indien men aanneemt, zoals hierboven is voorgesteld, dat ook van de zogenoemde "intrekking van rechtswege" kennis moet worden gegeven.

De paragraaf handelt over de natuurlijke personen of rechtspersonen van wie de erkenning wordt ingetrokken en die verplicht zijn de wapens en munitie ter beschikking te stellen van de procureur des Konings, die de bewaring ervan door een openbaar bestuur of door een erkende persoon kan gelasten.

.../...

Er wordt niet nader bepaald hoe de bewaring geregeld zal worden, noch onder welke voorwaarden de eigenaar van de wapens en de munitie, aan wie de bewaring ontzegd is, ze werkelijk zal kunnen verkopen of overdragen aan een erkende of gemachtigde persoon.

Uit het derde lid kan niet worden opgemaakt of de eigenaar na het verstrijken van de termijn van tien maanden, nog wapens en munitie zal mogen verkopen, en tot hoelang.

Het lid bepaalt evenmin de procedure die het bestuur der domeinen zal moeten volgen om de wapens en de munitie te verkopen, en meer bepaald of dat bestuur openbaar zal moeten verkopen.

De tekst voorziet in een dagvaarding door de procureur des Konings. Er zou nader moeten worden bepaald dat die dagvaarding gericht wordt tegen de eigenaar van de wapens en de munitie.

Daar het ontwerp voorziet in het optreden van het bestuur der domeinen, zou het voorgedragen en medeondertekend moeten worden door de Minister van Financiën.

Artikel 8.

Zoals in de algemene opmerking nr. 2 betreffende titel I is gezegd, zou de wet bevattelijker worden indien de indeling van wapens en munitie bepaald zou worden in artikel 1.

Dat artikel zou als volgt ingericht kunnen worden :

.../...

"Artikel ... .-

§ 1. Wapens en munitie worden in drie categorieën ingedeeld :

Categorie I : verboden wapens en munitie.

Categorie II : wapens en munitie waarvoor een vergunning is vereist.

Categorie III : overige wapens en munitie.

§ 2. Tot categorie I behoren en als verboden wapens en munitie worden beschouwd :

... (1).

§ 3. Tot categorie II behoren en als wapens en munitie waarvoor een vergunning vereist is, worden beschouwd :

... .

§ 4. Tot categorie III behoren alle wapens en munitie die noch bij categorie I, noch bij categorie II ingedeeld zijn.

§ 5. (§ 2 van het ontwerp) ...".

.../...

---

(1) De bepaling onder 21°, die verwijst naar de wapencommissie, zou moeten worden aangevuld met de woorden ",bedoeld in artikel ...".

Artikel 9.

In de Nederlandse tekst van paragraaf 1, eerste lid, vervange men de woorden "af te staan" door de woorden "over te dragen".

In de Franse tekst van paragraaf 1, tweede lid, vervange men het woord "gouvernant" door het woord "régissant".

In de Nederlandse tekst van paragraaf 1, derde lid, schrijve men "Deze ontheffing kan worden beperkt tot ... en aan voorwaarden worden onderworpen".

Artikel 10.

In de Nederlandse tekst vervange men het woord "afstanddoener" door het woord "overdrager" en het woord "afgestaan" door het woord "overgedragen".

Dezelfde opmerking geldt voor alle andere artikelen van het ontwerp, waarin die woorden voorkomen.

Artikel 12.

De volgende redactie wordt voorgesteld voor paragraaf 2, 2° :

"2° op de houders van een vergunning voor de daarin vermelde wapens".

.../...

In paragraaf 3, c, voege men tussen de woorden "curatele" en "aan hen die ..." het woord "of" in.

In dezelfde paragraaf 3, c, moet bovendien het woord "regelmatig" als overbodig vervallen.

Luidens paragraaf 4 kan de vergunning om wapens behorende tot categorie II voorhanden te hebben, worden ingetrokken.

Het is zaak van de Regering en van de Wetgevende Kamers te oordelen of de wet niet de gevallen zou moeten bepalen waarin de vergunning ingetrokken kan worden en of zij geen procedure zou moeten instellen die aan de intrekking voorafgaat.

Aangezien de vergunning slechts na voorafgaande instemming van de procureur des Konings mag worden verleend, rijst hoe dan ook de vraag of een zodanige instemming ook voor die intrekking vereist is.

Paragraaf 6 verleent aan de korpschef van de gemeentepolitie of aan de commandant van de rijkswachtbrigade van de woonplaats van de verzoeker, de bevoegdheid tot afgeven van de vergunning om een in categorie II ingedeeld wapen voorhanden te hebben, maar enkel na voorafgaande instemming van de procureur des Konings. Het voordeel van die regeling is dat zij de procureur des Konings in staat stelt de naam te kennen van alle houders van een vergunning terwijl hij in de regeling van de huidige wet, alleen de naam kent van de personen aan wie hijzelf de vergunning heeft verleend. De huidige wet kent de bevoegdheid om de vergunning te verlenen immers toe aan de politiecommissaris of aan de rijkswachtcommandant, met mogelijkheid om beroep in te stellen bij de procureur des Konings (artikel 5).

.../...

Het ontwerp maakt evenwel een einde aan het recht om bij de procureur des Konings beroep in te stellen ingeval de korpschef van de gemeentepolitie of de commandant van de rijkswachtbrigade de vergunning weigert.

Het is zaak van de Regering en van de Wetgevende Kamers te oordelen of dat beroep niet gehandhaafd moet worden.

Artikel 13.

Voorgesteld wordt het tweede en het derde lid als volgt te redigeren :

"Die vergunning vermeldt de voorwaarden waarvan het dragen van het wapen afhankelijk is gesteld. Zij moet samen met het wapen gedragen worden.

Die vergunning kan worden ingetrokken".

Artikel 14.

In de Franse tekst van het eerste lid, eerste volzin, vervange men de woorden "posséder un dépôt d'armes" door de woorden "constituer un dépôt d'armes".

In hetzelfde lid, tweede volzin, dienen de woorden "burgemeester van de plaats" vervangen te worden door de woorden "burgemeester van de gemeente".

.../...

De volgende tekst wordt voorgesteld voor het tweede lid :

"Het eerste lid is mede van toepassing op de opslagplaatsen voor munitie die bestemd is voor tot categorie II behorende wapens".

Het eerste en het tweede lid verbieden, in beginsel wapens en munitie op te slaan. Het derde lid gelast de Koning de wapen- en munitieopslagplaatsen te omschrijven.

Aangezien het opslaan van wapens en munitie het hoofdbestanddeel vormt van het misdrijf dat volgt uit het schenden van dit verbod, is het zaak van de wetgever zelf een omschrijving te geven van dit begrip. Het derde lid moet derhalve worden herzien.

+

Afdeling IV heeft als opschrift "Bepalingen van toepassing op vuurwapens behorende tot categorie III". Hoewel het eerste artikel van deze afdeling, artikel 15, inderdaad slechts betrekking heeft op de vuurwapens van deze categorie is het tweede, artikel 16, luidens zijn tekst, van toepassing op alle wapens.

De memorie van toelichting zegt in dat verband :

"De artikelen 15 en 16 bevatten de bepalingen die van toepassing zijn op de vuurwapens behorende tot categorie III".

.../...

Artikel 16 moet blijkbaar ook op de wapens van categorie III die geen vuurwapens zijn, toepassing kunnen vinden en het opschrift van de afdeling zou derhalve gewijzigd moeten worden. De Raad van State heeft overigens, in de algemene opmerking nr. 2 betreffende titel 1, voorgesteld dit opschrift te wijzigen.

+

Artikel 15.

Voorgesteld wordt het eerste en het tweede lid als volgt te redigeren :

"Behalve in geval van rechtstreekse uitvoer door de overdrager, mag een vuurwapen behorend tot categorie III slechts overgedragen worden aan een door de Minister van Justitie erkende persoon of aan een persoon die houder is van een onder de hierna bepaalde voorwaarden afgegeven getuigschrift.

Hij die, zonder erkend te zijn, een vuurwapen behorend tot categorie III wenst te verkrijgen, is gehouden hiervan vooraf aangifte te doen bij de korpschef van de gemeentepolitie of, wanneer er geen is, bij de commandant van de rijkswachtbrigade van zijn woonplaats of, indien hij geen woonplaats in België heeft, bij de korpschef van de gemeentepolitie of bij de commandant van de rijkswachtbrigade van de woonplaats van de overdrager. Een getuigschrift waaruit blijkt dat hij deze aangifte heeft gedaan, wordt hem overhandigd".

+

Het geval waarin een vuurwapen van categorie III door een particulier in het buitenland is verkregen, wordt door dit artikel niet geregeld. Er zou onder meer moeten worden bepaald welke overheid of welke persoon, in dat geval, de door het derde lid voorgeschreven mededeling moet doen.

Artikel 17.

Volgens de memorie van toelichting verbiedt dit artikel "bepaalde vormen van verkoop van vuurwapens op schriftelijke bestelling".

Volgens de aan de Raad van State verstrekte inlichtingen, heeft de Regering vermeden in artikel 17 de gangbare uitdrukking "postorderverkoop" te gebruiken, om niet elke per correspondentie gesloten verkoop te verbieden. In werkelijkheid bedoelt men met de gangbare uitdrukking "postorderverkoop" alleen een handelsprocédé waarbij een advertentie, vergezeld van een terug te zenden bestelbon, verspreid wordt.

Derhalve wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel ... .-

Vuurwapens mogen aan particulieren niet worden verkocht volgens het procédé van de postorderverkoop".

Artikel 18.

Indien dit artikel, zoals de memorie van toelichting stelt, enkel de vuurwapens betreft, zouden de woorden "of de afstand van wapens" vervangen moeten worden door de woorden "of de overdracht van vuurwapens".

.../...

Volgens dit artikel "is de verkoop of de afstand van wapens aan particulieren van minder dan achttien jaar verboden", "behalve voor het beoefenen van de jacht".

Volgens artikel 5, 5° van het koninklijk besluit van 28 februari 1977 betreffende de afgifte van jachtverloven en jachtvergunningen, mag het jachtverlof niet worden afgeleverd aan diegenen die niet ten volle achttien jaar oud zijn op 1 juli van het jaar waarvoor het verlof werd aangevraagd.

Wegens de huidige reglementering is de uitzondering welke het ontwerp maakt voor het beoefenen van de jacht, niet gerechtvaardigd. De woorden "van de jacht en" moeten derhalve vervallen.

Artikel 19.

Het is de Raad van State niet duidelijk welk het juiste toepassingsgebied van deze bepaling is. Men kan zich met name afvragen of hiermee alle in het buitenland gestolen of verloren wapens worden bedoeld.

Ten einde de duidelijkheid te bevorderen wordt voorgesteld de woorden "het verlies of de diefstal van een wapen" te vervangen door de woorden "het verlies of de diefstal van een in het centraal wapenregister opgenomen wapen".

Zo op dit voorstel ingegaan wordt, is het niet meer nodig een uitzondering te maken voor de blanke wapens behorende tot categorie III die niet in dit register zijn opgenomen.

.../...

Bovendien wordt voorgesteld de woorden "binnen de kortst mogelijke tijd" te vervangen door het woord "onverwijld".

+

In geen enkele bepaling van de ontworpen wet wordt aandacht besteed aan de juridische gevolgen van het overlijden van een erkende persoon of van de houder van een vergunning of van een getuigschrift van wapenbezit.

In de ontworpen wet zou onder meer moeten worden bepaald welke de rechten en verplichtingen zijn van degenen die, door erfenis of legaat, wapens voorhanden hebben.

Soortgelijke problemen zouden ook kunnen rijzen in geval van ontbinding van een rechtspersoon die houder is van een erkenning of een vergunning.

Artikel 20.

Artikel 20, 2°, bepaalt dat het verboden is aan particulieren munitie te verkopen, of "af te staan" die uitsluitend is bestemd voor wapens behorende tot categorie III, "tenzij op vertoon van het getuigschrift bedoeld bij artikel 15 of dit bedoeld bij artikel 30, § 2".

Het genoemde artikel 15 heeft betrekking op het "afstaan" of het verkrijgen van een vuurwapen na de inwerkingtreding van Titel I van de ontworpen wet.

.../...

Krachtens artikel 30, § 2, is de Koning belast met het bepalen van de normen, voorwaarden en termijnen, met inachtneming waarvan de eigenaar of de houder van een vuurwapen behorend tot categorie III, op regelmatige wijze verkregen voor de inwerkingtreding van titel I van deze wet of van een van de uitvoeringsbesluiten ervan, dat wapen mag behouden totdat hij een getuigschrift voor het voorhanden hebben ervan heeft bekomen, afgeleverd volgens dezelfde modaliteiten als deze omschreven in artikel 15".

De handelaars in munitie zullen dus te maken hebben met twee categorieën van kopers : degenen die houder zijn van een getuigschrift en degenen die dit slechts zullen krijgen wanneer de Koning de nodige maatregelen zal hebben getroffen. Zodoende zullen zij zich gedurende de overgangsperiode in de onmogelijkheid bevinden munitie te verkopen met een minimum aan controle.

De ontworpen bepaling moet derhalve worden gepreciseerd.

Artikel 21.

In het eerste, het tweede, het vierde, het zesde en het zevende lid mogen de woorden "deze wet" alleen behouden blijven als de Regering gevolg geeft aan de voorafgaande opmerking in verband met de inrichting van de teksten.

Het vijfde lid voorziet in een "tijdelijke" sluiting van de fabriek, werkplaats of winkel.

De wet zou de maximumduur van die sluiting moeten bepalen.

.../...

Artikel 22.

Het eerste lid gelast de Koning de wapens en munitie voor wapenrekken te omschrijven.

Vermits het begrip "wapenrekken" essentieel is voor de toepassing van dit artikel, zou het door de wetgever zelf moeten worden omschreven.

In het tweede lid kunnen de woorden "De bepalingen van deze wet" slechts behouden worden in de veronderstelling dat de door de Raad van State voorgestelde inrichting van het ontwerp wordt aangenomen. Mocht de Regering de huidige inrichting behouden, dan zouden die woorden moeten worden vervangen door de woorden "Deze titel".

De volgende tekst wordt voor dit tweede lid voorgesteld :

"Deze wet (Deze titel) is niet van toepassing op aan de Staat en aan de openbare besturen geleverde wapens en munitie".

Aan het begin van het derde lid zou men dan ook moeten schrijven :

"Zij (Hij) is evenmin van toepassing ...".

Artikel 24.

Het eerste lid van dat artikel neemt artikel 23 van de wet van 3 januari 1933 over.

.../...

Het tweede lid is nieuw en strekt tot toekenning van bepaalde bevoegdheden aan de vertegenwoordigers van de overheid die belast zijn met de opsporing en de vaststelling van de overtredingen van de bepalingen van de nieuwe wet. De bepaling onder 1° van het lid machtigt hen de lokalen te betreden die gebruikt worden voor de vervaardiging van of de handel in wapens of munitie en dat is ook aan te nemen want die lokalen zijn toegankelijk, zo al niet voor het publiek in het algemeen, dan toch op zijn minst voor een groot aantal personen, inzonderheid voor de leveranciers en de klanten. Maar zij machtigt hen ook het lokaal te betreden waar zich een wapenverzameling bevindt. Nu kan een gewone burger thuis een wapenverzameling voorhanden hebben. Men mag derhalve het lokaal waar zijn verzameling zich bevindt niet gelijkstellen met een voor het publiek toegankelijke plaats, ook al moet dat lokaal aan bepaalde veiligheidseisen voldoen op grond van verordeningsbesluiten vastgesteld overeenkomstig de wet. Het zou natuurlijk anders zijn als het ging om een wapenmuseum dat voor het publiek toegankelijk is.

Voor opsporingen en huiszoekingen behoort de tekst in dier voege gewijzigd te worden dat, zoals artikel 10 van de Grondwet bepaalt, de na te leven vormen worden voorgeschreven. Die vormen zouden, wil de onschendbaarheid van de woning omgeven zijn met de traditionele waarborgen, de tussenkomst van een magistraat van de rechterlijke orde moeten inhouden (1).

.../...

---

(1) Zie, bijvoorbeeld, de artikelen 182 en volgende van de algemene wet inzake douane en accijnzen.

Het tweede lid, 2°, verleent in zeer ruime mate de bevoegdheid om "zich alle bescheiden, stukken, registers, boeken en voorwerpen (te) doen overleggen en in beslag (te) nemen". De uitoefening van die bevoegdheid zou moeten worden beperkt tot de plaatsen waarin de opsporingen en huiszoekingen kunnen geschieden.

In de Franse tekst van het eerste lid schrijve men "banc d'épreuve" en, indien de Regering de voorafgaande opmerking betreffende de inrichting van de teksten volgt, schrijve men in datzelfde eerste lid "... de overtredingen van deze wet en van de besluiten tot uitvoering ervan ...".

Artikel 25.

Voor wapens van categorie II is een soortgelijke verordeningsbevoegdheid als bedoeld in paragraaf 2 aan de Koning reeds verleend door artikel 14, derde lid, van het ontwerp. Die twee bepalingen van het ontwerp zouden moeten worden samengevoegd of, op zijn minst, met elkaar in overeenstemming worden gebracht.

Artikel 27.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel ... .-

De Koning bepaalt de vorm van de in deze wet (deze titel) bedoelde erkenningen, vergunningen en bescheiden.

Hij bepaalt het bedrag van de rechten of retributies die geheven worden bij het verlenen ervan".

.../...

Artikelen 28 en 30.

De in het ontwerp bepaalde overgangsregeling laat de regeling van de wet van 3 januari 1933 niet van kracht blijven voor de personen die, vóór de inwerkingtreding van de ontworpen wet, op regelmatige wijze een bedrijvigheid uitoefenden waarvoor krachtens de ontworpen wet een erkenning vereist was, of die op regelmatige wijze wapens en munitie als bedoeld in deze wet, voorhanden hadden. Zij belast de Koning met het bepalen van de formaliteiten die deze personen moeten in acht nemen om, na de inwerkingtreding van de nieuwe wet, de rechten te behouden die zij krachtens de vroegere wetgeving konden doen gelden.

Die regeling is vatbaar voor kritiek.

Indien de Koning die verordenende maatregelen uitvaardigt vóór de inwerkingtreding van de nieuwe wet, zal Hij de particulieren verplichtingen opleggen waarvoor geen rechtsgrond voorhanden is, voor zover die besluiten genomen zouden worden ter uitvoering van een wet die nog niet in werking getreden is.

Indien de Koning pas na de inwerkingtreding van de wet optreedt, zal er zich onvermijdelijk een breuk in de continuïteit voordoen tussen de twee rechtsstelsels met het gevolg dat sommige personen, meer bepaald zij die op regelmatige wijze een beroepswerkzaamheid uitoefenden onder de gelding van de wet van 3 januari 1933, in overtreding zouden zijn.

.../...

Om die moeilijkheid op te lossen, zou de ontworpen wet zelf een termijn moeten bepalen tijdens welke de vroegere wetgeving ten voordele van bepaalde categorieën van personen haar gelding zou behouden.

De twee artikelen zouden grondig herzien moeten worden.

+

Subsidiair zijn bij artikel 30 de volgende opmerkingen te maken :

1. Zowel paragraaf 1 als paragraaf 2 nemen "de inwerkingtreding van titel I van deze wet of van een van de uitvoeringsbesluiten ervan" in aanmerking om het begin van de termijn te bepalen. Die formule is onnauwkeurig en moet worden vermeden.

2. Er is een gebrek aan overeenstemming tussen het eerste en het tweede lid van artikel 30, § 1, en tussen artikel 7, § 8, en artikel 30, § 1, tweede lid, van het ontwerp.

Artikel 7, § 8, handelt over de eigenaar van de wapens; artikel 30, § 1, eerste lid, over de eigenaar of de houder; artikel 30, § 1, tweede lid, over de houder van de wapens. Gewoonlijk is het de eigenaar van een wapen die de vergunning om dat wapen voorhanden te hebben moet vragen, en juridisch gezien kan alleen hij het verkopen, indien de vergunning geweigerd wordt.

.../...

3. Paragraaf 2 legt de eigenaar of de houder van een bij categorie III ingedeeld vuurwapen, de verplichting op om binnen een door de Koning te bepalen termijn het getuigschrift te vragen, bedoeld in artikel 15, maar machtigt hem om dat wapen voorlopig te behouden totdat het getuigschrift afgegeven is. Die paragraaf voorziet niet in een straf ten aanzien van degene die de termijn zou hebben laten verstrijken zonder het getuigschrift te hebben gevraagd. Zou hij wegens overtreding van artikel 15 veroordeeld kunnen worden tot de straf bepaald in artikel 21, dat een algemene bepaling is ? Hij bevindt zich niet precies in de bij dat laatste artikel bepaalde situatie; dit artikel verplicht degene die een bij categorie III ingedeeld vuurwapen wil verkrijgen, aangifte te doen vóór de verkrijging van dat wapen; artikel 30, § 2, verplicht degene die reeds een wapen heeft, aangifte te doen.

4. De inwerkingtreding van artikel 20 van het ontwerp zal tot gevolg hebben dat sommige personen die op grond van artikel 30 van het ontwerp gemachtigd zijn een wapen te behouden, zich geen munitie zullen kunnen aanschaffen.

De overgangsregeling zou in dat opzicht aangevuld moeten worden.

Artikel 31.

De Raad van State stelt de uitdrukkelijke opheffing voor van bepaalde wetteksten die niet in overeenstemming zijn met de bestaande wetgeving, noch met het ontwerp.

.../...

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel ... .-

Opgeheven worden :

1° het besluit van het Voorlopig Bewind van 11 januari 1831 betreffende het verbod van uitvoer van wapens;

2° de wet van 17 december 1831 betreffende de uitvoer van luxe- en oorlogswapens;

3° de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie, gewijzigd bij de wetten van 29 juli 1934 en 4 mei 1936".

Artikel 32.

Wil de Regering dat de Koning voor de bepalingen van de ontworpen wet verschillende datums van inwerkingtreding zou kunnen vaststellen, dan zou het artikel als volgt geredigeerd moeten worden :

"Artikel ... .-

De Koning stelt voor de diverse bepalingen van deze wet (van deze titel) de datum van inwerkingtreding vast".

+

+ +

.../...

Titel II (wordt, volgens de voorgestelde tekst, de wet tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer tegen het onwettig afluisteren en bespieden en tegen de kwaadwillige telefoonoproepen) (1).

Artikel 33.

Luidens 1° in fine, wordt gestraft met de in het artikel bepaalde straffen, hij die het feit heeft gepleegd zonder de toestemming van de personen "die bij die mededeling zijn betrokken".

Letterlijk opgevat is deze tekst te ruim. Hij stelt immers elk afluisteren, opnemen of onderscheppen van een gesprek waarin een persoon zou zijn vernoemd zonder diens toestemming, als misdrijf strafbaar.

Uit de memorie van toelichting blijkt dat men onder de woorden "die bij die mededeling zijn betrokken" de personen moet verstaan voor wie de mededeling is bestemd. Derhalve moet men aan het slot van 1° schrijven : "of voor wie de mededeling is bestemd".

.../...

---

(1) De meeste bepalingen van titel II zijn - onder voorbehoud van wijzigingen die werden aangebracht en van de andere wijzigingen die later zouden aangebracht worden - die welke reeds voorkwamen in het wetsontwerp tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer tegen het afluisteren en bespieden (Gedr. St. Kamer, zitt. 1984-1985, nr. 1227/1), bij de Kamer van Volksvertegenwoordigers ingediend op 30 mei 1985. Volgens artikel 1 van de wet van 14 februari 1986 houdende verscheidene afwijkingen van artikel 1 van de wet van 3 maart 1977 betreffende de gevolgen van de ontbinding der Wetgevende Kamers ten aanzien van de vroeger ingediende ontwerpen en voorstellen van wet, blijven bij de Wetgevende Kamers verscheidene wetsontwerpen aanhangig, waaronder het voornoemd wetsontwerp tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer tegen het afluisteren en bespieden.

Er is een discrepantie tussen de Franse tekst en de Nederlandse tekst van artikel 33, 1°. In de eerste gaat het om "la conversation privée ou la communication privée"; in de tweede staan alleen de woorden "particuliere mededeling".

De Nederlandse tekst zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Hij die, opzettelijk een particulier gesprek of een particuliere mededeling ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 34.

In 3° wordt bepaald dat strafbaar is : "hij die wetens gebruik maakt van inlichtingen verkregen ter gelegenheid van het plegen van een der misdrijven vermeld onder artikel 33, 1° en 2°, en dit zonder de instemming van de in deze bepalingen bedoelde personen".

Volgens de memorie van toelichting kan de overtreder degene zijn die één van de in artikel 33 vermelde misdrijven gepleegd heeft, maar "het kan ook gaan om een persoon die, zonder een in dat artikel bedoeld misdrijf te hebben gepleegd of te hebben doen plegen, kennis heeft van de inhoud van een afgeluisterd of opgenomen gesprek of mededeling, een waarneming of een beeld en daarvan wetens mededeling doet aan een derde of er persoonlijk voordeel uit haalt".

.../...

De bepalingen onder 1° en 2° van artikel 34 zijn ruim genoeg geformuleerd opdat ze toepasselijk kunnen zijn zowel op degene die een van de in artikel 33 vermelde misdrijven gepleegd heeft als op degene die, zonder deze gepleegd te hebben, aan een derde mededeling doet van inlichtingen die hem ter kennis zijn gekomen, of er voordeel uit haalt. Aangezien de bepaling onder 3° derhalve geen andere strekking heeft dan de bepalingen onder 1° en 2°, zou zij moeten vervallen.

Artikel 35.

Artikel 35 luidt als volgt : "De straffen gesteld in de artikelen 33 en 34 worden verdubbeld indien één van die artikelen opnieuw overtreden wordt binnen vijf jaar na de uitspraak van het vonnis of arrest ...".

In de Franse tekst moeten de woorden "à dater" als overbodig vervallen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 40, tweede lid.

Artikel 37.

Er zijn personen of instellingen die een automatisch antwoordapparaat inschakelen om de voor hen bestemde mededeling op te nemen. In dat geval geeft de persoon die

een telefoonoproep doet, impliciet de toestemming tot het opnemen van het antwoord dat hij geeft op het tot hem gerichte verzoek de boodschap te laten opnemen. Het is dus niet nodig de bedoelde personen of instellingen te machtigen om de voor hen bestemde mededelingen op te nemen. Behalve in het geval dat gebruik wordt gemaakt van een automatisch antwoordapparaat, mogen, volgens de tekst van het ontwerp, zelfs de urgentiediensten geen telefoonoproepen opnemen. De tekst staat evenwel een afwijking toe ten gunste van de onder een openbare overheid ressorterende urgentiediensten.

De Raad van State ziet geen objectieve reden om de private urgentiediensten uit te sluiten.

Artikel 38.

(tot invoeging van een artikel 88bis in het Wetboek van Strafvordering).

De procedurewaarborgen in geval van afluisteren of opnemen van gesprekken of van mededelingen, zelfs particuliere, verschillen sterk van die waarin voorzien is in een vorig ontwerp van wet, tot bescherming van bepaalde aspecten van de persoonlijke levenssfeer (1). In plaats van een procedure voor te schrijven naar het voorbeeld van die welke wordt toegepast in geval van voorlopige hechtenis - te weten dat de onderzoeksrechter tot de maatregel besluit en dat deze spoedig door de raadkamer wordt bevestigd, onder voorbehoud van eventueel hoger beroep door het openbaar ministerie voor de kamer van inbeschuldigingstelling - bepaalt het ontwerp dat de maatregel tot aantasting van de persoonlijke levenssfeer, op vordering van de procureur des Konings en met eerbiediging van de in paragraaf 1, eerste lid, gestelde voorwaarden, door de onderzoeksrechter niet mag worden getroffen dan na voorafgaande machtiging door de raadkamer en dat die maatregel bovendien binnen vijftien dagen, te

---

.../...

(1) Gedr. St. Kamer, Zitt. 1983-1984, nr. 778/1, artikel 7, blz. 45-46.

rekenen vanaf de tenuitvoerlegging ervan, door de kamer van inbeschuldigingstelling moet worden bekrachtigd.

De machtiging door de raadkamer kan ongebruikelijk lijken maar is niet nieuw. Artikel 25 van de wet van 20 april 1874 op de voorlopige hechtenis bepaalt immers :

> "Buiten de ontdekking op heterdaad, kan geen onderzoek aan het lichaam bevolen worden dan door de raadkamer, door de kamer van inbeschuldigingstelling of door de rechtbank of het hof die van de misdaad of het wanbedrijf kennis nemen".

Als de onderzoeksrechter geen onderzoek aan het lichaam kan bevelen tenzij de raadkamer hem hiertoe heeft gemachtigd, kan men ook aannemen dat voor elk van de in het ontworpen artikel 88bis, § 1, eerste lid, omschreven maatregelen die de persoonlijke levenssfeer aantasten, eveneens een machtiging vereist is. Het optreden van de raadkamer vóór iedere beslissing tot het nemen van een maatregel die de persoonlijke levenssfeer aantast, heeft weliswaar het nadeel dat daardoor een maatregel wordt vertraagd die, wil hij doeltreffend zijn, snel moet worden genomen. De bepaling van de eerste paragraaf, volgens welke, "In geval van dringende noodzakelijkheid de raadkamer op elke plaats en op ieder ogenblik mag zetelen", is opgenomen om dit nadeel, zij het gedeeltelijk, te ondervangen.

Ook de bekrachtiging van de maatregel door de kamer van inbeschuldigingstelling is gewettigd. Bij ontstentenis van een persoon die hoger beroep zou kunnen aantekenen tegen de te zijnen opzichte getroffen maatregel, maakt de bekrachtiging het immers mogelijk na te gaan of de maatregel, in feite en in rechte, wettelijk gerechtvaardigd is. De vraag of nu de beslissing van de onderzoeksrechter dan wel de beschikking van de raadkamer bekrachtiging behoeft, zal verderop worden onderzocht.

.../...

De machtigingsbeschikking moet de gewichtige en uitzonderlijke omstandigheden vermelden die de te nemen maatregel wettigen (§ 1, tweede lid). Er zal niet kunnen worden volstaan met een algemene verwijzing naar gewichtige en uitzonderlijke maatregelen ; men zal ze, zoals in de ontworpen tekst wordt gezegd, moeten vermelden (specificeren), m.a.w. men zal nauwkeurig moeten bepalen waarin ze bestaan. Volgens de gemachtigden van de Minister zou de raadkamer bovendien de personen of plaatsen moeten aanduiden die het voorwerp kunnen zijn van een afluisteringsmaatregel of van een van de andere in het ontworpen artikel 88bis, § 1, bedoelde maatregelen. De door de raadkamer verleende machtiging zou dus niet algemeen zijn, maar zou beperkt zijn tot de uitdrukkelijk genoemde gevallen. Dit heeft tot gevolg dat, indien in de loop van het onderzoek blijkt dat nieuwe maatregelen noodzakelijk zijn die betrekking hebben op andere dan de in de beschikking van de raadkamer vermelde personen of plaatsen, de procureur des Konings de raadkamer opnieuw zal moeten verzoeken machtiging te verlenen om de maatregelen te treffen waarvan het onderzoek de noodzaak zou hebben aangetoond. Het zal zaak zijn van de Regering en van de Wetgevende Kamers te oordelen of de waarborgen die het ontwerp aldus voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer biedt, niet in overdreven mate afbreuk zullen doen aan de doeltreffendheid van maatregelen die bedoeld zijn om het opsporen en aanhouden van misdadigers te bevorderen.

Volgens paragraaf 1, tweede lid, derde volzin, is tegen de beschikking geen hoger beroep mogelijk. De gemachtigden van de Minister hebben bevestigd dat de procureur des Konings zelfs tegen een beschikking die de machtiging weigert, geen hoger beroep kan instellen. De Regering en de Wetgevende Kamers zullen eveneens moeten uitmaken of deze afwijking van de gewone strafvorderingsregels verantwoord is.

+

Paragraaf 2 van het ontworpen artikel handelt over de bekrachtiging van de maatregel door de kamer van inbeschuldigingstelling.

Volgens de gemachtigden van de Minister, is de "maatregel" die, luidens de ontworpen tekst, door de kamer van inbeschuldigingstelling moet worden bekrachtigd, de beslissing van de onderzoeksrechter om één of meer afluister- of bespiedingsmaatregelen te treffen ten aanzien van bepaalde personen of plaatsen, en gaat het niet om de beschikking van de raadkamer waarbij machtiging wordt verleend.

Een beschikking waarbij machtiging wordt verleend, behoeft immers niet te worden bekrachtigd zolang daarop geen uitvoeringsmaatregelen zijn gevolgd. Het is de beslissing van de onderzoeksrechter om afluister- of bespiedingsmaatregelen te treffen, die bekrachtiging behoeft. De tekst bevestigt dit impliciet door te preciseren dat de termijn waarbinnen de bekrachtiging moet plaatshebben, ingaat de dag dat de maatregel ten uitvoer wordt gelegd. Het zou verkieslijk zijn de bedoeling van de Regering in de tekst tot uitdrukking te brengen.

Volgens de economie van de tekst zou de kamer van inbeschuldigingstelling over de wettigheid en de opportuniteit van de maatregelen uitspraak moeten doen met inachtneming van de gegevens uit het onderzoek waarover de onderzoeksrechter beschikte op het ogenblik dat de maatregel werd genomen. De gemachtigden van de Minister hebben evenwel verklaard dat de kamer van inbeschuldigingstelling eveneens rekening zou moeten houden met de verkregen resultaten. Indien de Regering die opvatting wil handhaven, zou haar bedoeling in de tekst of, althans, in de memorie van toelichting, moeten worden weergegeven.

De zaak wordt niet van rechtswege aanhangig gemaakt bij de kamer van inbeschuldigingstelling die de maatregel moet bekrachtigen. De tekst zou moeten preciseren dat de zaak bij haar aanhangig gemaakt wordt op vordering van de procureur-generaal. Wordt die precisering in de tekst aangebracht, dan kan het derde lid van paragraaf 2 vervallen, want doordat het bepaalt dat "de stukken door de procureur des Konings bezorgd worden aan de procureur-generaal", wijst het alleen maar op een gevolg van de hiërarchische inrichting van het openbaar ministerie.

Luidens het vierde lid van dezelfde paragraaf doet de kamer van inbeschuldigingstelling uitspraak over de bekrachtiging, "de onderzoeksrechter gehoord". Op het eerste gezicht is het niet duidelijk waarom de onderzoeksrechter wordt gehoord. Hij maakt geen deel uit van de kamer van inbeschuldigingstelling. Bovendien zullen de vorderingen van de procureur-generaal, alsmede de stukken van het dossier volstaan om dat rechtscollege in te lichten over de gegevens van de zaak die nuttig zijn om te oordelen of de beslissing van de onderzoeksrechter al dan niet bekrachtigd moet worden. Vooral de aanwezigheid van de onderzoeksrechter op een terechtzitting van een rechtscollege waarvan hij geen deel uitmaakt, zou niet onopgemerkt voorbijgaan en dat zou de discretie kunnen schaden waarmee de maatregel moet worden omgeven wil hij doeltreffend zijn.

De gemachtigden van de Minister voeren aan dat, dankzij de aanwezigheid van de onderzoeksrechter, de kamer van inbeschuldigingstelling op de hoogte zal zijn van de resultaten die door middel van de maatregel worden verkregen en die in aanmerking genomen kunnen worden om te besluiten ofwel de maatregel te bekrachtigen of ongedaan te maken, ofwel hem te verlengen. Die reden lijkt niet doorslaggevend om een verhoor op te leggen waarvan de hierboven vermelde bezwaren groter zouden zijn dan het voordeel dat de indieners van het ontwerp eraan toeschrijven. Zoals in de rechtspleging tot bevestiging van het

.../...

bevel tot aanhouding, zal de procureur-generaal immers de laatste stand van de resultaten van de maatregelen kunnen meedelen.

Het horen van de onderzoeksrechter zou achterwege moeten worden gelaten.

Wanneer de kamer van inbeschuldigingstelling de aan haar toezicht onderworpen maatregel niet bekrachtigt, wordt deze onmiddellijk opgeheven en in dat geval doet de onderzoeksrechter de processen-verbaal, de documenten en de bandopnamen betreffende die maatregel vernietigen , aldus luidt de regel, geformuleerd in het vijfde en het zesde lid.

In zijn advies over wetsontwerp 778 (1), had de Raad van State erop gewezen dat "over het al dan niet dienstig zijn (van bepaalde gegevens van de enquête) eenzijdig geoordeeld zal worden door de onderzoeksrechter, die misschien niet ogenblikkelijk - de vernietiging moet dadelijk geschieden - bedacht zal zijn op de voor de verdediging gunstige kanten die bepaalde delen van die documenten achteraf zouden kunnen vertonen".

In plaats van te bepalen dat ingeval de maatregel **onge**daan wordt gemaakt, alle gegevens vernietigd moeten worden die aan het licht gebracht zijn door de maatregelen welke ingevolge het ontworpen artikel genomen zijn, zou het verkieslijk zijn de kamer van inbeschuldigingstelling te laten oordelen of de bandopnamen en andere gegevens van het dossier al dan niet geheel moeten worden vernietigd, waarbij zij zou uitgaan van een tweevoudige zorg : het aan de dag brengen van de waarheid en het eerbiedigen van de rechten van de verdediging.

.../...

---

(1) Gedr. St. Kamer, zitt. 1983-1984, nr. 778/1, artikel 7, blz. 34.

De door de onderzoeksrechter genomen maatregel geldt slechts voor vijftien dagen, maar kan van maand tot maand verlengd worden door de kamer van inbeschuldigingstelling, die haar beslissing zal moeten gronden op gewichtige en uitzonderlijke omstandigheden. Wordt de maatregel bekrachtigd noch verlengd, dan zal luidens paragraaf 5, voor iedere nieuwe maatregel, machtiging moeten worden verleend door de kamer van inbeschuldigingstelling. Er zou moeten worden gepreciseerd dat de zaak bij die kamer aanhangig gemaakt wordt door de procureur-generaal, wanneer er gewichtige en uitzonderlijke omstandigheden voorhanden zijn, en dat die omstandigheden in het machtigingsarrest duidelijk kenbaar moeten worden gemaakt. Het tweede lid van paragraaf 5 zou immers kunnen doen veronderstellen dat die bijzondere motivering niet vereist wordt. Dat lid zou moeten worden herzien.

De vorderingen van de procureur des Konings en de beschikking van de raadkamer, alsmede de door de onderzoeksrechter genomen maatregelen zullen aanleiding geven tot het aanleggen van een dossier dat te onderscheiden is van het dossier van het onderzoek, omwille van de discretie die nodig is, willen de voorgenomen maatregelen doeltreffend zijn. Dat zal ook gelden voor het arrest van de kamer van inbeschuldigingstelling, waarbij de maatregel bekrachtigd, ongedaan gemaakt of verlengd wordt.

De gemachtigden van de Minister, die om uitleg werden verzocht over dat punt, waarover het ontwerp niets zegt, hebben met die werkwijze ingestemd. Zij hebben gepreciseerd dat het dossier betreffende de afluister- en bespiedingsmaatregelen bij het dossier van het onderzoek zou moeten worden ge-

voegd, zodra aan die maatregelen een einde is gekomen. Men kan evenwel niet uitsluiten dat wanneer aan een maatregel een einde is gekomen, een nieuwe maatregel noodzakelijk wordt in het belang van het onderzoek. Om die reden lijkt het verkieslijk de twee dossiers samen te voegen bij de afsluiting van het onderzoek, wanneer door het openbaar ministerie vorderingen tot verwijzing naar het vonnisgerecht aanhangig worden gemaakt bij het onderzoeksgerecht dat uitspraak doet over de regeling van de rechtspleging.

Het dossier betreffende de maatregel moet in zijn geheel bij het dossier van het onderzoek worden gevoegd. Voor een billijk proces is immers vereist dat de verdediging en de beschuldiging op gelijke voet gesteld worden, overeenkomstig artikel 6 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens.

Paragraaf 4 luidt als volgt :

> "De mededeling van de maatregel aan de betrokkene, zo dit nodig is, wordt bevolen door de kamer van inbeschuldigingstelling. Het arrest bepaalt de termijn binnen welke deze mededeling moet geschieden. Het vermeldt de redenen waarom de maatregel niet moet worden medegedeeld".

De door de aangehaalde bepaling aan de kamer van inbeschuldigingstelling toegekende bevoegdheid om te oordelen of er grond is voor mededeling van de maatregel, kan worden aanvaard tijdens het onderzoek. Maar zodra het openbaar ministerie vorderingen instelt met het oog op de verwijzing van de verdachte naar een vonnisgerecht, eist het recht op eerbiediging van de persoonlijke levenssfeer in beginsel dat de maat-

.../...

regel aan de betrokkene wordt medegedeeld, ook al wordt deze niets ten laste gelegd ; dat is ook zo indien de burgerlijke partij in haar conclusies de verwijzing naar een vonnisgerecht vordert.

Met andere woorden, er moet voor gezorgd worden dat twee essentiële regels in acht worden genomen : enerzijds, de eerbiediging van het recht van verdediging, door, zoals hierboven is gezegd, het dossier van de maatregelen die overeenkomstig het ontworpen artikel genomen zijn, bij het onderzoeksdossier te voegen (artikel 6 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens), en, anderzijds, de eerbiediging van de persoonlijke levenssfeer, door aan de derde mededeling te doen van de maatregel waaraan hij onderworpen is (artikel 8 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens); trouwens, zelfs als de maatregel niet werd medegedeeld aan de derde, zou hem daarvan kennis kunnen worden gegeven zodra het dossier van de met toepassing van het ontworpen artikel genomen maatregelen bij het onderzoeksdossier wordt gevoegd.

In geval van buitenvervolgingstelling en in uitzonderlijke gevallen waarin de openbare veiligheid op bijzonder ernstige wijze is bedreigd, moet aan de kamer van inbeschuldigingstelling de bevoegdheid worden gelaten om te oordelen of de maatregel medegedeeld moet worden aan de derde; zij zal dat doen met inachtneming onder meer van de gunstige gegevens die men dankzij de maatregel over de derde heeft kunnen inwinnen.

.../...

Artikel 45.

Volgens het artikel oefent de door het eerste lid ingestelde "Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer", een tweevoudige taak uit, die er eensdeels in bestaat in alle aangelegenheden met betrekking tot de toepassing van titel II van de ontworpen wet van advies te dienen, en anderdeels controle uit te oefenen, aangezien zij luidens het vierde lid één of meer leden met een onderzoek ter plaatse kan belasten.

Het is moeilijk uit te maken wat ieder van die taken precies behelst. Men kan begrijpen dat er met het oog op de toepassing van artikel 39 van het ontwerp een advies wordt verstrekt, maar omtrent de schending van de artikelen 33 en volgende van het ontwerp zou een dusdanig advies niet kunnen worden gegeven; het behoort tot de uitsluitende bevoegdheid van de hoven en rechtbanken, te oordelen of die bepalingen al dan niet zijn overtreden. Anderzijds is het uitgesloten dat de commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer enige controle op de handelingen van de rechterlijke macht zou kunnen uitoefenen.

Aangezien die taken niet scherp onderscheiden worden, is het niet duidelijk hoe zij uitgevoerd zullen kunnen worden.

De tekst van het ontwerp moet worden herzien opdat de taken van de commissie nauwkeuriger kunnen worden geformuleerd en aldus beter uit elkaar kunnen worden gehouden.

+

Voor het onderzoek ter plaatse door de leden van de commissie is luidens het vierde lid een voorafgaande machtiging vereist van de onderzoeksrechter van de plaats waar het onderzoek moet worden gedaan.

/

Aangaande die machtiging heeft de Raad van State, in zijn advies van 15 december 1982, het volgende opgemerkt (1) :

"De bevoegdheid welke het ontwerp aan de met het onderzoek belaste magistraat toekent zou geheel uitzonderlijk zijn, aangezien die magistraat belast is met het onderzoek van misdaden en wanbedrijven, hetzij ambtshalve, overeenkomstig artikel 59 van het Wetboek van Strafvordering, hetzij op de vorderingen van de procureur des Konings (artikelen 61 en 70 van hetzelfde Wetboek).

Nu lijken volgens de bewoordingen van het ontworpen artikel 36, vierde lid, (artikel 45, vierde lid, van het huidige ontwerp) de te verrichten onderzoekingen niet noodzakelijk verband te houden met het opsporen van misdrijven en is er ook niet voorzien in enige aanhangigmaking bij de onderzoeksrechter die, volgens deze tekst, slechts bevoegd is om de voorafgaande machtiging af te geven maar niet om een misdaad of wanbedrijf te onderzoeken.

Aan de onderzoeksrechter een zo beperkte, aan zijn traditionele ambtsverrichtingen vreemde opdracht geven, zou in onze rechtsorde een incoherentie teweegbrengen die moet worden vermeden".

De memorie van toelichting verklaart hieromtrent : "De Regering heeft niet gemeend het advies van de Raad van State te moeten opvolgen. De afwijking is verantwoord wegens de bijzonder kiese materie van de bescherming van de persoonlijke levenssfeer" (2).

De aldus verstrekte uitleg geeft niet aan waarom het aan de onderzoeksrechter, veeleer dan aan een ander magistraat, toekomt machtiging voor de onderzoekingen te verlenen. Zo de Regering van mening is dat in een aangelegenheid die de persoonlijke levenssfeer van de burgers raakt,

.../...

---

(1) Advies van de Raad van State betreffende een wetsontwerp "tot bescherming van bepaalde aspecten van de persoonlijke levenssfeer" (Gedr. St. Kamer, zitt. 1983-1984, nr. 778/1, blz. 40 en 41).

(2) Gecit. st., blz. 26.

alleen het optreden van de rechterlijke macht een afdoende waarborg kan bieden, zou het verkieslijk zijn de machtigingsbevoegdheid te verlenen aan de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg of aan de rechter die hij daartoe aanwijst.

+

Overeenkomstig het gebruik, schrijve men in de Franse tekst van het zevende lid : "alinéas 5 et 6" in plaats van "cinquième et sixième alinéa".

+

Het laatste lid van artikel 45 bepaalt :

> "De commissie vervult de opdrachten toevertrouwd aan de raadgevende commissie ingesteld bij artikel 6 van het koninklijk besluit nr. 141 van 30 december 1982 tot oprichting van een databank betreffende de personeelsleden van de overheidssector, en aan de raadgevende commissie ingesteld bij artikel 12 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen".

Artikel 6 van het voornoemde koninklijk besluit nr. 141 van 30 december 1982 voorziet in de oprichting van "een raadgevende commissie" die tot taak heeft "hetzij uit eigen beweging, hetzij op verzoek van de Minister van Justitie, adviezen te geven betreffende iedere aangelegenheid die betrekking heeft op de bescherming van het privé-leven in het raam van dit besluit, gelet op de evolutie en de aanwending van de technieken van geautomatiseerd informatiebeheer". Ook artikel 12 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen richt een "raadgevende commissie" op, die eveneens als taak heeft "hetzij uit eigen beweging, hetzij op verzoek van de Minister van Justitie, adviezen te geven

betreffende iedere aangelegenheid die betrekking heeft op de bescherming van het privé-leven in het kader van deze wet, gelet op de evolutie en de aanwending van de technieken van geautomatiseerd informatiebeheer" (1).

Dat het ontworpen artikel de taken met betrekking tot de bescherming van de persoonlijke levenssfeer die door de voornoemde teksten aan de vroeger opgerichte raadgevende commissies werden opgedragen aan één enkele commissie opdraagt - met name aan die welke door de ontworpen tekst wordt opgericht - is dan ook zinvol.

Aangezien die reeds bestaande raadgevende commissies er echter ook mee belast zijn de klachten te onderzoeken die hun worden toegestuurd in verband met de toepassing van de teksten waarbij zij werden ingesteld, zou men artikel 6 van het koninklijk besluit nr. 141 van 30 december 1982 tot oprichting van een databank betreffende de personeelsleden van de overheidssector en artikel 12 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen moeten wijzigen, om te doen uitkomen dat, wat de toepassing van die twee teksten betreft, de in het ontworpen artikel ingestelde commissie bevoegd zal zijn voor het geven van de adviezen betreffende iedere aangelegenheid die betrekking heeft op de bescherming van het privé-leven.

In afwachting dat de nieuwe commissie in staat is haar taken te vervullen, zou daarenboven in een overgangsbepaling moeten worden vastgesteld dat de bestaande commissie haar huidige taak met betrekking tot de bescherming van de persoonlijke levenssfeer blijft uitoefenen.

.../...

---

(1) Een koninklijk besluit van 20 april 1984 tot regeling van de samenstelling en van de werkwijze van de "Raadgevende Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer" heeft één enkele commissie opgericht die de door het koninklijk besluit nr. 141 van 30 december 1982 en de wet van 8 augustus 1983 bepaalde bevoegdheden inzake de bescherming van de persoonlijke levenssfeer uitoefent.

Titel III. Beteugeling van kwaadwillige telefoonoproepen.
(Deze titel zou, volgens de voorgestelde tekst, worden opgenomen in de wet op de bescherming van de persoonlijke levenssfeer tegen het onwettig afluisteren en bespieden en tegen de kwaadwillige telefoonoproepen).

Titel III omvat slechts één enkel artikel, namelijk artikel 48, dat een nieuw artikel 20bis invoegt in de wet van 13 oktober 1930 tot samenordening der verschillende wetsbepalingen op de telegrafie en de telefonie met draad. Deze nieuwe bepaling straft met een correctionele geldboete het herhaaldelijk doen van telefoonoproepen om een persoon lastig te vallen of te verontrusten.

Een identieke tekst staat ook in een wetsontwerp waarover de Raad van State op 29 mei 1985 een advies heeft uitgebracht, waarnaar de ontworpen tekst zich grotendeels richt (1).

In dat advies had de Raad van State de mening geuit dat "het ... logischer (zou) zijn de ontworpen bepalingen in te voegen in het wetsontwerp tot bescherming van bepaalde aspecten van de persoonlijke levenssfeer, dat thans aan de Kamer van Volksvertegenwoordigers is voorgelegd ... ".

Ook is zaak van de Regering en van de Wetgevende Kamers te oordelen of de ontworpen tekst, veeleer dan te worden ingevoegd in de wet van 13 oktober 1930 tot samenordening der verschillende wetsbepalingen op de telegrafie en de telefonie met draad, niet beter op zijn plaats zou zijn in titel II van het ontwerp.

.../...

---

(1) Advies L. 16.708/9 van 29 mei 1985 over een ontwerp van wet tot strafbaarstelling der kwaadwillige telefoonoproepen. De memorie van toelichting vermeldt dat dit advies als bijlage is opgenomen.

Men dient zich bovendien af te vragen hoe het bewijs van het in het ontworpen artikel omschreven misdrijf zal worden geleverd.

Een wetsontwerp tot invoeging van een artikel 90bis in het Wetboek van Strafvordering dat eerder voor advies aan de Raad van State is voorgelegd, bepaalt dat de onderzoeksrechter van de Regie van telegrafie en telefonie kan vorderen dat zij :

"1° de nummers ... (zou) opsporen van telefoontoestellen van waaruit een gesprek wordt gevoerd met een bepaald telefoontoestel;

2° de nummers ... (zou) opsporen van telefoontoestellen die vanuit een bepaald telefoontoestel worden gedraaid".

Dit ontwerp (1) is door de Kamer van Volkvertegenwoordigers goedgekeurd op 4 juli 1985 en is dezelfde dag aan de Senaat overgezonden (2). Wanneer het door de Senaat zal zijn aangenomen en nadat het afgekondigd en bekendgemaakt zal zijn, zal het mogelijk zijn om, gebruik makend van de erin bepaalde maatregelen, vast te stellen van welk telefoontoestel een kwaadwillige oproep uitgaat. Zo nodig, kan dit bewijsmiddel worden aangevuld met getuigenissen.

Ook zou in artikel 88bis, dat bij artikel 38 van het ontwerp in het Wetboek van Strafvordering wordt ingevoegd, kunnen worden bepaald dat de onderzoeksrechter een kwaadwillige telefoonoproep kan doen afluisteren, opnemen of onderscheppen op klacht van de persoon tot wie die oproep gericht is. De kwaadwillige bedoeling van de oproeper verhindert dat

.../...

---

(1) Gedr. st., Kamer, zitt. 1984-1985, nr. 1234/1.
(2) Gedr. st., Senaat, zitt. 1984-1985, nr. 926/1.

hij aanspraak zou kunnen maken op het voordeel van de wetsbepalingen die de bescherming van de persoonlijke levenssfeer verzekeren. De bevoegdheid van de onderzoeksrechter om het nummer te doen opsporen van een telefoontoestel van waaruit een gesprek wordt gevoerd met een ander telefoontoestel lijkt echter te kunnen volstaan om het bewijs van het in het ontworpen artikel omschreven misdrijf te leveren.

Titel IV. Gebruik van geweld en van wapens door de agenten van de openbare macht en bepaalde leden van de krijgsmacht. (Deze titel zou, volgens de voorgestelde tekst, de wet op het gebruik van geweld en van wapens door de agenten van de openbare macht worden).

ALGEMENE OPMERKINGEN.

A. Zoals in de memorie van toelichting wordt onderstreept, strekt titel IV van het ontwerp ertoe eenvormige regels vast te stellen voor het "gebruik van geweld en van wapens" door agenten in dienst van het openbaar gezag, ongeacht of zij leden van de rijkswacht zijn, leden van de gerechtelijke politie, leden van de gemeentepolitie, leden van de andere krijgsmachtdelen dan de rijkswacht wanneer zij belast zijn met een beschermingsopdracht (artikel 49) of met het herstellen van de orde (artikel 50).

Aangezien de leden van de verschillende opgenoemde korpsen zich, in de gevallen welke bedoeld zijn in de ontworpen bepalingen, in volkomen gelijke situaties kunnen bevinden, is het ten zeerste gewenst dat voor al deze korpsen eenvormige regels worden aangenomen. Een dergelijke regeling verdient des te meer aanbeveling daar agenten van verschillende korpsen veelal moeten optreden om de orde te handhaven of te herstellen of om een gerechtelijke opdracht uit te voeren. Opdat de toepasselijke regels op eenvormige wijze vastgesteld kunnen worden en

blijven, is het veiliger ze te formuleren in één en dezelfde tekst en niet in afzonderlijke teksten, ook al zouden die in dezelfde bewoordingen voorgesteld en vervolgens aangenomen worden. De wetgever zou zich later immers genoopt kunnen zien sommige van die teksten te wijzigen terwijl hij er andere ongemoeid zou laten, zonder dat die verschillende aanpak wellicht aan een bewuste bedoeling zou beantwoorden.

Titel IV van het ontwerp beoogt een einde te maken aan de versnippering van de thans toepasselijke teksten. Verscheidene teksten die uit de Franse revolutie dateren zijn nog altijd van kracht, met dien verstande dat zij impliciet bepaalde wijzigingen hebben ondergaan : het zijn die teksten welke artikel 53, 1° en 2°, van het ontwerp bedoelt op te heffen. Voor de leden van de rijkswacht wordt de bewuste materie geregeld door artikel 19 van de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht en voor de leden van de gemeentepolitie, door artikel 106 van de gemeentewet.

Er dient op te worden gewezen dat de Regering, zoals in de memorie van toelichting staat, een wetsontwerp op de gemeentepolitie heeft ingediend, hetwelk bepalingen bevat aangaande het gebruik van geweld en van wapens door de leden van die politie (1). Ten gevolge van de amendementen die door de Commissie van de Kamer van Volksvertegenwoordigers zijn aangenomen, zouden die bepalingen de artikelen 170 en 171 van de gemeentewet moeten vormen (2). Het ontwerp is door de Kamer van Volksvertegenwoordigers aangenomen op 21 juni 1985 (3); sinds het onderhavige ontwerp op 5 februari 1986 aan de Raad van State werd voorgelegd, is het genoemde wetsontwerp op de gemeentepolitie op 6 februari 1986 (4) door de Senaat aangenomen. Er mag worden verondersteld dat dit laatste ontwerp wet zal zijn geworden voordat het onderhavige wetsontwerp ingediend of, in ieder geval, voordat het aangenomen zal zijn. Dit laatste zal dan ook

.../...

---

(1) Gedr. St. Kamer, zitt. 1984-1985, nr. 1009/1, artikelen 19 en 20, blz. 32.
(2) Verslag uitgebracht namens de Commissie van de Kamer, Gedr. St. Kamer, zitt. 1984-1985, nr. 1009/29, blz. 87 en blz. 93-94.
(3) Gedr. St. Senaat, zitt. 1984-1985, nr. 907/1.
(4) Beknopt verslag, blz. 158.

moeten worden aangevuld met bepalingen tot opheffing van de artikelen 170 en 171 van de gemeentewet indien de Regering het in de memorie van toelichting aangegeven doel wil bereiken, met name het gebruik van geweld en van wapens door de agenten van de openbare macht, ongeacht het korps waartoe zij behoren, in één en dezelfde tekst te regelen.

B. Er zou nauwkeuriger moeten worden bepaald op welke agenten in dienst van het openbaar gezag de artikelen 49 en 50 van het ontwerp van toepassing zijn.

Artikel 49 betreft in de eerste plaats "de agenten van de openbare macht" en in de tweede plaats, "wanneer ze belast zijn met een beschermingsopdracht, de leden van het militair personeel van de land-, lucht- en zeemacht en van de medische dienst" (1).

Artikel 50 betreft "de agenten van de openbare macht" en de "leden van de krijgsmacht" wanneer zowel de enen als de anderen "wettelijk tot opdracht hebben kwaadwillige samenscholingen uiteen te drijven of oproer te onderdrukken".

.../...

---

(1) Het begin van artikel 49 luidt als volgt :

"Bij de uitoefening van hun ambt mogen de agenten van de openbare machten, wanneer ze belast zijn met een beschermingsopdracht, de leden van het militair personeel van de land-, lucht- en zeemacht en van de medische dienst, in geval van volstrekte noodzakelijkheid, gebruik maken van de hun toegewezen afweermiddelen, met inbegrip van blanke wapens of vuurwapens : ...".

De term "force publique" (in casu : gewapende macht, en niet "openbare macht" zoals in het ontwerp) staat in het opschrift van titel V van de Grondwet; die titel omvat de artikelen 118 en 119, die betrekking hebben op het leger en artikel 120 dat betrekking heeft op de rijkswacht. Dezelfde term (1) vindt men terug in artikel 105 van de gemeentewet. Hij wordt onder meer in talrijke artikelen van het Strafwetboek gebezigd (2). Vergelijking van de teksten leert echter dat hij er naar gelang van de bepalingen verschillende betekenissen krijgt : nu eens wordt eronder verstaan de bevoegdheid tot het uitoefenen van dwang, die een bevoegdheid is van het openbaar gezag en van bepaalde agenten van dat gezag (bijvoorbeeld in de artikelen 276 en 280); dan weer duidt hij op min of meer uitgebreide categorieën van agenten welke die bevoegdheid hebben (bijvoorbeeld in de artikelen 128, 129, 269, 275 en 278).

Uit de veelheid van teksten kan geen precieze definitie van een "agent van de openbare macht" worden afgeleid. Om dus moeilijkheden in verband met de draagwijdte van de artikelen te voorkomen, dient in het ontwerp een artikel te worden ingevoegd ter aanwijzing van de korpsen waarvan de leden voor de toepassing van de ontworpen bepalingen worden geacht agenten van de openbare macht te zijn. Het hieronder voorgestelde artikel neemt de opsomming van de korpsen over die in de memorie van toelichting wordt gegeven. In voorkomend geval kan de Regering, zo zij dit nodig acht, die opsomming aan-

.../...

---

(1) "force publique"/"gewapende macht".

(2) Maar daar staat in het Nederlands "openbare macht".

vullen. Ook lijkt het logisch de leden van het militair personeel die met een beschermingsopdracht (artikel 49) of met het herstellen van de orde (artikel 50) zijn belast, onder de agenten van de openbare macht te begrijpen : volgens de opvatting van de Grondwetgever is het leger immers bij uitstek een "force publique" (in casu : gewapende macht). Het is daarentegen overbodig om de verschillende krijgsmachtdelen op te sommen. Een laatste opmerking geldt de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten. De taken die hun worden opgedragen, door de wet van 7 april 1919 waarbij zij worden ingesteld, omvatten niet het uiteendrijven van kwaadwillige samenscholingen of het onderdrukken van oproer; op hen is dus wel artikel 49 toepasselijk, maar niet artikel 50.

Het nieuwe artikel dat de Raad van State voorstelt in het ontwerp in te voegen, zou logischerwijze vooraan in de wet komen.

Dit artikel zou als volgt kunnen worden geredigeerd :

"Nieuw artikel. (Artikel 1 van de voorgestelde tekst).

Voor de toepassing van de artikelen 2 en 3 worden geacht agenten van de openbare macht te zijn, de leden van de gemeentepolitie, de leden van de rijkswacht en, wanneer zij met een beschermingsopdracht of met het herstellen van de orde worden belast, de leden van het militair personeel van andere krijgsmachtdelen dan de rijkswacht.

Voor de toepassing van artikel 2 worden eveneens geacht agenten van de openbare macht te zijn, de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten".

De tekst van de artikelen 2 en 3 zou dienovereenkomstig moeten worden aangepast : artikel 2 zou melding moeten maken van "in artikel 1 bedoelde agenten van de openbare macht" en artikel 3 van de "in artikel 1, eerste lid, bedoelde agenten van de openbare macht".

.../...

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Artikel 49 (Artikel 2 van de voorgestelde tekst).

Paragraaf 1.

-Behoudens de in de memorie van toelichting aangegeven wijzigingen, neemt deze paragraaf het door het ontwerp van wet op de gemeentepolitie in de gemeentewet ingevoegde artikel 170 over; hij herhaalt ook, onder voorbehoud van lichte wijzigingen, artikel 19, § 1, van de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht.

Indien de Regering ingaat op het voorstel van de Raad van State om het ontwerp met het hierboven aangegeven artikel aan te vullen, zou de tekst die de paragraaf inleidt, eenvoudiger als volgt kunnen worden geredigeerd :

"Artikel 49, § 1. (Artikel 2, § 1, van de voorgestelde tekst).

In de uitoefening van hun ambt of bij het vervullen van de hun opgedragen taken mogen de in artikel 1 bedoelde agenten van de openbare macht, in geval van volstrekte noodzaak, gebruik maken van de hun toegewezen afweermiddelen, met inbegrip van blanke wapens of vuurwapens : ...".

-De onder 1° geformuleerde bepaling is overgenomen van artikel 19, § 1, 1°, van de wet van 2 december 1957 en van het ontworpen artikel 170, 1°, van de gemeentewet, onder het in de memorie van toelichting aangegeven voorbehoud dat zij aan de agenten van de openbare macht het gebruik van alle afweermiddelen veroorlooft, niet alleen in geval van gewelddaden of feitelijkheden tegen henzelf maar ook in geval van gewelddaden of feitelijkheden tegen anderen.

.../...

-De onder 2° geformuleerde bepaling neemt het ontworpen artikel 170, 2°, van de gemeentewet nagenoeg woordelijk over en stemt overeen met artikel 19, § 1, 2°, van de wet van 2 december 1957, dat evenwel minder uitvoerig is geformuleerd.

-De onder 3° geformuleerde bepaling is nieuw. Zij luidt als volgt :

> "3° wanneer personen, die zonder te gehoorzamen aan het bevel stil te staan, onmiddellijk vluchten na henzelf of derden met een vuurwapen te hebben aangevallen".

Men kan zich afvragen of de bedoeling van de Regering door de tekst wordt weergegeven. Op grond van die tekst mogen de agenten van de openbare macht immers eerst dan van al hun afweermiddelen gebruik maken tegen personen die weigeren te gehoorzamen aan een bevel om stil te staan, wanneer zij het bewijs hebben dat het die personen zijn die henzelf of derden met een vuurwapen hebben aangevallen. Zeer dikwijls echter zullen de agenten van de openbare macht na zo'n aanval niet over een bewijs beschikken. De tekst doelt blijkbaar op de vaak door de agenten van de openbare macht gebruikte techniek waarbij versperringen worden opgericht. Die techniek kan slechts doeltreffend zijn als die agenten alle voorbijkomende personen aan een controle mogen onderwerpen en als zij al hun afweermiddelen mogen gebruiken tegen degenen die zouden weigeren te gehoorzamen aan een bevel om stil te staan.

Indien de werkelijke bedoeling van de Regering overeenkomt met wat zojuist omschreven is, dan zou het 3° als volgt kunnen worden geredigeerd

> "3° wanneer zij, onmiddellijk na een met een vuurwapen tegen henzelf of tegen derden gerichte aanval, aan een persoon bevel geven om stil te staan en deze persoon, ondanks dit bevel, op de vlucht slaat".

.../...

Paragraaf 2.

De paragraaf luidt als volgt :

"§ 2. Wapens mogen slechts worden gebruikt na onderzoek van de mogelijkheden om minder ernstige middelen aan te wenden en het leven van personen te sparen en, behoudens dringende noodzakelijkheid, na waarschuwing".

Met deze paragraaf wil men de waarborg geven dat het gebruik van wapens als een uiterste middel wordt beschouwd en wil men beklemtonen dat, als het gebruik van wapens noodzakelijk wordt geacht, de verplichting bestaat om steeds te trachten, zoveel mogelijk, mensenlevens te sparen. Om de regel beter te doen uitkomen, zou men de paragraaf als volgt kunnen redigeren :

"§ 2. Wapens mogen slechts worden gebruikt na onderzoek van de mogelijkheden om minder ernstige middelen aan te wenden en, behoudens dringende noodzakelijkheid, na waarschuwing. In elk geval bestaat de verplichting ervoor te waken dat het leven van personen gespaard blijft".

Paragraaf 3.

Paragraaf 3 is als volgt geredigeerd :

"§ 3. In geen enkel geval mogen de agenten van de openbare macht en de leden van het militair personeel bedoeld in § 1 handelen met het doel te straffen".

De paragraaf is overbodig want uit de bepalingen die aangeven in welke gevallen de agenten van de openbare macht afweermiddelen mogen gebruiken, blijkt duidelijk dat zij dit

.../...

niet mogen doen met het doel te straffen. Zo de Regering het nuttig acht de onderzochte bepaling te handhaven teneinde de agenten te waarschuwen tegen een zo ernstig misbruik, dan zou die bezorgdheid nadrukkelijker kunnen worden geformuleerd als volgt :

"§ 3. Het gebruik van geweld en van wapens door agenten van de openbare macht, met het doel te straffen, wordt gestraft door de bepalingen van het Strafwetboek die toepasselijk zijn naargelang van het geval".

Artikel 50 (Artikel 3 van de voorgestelde tekst).

I. Artikel 50, eerste lid, neemt, met de nodige aanpassingen, in hoofdzaak artikel 19, § 2, eerste deel, van de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht over en herhaalt nagenoeg letterlijk artikel 171, eerste lid, dat het ontwerp van wet op de gemeentepolitie in de gemeentewet bedoelt in te voegen.

Eveneens met de nodige aanpassingen, neemt artikel 50, tweede lid, in hoofdzaak artikel 19, § 2, tweede deel, van de wet van 2 december 1957 over. Anderzijds stemt artikel 50, tweede en derde lid, overeen met artikel 171, tweede lid, dat het ontwerp van wet op de gemeentepolitie in de gemeentewet bedoelt in te voegen.

II. Artikel 50, tweede lid, stelt het gebruik van vuurwapens afhankelijk van een vordering van de burgerlijke overheid die verantwoordelijk is voor de ordehandhaving en van een tweevoudige voorafgaande waarschuwing.

.../...

Uit het beginsel van de voorrang van de burgerlijke overheid, uit de precedenten in de wetgeving en uit de opzet van de bepalingen van het ontwerp kan worden afgeleid dat alleen ingeval de voor de ordehandhaving verantwoordelijke burgerlijke overheid niet ter plaatse aanwezig is, degene die in de openbare macht de hoogste graad voert, de voorgeschreven tweevoudige waarschuwing behoort te geven. Deze precisering zou in de tekst moeten worden opgenomen. Overigens is de aanwijzing van "de hoogste in graad" niet deugdelijk in het geval dat verschillende korpsen van de openbare macht samenwerken om de orde te herstellen en de leden van die korpsen verschillende graden voeren waarin men geen hiërarchie kan onderscheiden. Dit is het geval met de leden van de rijkswacht en de leden van de gemeentepolitie onderling.

III. Artikel 50, derde lid, geeft nauwkeurig aan hoe bepaalde in het tweede lid geformuleerde regels moeten worden toegepast, maar enkel voor het geval waarin het alleen de gemeentepolitie is die moet optreden.

Het artikel zou moeten worden aangevuld met een bepaling die voorziet in het geval dat de burgemeester genoodzaakt is om niet alleen het optreden van de gemeentepolitie te gelasten, maar om bovendien de rijkswacht te vorderen.

Ook zou het artikel moeten worden aangevuld met bepalingen die voorzien in de gevallen dat andere burgerlijke overheden dan de burgemeester de rijkswacht vorderen : de Minister van Binnenlandse Zaken (wet van 2 december 1957, artikel 2, § 2), de provinciegouverneur (provinciewet, artikelen 128 en 129), of de arrondissementscommissaris (zelfde wet, artikel 139).

.../...

Het besluit is dan ook dat het artikel zou moeten worden herzien met inachtneming van de bovenstaande opmerkingen.

Artikel 51.

Het artikel, dat de artikelen 49 en 50 toepasselijk maakt "op elk detachement van de andere krijgsmachten dat samen met de rijkswacht moet optreden om de wet kracht bij te zetten", is overbodig. Deze andere krijgsmachtdelen worden immers reeds bedoeld door de artikelen 49 en 50 van het ontwerp en door de artikelen 2 en 3 van de door de Raad van State voorgestelde tekst, samengelezen met artikel 1.

Artikel 52.

Het spreekt vanzelf dat de nummers van de aangehaalde artikelen dienen te worden aangepast aan de nummering die is aangenomen voor de bepalingen van titel IV.

Artikel 53.

1°

Uit een nader onderzoek van de teksten blijkt dat de onder 1° geformuleerde bepaling in werkelijkheid strekt tot opheffing van de artikelen 6 en 7 van titel I (en niet van de artikelen 16 en 17) van het decreet van 8 en 10 juli 1791 betreffende het behoud en de indeling van de verdedigde plaatsen, de militaire posten, de politie van de vestingen en andere daarmee in verband staande onderwerpen.

.../...

2°

De onder 2° geformuleerde bepaling voorziet in de opheffing van de artikelen 5, 25, 26 en 27 van het decreet van 26 (en 27) juli - 3 augustus 1791 betreffende het opvorderen en het optreden van de openbare macht tegen samenscholingen.

Om te vermijden dat de teksten in zekere mate verspreid blijven, en dat bepalingen die ten gevolge van de diepgaande veranderingen in de bestuursorganisatie voor een groot deel impliciet gewijzigd zijn, gedeeltelijk van kracht blijven, zou het verkieslijk zijn ook de artikelen 28 en 29 van het genoemde decreet op te heffen.

Het is zaak van de Regering en van de Wetgevende Kamers te oordelen of het al dan niet dienstig is het onderhavige ontwerp aan te vullen met bepalingen welke, met de nodige aanpassingen, sommige van de in de voornoemde artikelen 28 en 29 geformuleerde regels zouden overnemen.

3°

De onder 3° geformuleerde bepaling heft artikel 106 van de gemeentewet op; in de opheffing van dit artikel is reeds voorzien door artikel 7, 3°, van de ontworpen wet op de gemeentepolitie.

Titel V. (Deze titel wordt, volgens de voorgestelde tekst, de wet op de ordehandhaving binnen de gebouwen die gebruikt worden voor de rechtsbedeling).

Zoals in de memorie van toelichting staat, neemt titel V van dit ontwerp in hoofdzaak een vroeger ontwerp van

.../...

wet over waaromtrent de Raad van State op 20 maart 1985 onder het nummer L.16.445/2 advies heeft gegeven; er wordt aan toegevoegd dat dit advies in bijlage is weergegeven.

De Regering heeft bij het opstellen van titel V van dit ontwerp, in zeer ruime mate rekening gehouden met de opmerkingen die de Raad van State heeft gemaakt.

Artikel 54.

Het artikel is als volgt geredigeerd :

"Artikel 54. Onder ordehandhaving wordt verstaan het voorkomen van de ordeverstoring bij de uitoefening van de rechtspraak gepleegd binnen de gebouwen of de gedeelten van gebouwen die gebruikt worden voor de rechtsbedeling".

De invoeging van dit artikel is een gevolg van de opmerking die de Raad van State in zijn advies omtrent het vroegere ontwerp heeft gemaakt aangaande de omvang van de aan de overheden van het openbaar ministerie toegekende bevoegdheid; de Raad van State stelde inzonderheid de vraag of hierin ook de bevoegdheid om preventieve maatregelen te nemen was begrepen (1). Artikel 54 van het ontwerp geeft hierop een bevestigend antwoord. Maar de bewoordingen waarin het gesteld is, zijn te beperkend. De ordehandhaving zoals ze in titel V

.../...

---

(1) Zie in het advies van de Raad van State de "OPMERKINGEN BETREFFENDE DE STREKKING VAN HET ONTWERP - I. Ten aanzien van de omvang van de toegekende bevoegdheid".

wordt opgevat, omvat immers niet alleen het voorkomen van de ordeverstoring binnen de gebouwen die gebruikt worden voor de rechtsbedeling, maar ook het tegengaan van die ordeverstoring. Anderzijds is het denkbaar dat zich binnen de betrokken gebouwen, onder meer in de wandelgangen of in de gangen, ongeregeldheden zouden voordoen, die geen ordeverstoring bij de eigenlijke uitoefening van de rechtspraak zouden uitmaken, terwijl de bedoelde overheden toch over de bevoegdheid zouden moeten beschikken om ze te voorkomen en tegen te gaan. De bepaling zou moeten worden herzien.

Artikel 55.

Eerste lid.

Overeenkomstig het gebruik schrijve men in de tekst die het eerste lid inleidt : "Onverminderd de bepalingen van de artikelen ... en de artikelen 181, 267, tweede lid, ...", in plaats van : "Onverminderd de bepalingen voorzien in de artikelen ... en de artikelen 181, 267, tweede alinéa, ...".

Derde lid.

Dit lid is als volgt geredigeerd :

> "In geval van bedreiging voor ernstige ordeverstoring bij de uitoefening van de rechtspraak kunnen de opgesomde overheden de openbare macht opvorderen".

.../...

De woorden "in geval van bedreiging voor ernstige ordeverstoring bij de uitoefening van de rechtspraak" geven aan de bepaling een te enge strekking die wellicht niet beantwoordt aan de bedoelingen van de stellers van het ontwerp. Het lijkt wel zo te zijn dat de bedoelde overheden de openbare macht kunnen vorderen in gevallen waarin zij geen reden hebben om voor ongeregeldheden te vrezen maar waarin zij het optreden van de openbare macht nodig achten om de menigte in bepaalde banen te leiden en gedrang te vermijden, meer bepaald naar aanleiding van een terechtzitting waar een zeer groot aantal personen moet worden verwacht.

Vierde lid.

Overeenkomstig een voorstel van de Raad van State (1), voorziet het vierde lid in het geval van de magistraat die zich bevindt in een plaats waar de orde dreigt te worden verstoord en die onmogelijk de bevoegde rechterlijke overheid kan waarschuwen : door dit vierde lid wordt hij gemachtigd zelf de onmiddellijk vereiste maatregelen te treffen. Dit lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"De magistraat die zich bevindt in een gebouw of een gedeelte van een gebouw dat gebruikt wordt voor de rechtsbedeling treft, als de openbare orde daar ernstig verstoord dreigt te worden, de onmiddellijke maatregelen welke de toestand vereist en vordert zo nodig het optreden van de openbare macht, indien hij zich in de materiële onmogelijkheid bevindt de in het eerste lid opgenoemde rechterlijke overheden op de hoogte te stellen".

.../...

---

(1)Zie in het advies van de Raad van State "OPMERKINGEN BETREFFENDE DE STREKKING VAN HET ONTWERP - V. Ten aanzien van de bruikbaarheid van de regeling van het ontwerp".

Titel VI (die, volgens de voorgestelde tekst, de wet op de bewakings- en beveiligingsondernemingen wordt).

Artikel 57.

Dit artikel is slechts een parafrase van het opschrift van de titel en is dus overbodig.

Artikel 58.

De in a, b en c van het eerste lid gegeven omschrijving van de bewakings- en beveiligingsondernemingen, is niet nauwkeurig genoeg.

Letterlijk opgevat zou die tekst van toepassing zijn op tal van ondernemingen die door de Regering zeker niet bedoeld worden, onder meer het verhuisbedrijf, het bedrijf dat meubelen bergt, hang- en sluitwerk maakt of brandkasten installeert.

Kenmerkend voor de ondernemingen die de Regering, volgens de memorie van toelichting, op het oog heeft, is dat een beroep wordt gedaan op een persoon wiens taak er alleen in bestaat te zorgen voor de veiligheid van de personen en de goederen, door zijn fysieke aanwezigheid, zijn uitrusting en, eventueel, zijn wapens. Dat zou duidelijk tot uiting moeten komen in de definitie van de ondernemingen die aan de ontworpen wet onderworpen zijn.

Het ontwerp onderwerpt de ondernemingen wier bedrijvigheid bestaat in de conceptie of installatie van alarmsystemen,

.../...

aan dezelfde regeling als die welke bewakingswerkzaamheden uitoefenen, terwijl er tussen die twee types van ondernemingen belangrijke verschillen bestaan, en inzonderheid het toezicht dat op elk van beide zal moeten worden uitgeoefend, van verschillende aard zal zijn.

Uit die gelijkstelling en inzonderheid uit artikel 60, dat de ondernemingen verbiedt andere bedrijvigheden uit te oefenen dan die waarvoor zij een machtiging hebben bekomen, blijkt dat, bijvoorbeeld, een installateur-elektricien geen alarmsystemen meer zal mogen plaatsen, tenzij hij een machtiging vraagt, waardoor hij dan verplicht zal zijn af te zien van zijn andere bedrijvigheden.

De Regering en de Wetgevende Kamers zullen dienen te oordelen of alarmsystemen die geplaatst kunnen worden door bepaalde handelaars of ambachtslieden niet buiten de werkingssfeer van de ontworpen wet moeten worden gehouden.

Men kan zich ook afvragen of niet moet worden gepreciseerd dat de door het ontwerp bedoelde alarmsystemen uitsluitend die zijn welke dienen om te waarschuwen voor gevaar voor diefstal of agressie en niet die welke waarschuwen voor andere gevaren, zoals bijvoorbeeld brand of milieuverontreiniging.

De bepalingen van het ontwerp die betrekking hebben op de alarmsystemen zouden, ter wille van de bovenstaande opmerkingen, in een afzonderlijk hoofdstuk moeten staan.

.../...

Artikel 59.

Het eerste lid van dat artikel verplicht de bewakings- en beveiligingsondernemingen vooraf een machtiging te verkrijgen van de Minister van Binnenlandse Zaken, na advies van de Minister van Justitie. De tekst zegt niet : "eensluidend advies", wat meebrengt dat de Minister van Binnenlandse Zaken niet gebonden is door het advies van zijn collega van Justitie.

Het tweede lid luidt als volgt :

"Deze toelating wordt verleend voor een periode van maximum drie jaar".

Men kan zich afvragen waarom de machtiging slechts voor die zeer beperkte periode geldig blijft en of zij er niet zal toe leiden dat de bestaande ondernemingen een soort van voorrecht verkrijgen. De ontworpen wet bevat immers een artikel 73 dat aan deze ondernemingen "een uitstel van één jaar" verleent om een machtiging te vragen overeenkomstig de nieuwe voorschriften. Het laat geen twijfel dat al die ondernemingen dat zullen doen om voordeel te kunnen blijven halen uit de gedane investeringen, die zeer hoog kunnen zijn, met name voor de aankoop van geblindeerde voertuigen. Maar een nieuwe ondernemer zal aarzelen om hetzelfde kapitaal te investeren, indien hij niet zeker is dat hij er langer dan drie jaar voordeel zal uit halen.

De beperkte duur van de machtigingen zou verantwoord kunnen zijn om de Minister in staat te stellen een einde te maken aan de bedrijvigheid van een onderneming die de machtigingsvoorwaarden niet in acht neemt.

.../...

Men kan zich nochtans afvragen of zo'n voorzorgsmaatregel verantwoord is in het kader van de ontworpen wet, aangezien artikel 70 van die wet de Minister van Binnenlandse Zaken de mogelijkheid biedt om, op advies van de Minister van Justitie, de in artikel 59 bedoelde machtiging voor een periode van één tot zes maanden te schorsen, en haar zelfs definitief in te trekken, onder meer ingeval de bepalingen van de nieuwe wet en van de besluiten tot uitvoering ervan niet worden nagekomen, een en ander onverminderd de straffen, uitgesproken met toepassing van artikel 71 van het ontwerp.

Het derde lid luidt als volgt :

"Ze (de machtiging) is herroepbaar en mag voor een gelijksoortige periode hernieuwd worden".

Dat lid zou de indruk kunnen wekken dat de machtiging op discretionaire wijze en te allen tijde ingetrokken kan worden, terwijl ze, volgens artikel 70, slechts in twee gevallen kan worden ingetrokken :

1° in het reeds vermelde geval dat de wets- en verordeningsbepalingen niet worden nagekomen en,

2° ingeval "de erkende onderneming activiteiten zou uitoefenen die onverenigbaar zijn met de openbare orde of met de binnenlandse of buitenlandse veiligheid van de Staat".

Volgens de memorie van toelichting kan de machtiging alleen in de bij artikel 70 bepaalde gevallen ingetrokken worden. Derhalve moet de bepaling van het derde lid betreffende de intrekking van de machtigingen vervallen.

Luidens het vijfde lid "verleent de toelating geen enkel officieel karakter".

.../...

De juridische strekking van een zodanige bepaling is de Raad van State niet duidelijk. Door erop te wijzen dat de onderneming en de personen die zij in dienst neemt geen enkele bevoegdheid van administratieve of gerechtelijke politie zullen hebben, sluit de tekst genoegzaam elk gevaar voor verwarring uit.

Artikel 60.

Met betrekking tot het eerste lid, verwijst de Raad van State naar zijn opmerking onder artikel 58.

Luidens het tweede lid moeten de rechtspersonen die de in die titel VI bedoelde bedrijvigheden uitoefenen, "opgericht zijn volgens de in het Belgisch recht geldende bepalingen", wat erop neerkomt dat aan buitenlandse vennootschappen verbod wordt opgelegd die bedrijvigheden in België uit te oefenen, tenzij ze daartoe een filiaal naar Belgisch recht oprichten. In zover die bepaling betrekking heeft op de vennootschappen die opgericht zijn overeenkomstig de wetgeving van een Lid-Staat van de Europese Gemeenschap, en die hun statutaire zetel, hun centraal bestuur of hun hoofdvestiging binnen die Gemeenschap hebben, is zij niet bestaanbaar met de artikelen 53, 58 en 62 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap. Weliswaar voorziet artikel 55 van hetzelfde Verdrag in een uitzondering op de artikelen 53 en 58 voor de werkzaamheden ter uitoefening van het openbaar gezag, zelfs indien deze slechts voor een bepaalde gelegenheid geschieden, maar die uitzondering kan in het onderhavige geval niet ingeroepen worden.

.../...

Artikel 61.

Dat artikel stelt vier voorwaarden waaraan voldaan moet worden door de persoon die voor eigen rekening of voor andermans rekening een bewakings- en beveiligingsonderneming leidt. Volgens de gemachtigde van de Minister, doelt het woord "bestuurder" ("dirigeant"), aan het begin van het artikel, niet op de bestuurders ("administrateurs") van een handelsvennootschap voor bewaking en beveiliging, maar alleen op de persoon, al dan niet lid van de raad van bestuur, die zorgt voor het dagelijks bestuur van de onderneming en die dus ofwel een gedelegeerd bestuurder, ofwel een bezoldigd directeur kan zijn. Steeds volgens de gemachtigde van de Minister, wordt het woord "zaakvoerder" in dezelfde volzin gevolgd door de woorden "in rechte of in feite" om te voorkomen dat men gebruik zou kunnen maken van een stroman : de als zodanig aangewezen directeur zou aan de bij artikel 61 gestelde voorwaarden voldoen, maar het werkelijk beheer zou worden toevertrouwd aan een ondergeschikte die zelf niet voldoet aan de voorwaarden maar de echte baas van de onderneming zou zijn.

Men kan zich afvragen of dat artikel slechts doelt op één persoon per onderneming, dan wel of het, in bepaalde ondernemingen althans, tegelijk kan slaan op verscheidene personen die er leidinggevende taken uitoefenen.

In het eerste geval geeft de Raad van State in overweging het begin van het artikel als volgt te redigeren :

"De persoon die de werkelijke leiding heeft van de onderneming, moet voldoen aan de volgende voorwaarden :".

In het tweede geval, geeft hij de volgende redactie in overweging :

"De personen die ... hebben, moeten ...".

Van de vier voorwaarden doet die welke vermeld is onder 2° (van Belgische nationaliteit zijn), net zoals artikel 60, tweede lid, een probleem rijzen in verband met de bestaanbaarheid met de bepalingen van het Verdrag van Rome van 25 maart 1957. In zover die voorwaarde betrekking heeft op een natuurlijk persoon die voor eigen rekening een bewakings- en beveiligingsonderneming exploiteert, is zij strijdig met artikel 53 of met artikel 62 van dat Verdrag; in zover zij betrekking heeft op de zaakvoerder, die optreedt als bezoldigd bediende van de onderneming, is zij strijdig met artikel 48 van hetzelfde Verdrag.

De bepaling onder 2° moet, derhalve, als volgt geredigeerd worden :

"2° onderdaan zijn van een Lid-Staat van de Europese Gemeenschappen;".

De bepaling onder 3° zou beter als volgt geredigeerd worden :

"3° zijn woonplaats of, bij gebreke van een woonplaats, zijn gewone verblijfplaats hebben in België;".

Luidens de bepaling onder 4° mogen de bedoelde personen "geen activiteiten uitoefenen die onverenigbaar zijn met het maatschappelijk doel van de onderneming". Noch de tekst, noch de memorie van toelichting preciseert wat dient te worden verstaan onder "activiteiten die onverenigbaar zijn met het maatschappelijk doel van de onderneming". Het ontwerp moet worden aangevuld. Het is immers volstrekt noodzakelijk dat de persoon die de leiding heeft van de onderneming, weet welke bedrijvigheden hem verboden worden.

Artikel 62.

Artikel 61 bepaalt de voorwaarden waaraan voldaan moet worden door degene die de leiding heeft van een onderneming. Artikel 62 belast de Koning met het bepalen van de voorwaarden waaraan de personeelsleden van die onderneming moeten voldoen, en om die personen aan te wijzen gebruikt de Nederlandse tekst van het artikel de uitdrukking : "de aangeworven of de voor rekening van erkende ondernemingen werkende personen ...", terwijl de Franse tekst het heeft over "les personnes engagées travaillant pour le compte d'entreprises autorisées ...". De memorie van toelichting - zowel in het Nederlands als in het Frans - verstrekt de volgende commentaar : "De voorwaarden waaraan de aangeworven of voor rekening van de bij deze wet bedoelde ondernemingen werkende personen moeten voldoen, zullen bij koninklijk besluit vastgesteld worden", wat met de Nederlandse tekst van het artikel overeenstemt.

Volgens de gemachtigde van de Minister is het de Nederlandse versie die overeenstemt met de bedoeling van de Regering, want deze heeft twee verschillende hypothesen op het oog gehad : het geval van de personeelsleden die rechtstreeks aangeworven en door de onderneming bezoldigd zijn, en het geval van de personeelsleden van een onderaannemer die dus wel werken voor rekening van de onderneming, maar door deze laatste niet aangeworven zijn.

Hij die de in artikel 58 genoemde werkzaamheden individueel uitoefent, werkt voor eigen rekening. Uitdrukkelijke verwijzing naar dat geval in artikel 62 heeft geen nut.

.../...

Gelet op de bovenstaande opmerkingen, wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel ... .-

De Koning bepaalt de voorwaarden waaraan moet worden voldaan door de personen die werken in dienst of voor rekening van een gemachtigde onderneming".

Artikel 63.

In paragraaf 1 moeten de woorden "Deze personen" vervangen worden door de woorden "De in artikel (62) bedoelde personen ...".

In dezelfde paragraaf 1 vervange men in de Franse tekst de woorden "ne peut être sujet à confusion ..." door de woorden "ne peut prêter à confusion ...".

De eerste volzin van paragraaf 2, eerste lid, die de toepassing van het gemeen recht bevestigt, is overbodig.

De tweede volzin van hetzelfde lid geeft in feite aan de Koning de bevoegdheid om bij wege van verordening te bepalen welke wapens de in artikel 62 bedoelde personen tijdens hun dienst zullen mogen dragen. Het spreekt vanzelf dat de overheid, die op grond van artikel 13 van het ontwerp de vergunning zal verlenen, rekening zal moeten houden met de bepalingen van de verordening die door de Koning zal worden uitgevaardigd.

Er wordt voorgesteld paragraaf 2, eerste lid, als volgt te redigeren :

"De Koning bepaalt de wapens waarvoor deze personen een vergunning voor wapendracht kunnen vragen met het oog op de uitoefening van hun werkzaamheden voor rekening van de onderneming".

In paragraaf 3, tweede lid, is er een discrepantie tussen de Franse tekst waarin sprake is van "service de police", en de Nederlandse tekst, die het heeft over "openbare macht". De Regering bedoelt hier ongetwijfeld zowel de politiediensten als de diensten van de rijkswacht.

Voorgesteld wordt paragraaf 3, eerste en tweede lid,als volgt te redigeren :

"De onderneming geeft aan deze personen een legitimatiekaart af waarvan het model vastgesteld wordt door de Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt.

Deze kaart moet worden vertoond bij elke vordering van een lid van een politie- of rijkswachtdienst en, wanneer de houder ervan zijn werkzaamheid in burger uitoefent, op verzoek van elke persoon die het voorwerp is van zijn bemoeiing".

Collectieve arbeidsovereenkomsten kunnen verbindend zijn voor een onderneming, zelfs indien ze het niet zijn voor het geheel van de ondernemingen. Voor paragraaf 4 wordt derhalve de volgende tekst voorgesteld :

"§ 4. Onverminderd de collectieve arbeidsovereenkomsten, kan de Koning normen bepalen voor de uitrusting van de ondernemingen".

.../...

In paragraaf 5 dienen in de Franse tekst de woorden "ne peuvent être sujets à confusion ..." vervangen te worden door de woorden "ne peuvent prêter à confusion ...".

Artikel 64.

In het tweede lid zou moeten worden gepreciseerd dat het gaat om "elke vraag om inlichtingen betreffende hun werkzaamheden".

Er wordt voorgesteld dit lid als volgt te redigeren :

"De gemachtigde ondernemingen antwoorden op elke vraag om inlichtingen betreffende hun werkzaamheden die uitgaat van de administratieve en rechterlijke overheden".

Artikel 65.

Het artikel dient als volgt te worden gesteld :

"De persoon die de werkelijke leiding heeft van de gemachtigde onderneming deelt aan de politie alle gegevens mede die kunnen bijdragen tot het identificeren van de daders van de misdrijven waarvan de personeelsleden van de onderneming kennis krijgen in de uitoefening of ter gelegenheid van de uitoefening van hun werkzaamheden".

.../...

Artikel 66.

In de eerste volzin is er een gebrek aan overeenstemming tussen de tekst van het ontwerp en de memorie van toelichting ; de tekst verbiedt de ondernemingen "tussen te komen in de afloop van een politiek of arbeidsconflict", terwijl de memorie van toelichting bepaalde tussenkomsten toelaat "zelfs bij een conflict".

De bedoelingen van de stellers van het ontwerp zouden in de tekst van het ontwerp moeten worden gepreciseerd.

De tweede volzin zou een afzonderlijk lid moeten vormen. Anderzijds wordt voorgesteld daarin het woord "filosofische" tussen de woorden "politieke" en "religieuze" in te voegen.

Artikel 67.

Aangezien de bevoegdheid om de wet uit te voeren aan de Koning is opgedragen en niet aan de Minister, wordt voorgesteld dit artikel als volgt te redigeren :

"Artikel ... .-

De Koning organiseert de controle die door de Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt wordt uitgeoefend op de naleving door de gemachtigde ondernemingen van de bepalingen van deze wet (van deze titel) en van de besluiten tot uitvoering ervan".

+

.../...

In de Nederlandse tekst van het opschrift van hoofdstuk 4 schrijve men "opheffingsbepalingen" in plaats van "intrekkingsbepalingen".

+

Artikel 68.

De door de Koning vast te stellen reglementering dient enerzijds toepassing te vinden op de alarmsystemen die geleverd en geplaatst worden door een gemachtigde bewakings- en beveiligingsonderneming, en anderzijds op de door handelaars aan particulieren verkochte of verhuurde alarmsystemen die door de koper of de huurder zelf geplaatst worden.

Dit artikel zou beter als volgt geredigeerd worden :

"Artikel ... .-

De Koning bepaalt de technische normen voor de alarmsystemen die door gemachtigde ondernemingen worden geplaatst en voor die welke door andere ondernemingen verkocht, verhuurd, te koop of te huur aangeboden worden. Hij bepaalt eveneens de voorwaarden voor het installeren en gebruiken van die systemen".

Artikel 69.

Dit artikel zou korter en even duidelijk zijn indien het als volgt werd geredigeerd :

.../...

"Artikel ... .-

Elk document dat uitgaat van een gemachtigde onderneming, moet melding maken van de overeenkomstig artikel ... verleende machtiging".

Artikel 70.

Ter wille van de overeenstemming met de terminologie van artikel 59 van het ontwerp schrijve men in de Franse tekst "révoquer" in plaats van "retirer définitivement".

Voorgesteld wordt de tekst als volgt te stellen :

"Artikel ... .-

Onverminderd artikel ... van deze wet, kan de Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt, na advies van de Minister van Justitie, de in artikel ... bedoelde machtiging voor een periode van een maand tot zes maanden schorsen, of ze intrekken :

1° indien de gemachtigde onderneming de bepalingen van deze wet (van deze titel) en van de besluiten tot uitvoering ervan niet in acht neemt;

2° indien de gemachtigde onderneming activiteiten ontwikkelt die onverenigbaar zijn met de openbare orde of met de inwendige of uitwendige veiligheid van de Staat".

.../...

Artikel 71.

In het eerste lid kunnen de woorden "van deze wet" alleen behouden worden als de Regering ingaat op het voorstel van de Raad van State betreffende de inrichting van het ontwerp.

Indien het in de bedoeling van de Regering ligt hoofdstuk VII en artikel 85 van Boek I van het Strafwetboek toepassing te laten vinden, zou het tweede lid als volgt moeten worden geredigeerd :

"De bepalingen van Boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, zijn van toepassing op de misdrijven omschreven in deze wet (in deze titel) en in de besluiten tot uitvoering ervan".

Artikel 72.

De verwijzing naar artikel 10 van de wet van 19 december 1854 houdende het Boswetboek dient te vervallen. Het is in artikel 177 van dat Wetboek dat het statuut van de bijzondere wachters wordt vastgesteld. Artikel 10 bepaalt de leeftijdsvoorwaarde voor de wachters van het Bestuur van waters en bossen, namelijk vijfentwintig jaar, met mogelijkheid tot afwijking ten gunste van de kandidaten die volle eenentwintig jaar oud zijn; artikel 177 verklaart de in artikel 10, tweede lid, bepaalde afwijking toepasselijk op de bijzondere wachters.

Voorgesteld wordt de tekst als volgt te stellen :

.../...

"Artikel ... .-

Deze wet (Deze titel) is niet van toepassing op de bijzondere wachters bedoeld in artikel 177 van de wet van 19 december 1854 houdende het Boswetboek, in de artikelen 61, 62 en 63 van de wet van 7 oktober 1886 houdende het Veldwetboek en in artikel 31 van de wet van 1 juli 1954 op de riviervisserij".

Artikel 73.

De verwijzing in dit artikel naar artikel 59 van het ontwerp lijkt te impliceren dat de bewakings- en beveiligingsondernemingen die werken op grond van een krachtens artikel 1, tweede lid, van de wet van 29 juli 1934 toegestane afwijking, overeenkomstig voornoemd artikel 59 binnen een termijn van een jaar een machtigingsaanvraag zullen moeten indienen, zelfs indien de termijn van de afwijking verstrijkt meer dan een jaar na de bekendmaking van de nieuwe wet en van de koninklijke besluiten tot uitvoering ervan.

De in het artikel bepaalde termijn van een jaar gaat in bij de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad van de ter uitvoering van de artikelen 59 en 62 van het ontwerp vastgestelde koninklijke besluiten. De krachtens deze artikelen van de ontworpen wet te treffen maatregelen zullen kunnen worden getroffen in verscheidene koninklijke besluiten, die op verschillende data zullen worden bekendgemaakt. Het ontwerp laat aldus de einddatum van de overgangsregeling in het ongewisse.

.../...

Voorgesteld wordt de tekst als volgt te redigeren :

"Artikel ... .-

De ondernemingen die, bij de inwerkingtreding van deze wet (van deze titel), het voordeel genieten van een uitzondering toegestaan op grond van artikel 1, tweede lid, van de wet van 29 juli 1934 waarbij de private milities verboden worden en waarbij de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in, en het dragen van wapens en op de handel in munitie, aangevuld wordt, beschikken over een termijn van een jaar te rekenen vanaf de dag van de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad van het koninklijk besluit vastgesteld ter uitvoering van artikel ... om zich naar deze wet (naar deze titel) te schikken".

Artikel 74.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel ... .-

Artikel 1, tweede lid, van de wet van 29 juli 1934 waarbij de private milities verboden worden en waarbij de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in, en het dragen van wapens en op de handel in munitie, aangevuld wordt, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Dit verbod is niet van toepassing op de ondernemingen die gemachtigd zijn overeenkomstig de wet van ... betreffende de bewakings- en beveiligingsondernemingen, (titel VI van de wet van ... houdende verscheidene maatregelen ter verhoging van de veiligheid van de burger)".

+ +

Titel VII (wordt, volgens de voorgestelde tekst, een wet houdende wijziging van de gemeentewet).

Artikel 75.

Dit artikel machtigt de Koning om een nationale en provinciale inspectie van de gemeentepolitie te organiseren, maar bepaalt niet welke de opdracht van deze inspectie zal zijn.

Alleen in de memorie van toelichting kan men enkele aanwijzingen vinden betreffende die opdracht.

Het is in de wet zelf dat de opdracht van deze nationale en provinciale inspectie moet worden bepaald.

De tekst van artikel 75 van het ontwerp moet derhalve herzien en aangevuld worden.

Bovendien zou de bepaling waarbij deze inspectie wordt opgericht, in de gemeentewet moeten worden ingevoegd.

Rekening houdend met de wijziging die het ontwerp van wet op de gemeentepolitie (Gedr. St. Senaat, zitting 1984-1985, 907, nr. 1) wil aanbrengen in de gemeentewet, zou de nieuwe bepaling in hoofdstuk IV van titel III van die wet moeten komen als een artikel 202.

---

avis concernant les Titres Ier, et VII a été donné par la deuième chambre composée de

Het advies betreffende de Titels I, VI en VII werd gegeven door de tweede kamer samengesteld uit

ssieurs : J. LIGOT, président de chambre,
Heren : kamervoorzitter,

A. VANWELKENHUYZEN, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

Cl. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,

F. DELPEREE, assessoren van de afdeling wetgeving,

dame : M. VAN GERREWEY, greffier,
vrouw : griffier.

La concordance entre la version ançaise et la version néerlandaise été vérifiée sous le contrôle de A. VANWELKENHUYZEN.
Le rapport a été présenté par A. MERCENIER, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. A. VANWELKENHUYZEN.
Het verslag werd uitgebracht door de H. A. MERCENIER, eerste auditeur.

GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY.

J. LIGOT.

Les observations préalables ainsi que l'avis sur les Titres II, III, IV et V, ont été émis par la neuvième chambre composée de

De voorafgaande opmerkingen werden opgesteld en het advies betreffende de Titels II, III, IV en V werd gegeven door de negende kamer samengesteld uit

Messieurs : Ch. HUBERLANT, conseiller d'Etat, président,
de Heren : staatsraad, voorzitter,

J.-J. STRYCKMANS, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

F. RIGAUX, assesseurs de la section de législation,

P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.
Le rapport a été présenté par M. A. MERCENIER, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.
Het verslag werd uitgebracht door de H. A. MERCENIER, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY.

Ch. HUBERLANT.